



ID LOGISTICS GROUP

Société anonyme au capital de 2 052 930 €

Siège social : 410, route du Moulin de Losque - 84300 Cavaillon

RCS AVIGNON 439 418 922

Actualisation du document de base



La présente actualisation a été déposée auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 16 mars 2012. Elle complète le document de base enregistré par l'Autorité des Marchés Financiers le 24 janvier 2012 sous le numéro I 12-003.

Le document de base et son actualisation ne pourront être utilisés à l'appui d'une opération financière que s'il est complété par une note d'opération visée par l'Autorité des marchés financiers. Ils ont été établis par l'émetteur et engagent la responsabilité de ses signataires.

Ce document est disponible sans frais au siège social de la société ID Logistics Group 410, route du Moulin de Losque 84300 Cavaillon, ainsi qu'en version électronique sur le site de l'AMF (www.amf-france.org) et sur celui de la Société (www.id-logistics.com).

Table des matières

1	PERSONNES RESPONSABLES	8
1.1	RESPONSABLE DE L'ACTUALISATION DU DOCUMENT DE BASE.....	8
1.2	ATTESTATION DE LA PERSONNE RESPONSABLE.....	8
2	CONTROLEURS LEGAUX DES COMPTES	9
2.1	COMMISSAIRES AUX COMPTES TITULAIRES.....	9
2.2	COMMISSAIRES AUX COMPTES SUPPLEANTS.....	9
2.3	HONORAIRES VERSES AUX COMMISSAIRES AUX COMPTES.....	9
3	INFORMATIONS FINANCIERES SELECTIONNEES	10
4	FACTEURS DE RISQUES	12
4.1	RISQUES RELATIFS A L'ACTIVITE ET AU MARCHÉ DU GROUPE.....	12
4.1.1	Risques liés à la conjoncture économique.....	12
4.1.2	Risques liés à la concurrence.....	12
4.1.3	Risques inhérents à l'activité.....	12
4.1.4	Risques liés au développement à l'international.....	13
4.1.5	Risques liés à l'externalisation.....	13
4.1.6	Risques liés aux systèmes informatiques.....	13
4.1.7	Risques liés à l'immobilier.....	13
4.1.8	Risques liés à la relative concentration des clients.....	13
4.1.9	Risques liés à la gestion de la croissance.....	13
4.2	RISQUES REGLEMENTAIRES ET JURIDIQUES.....	14
4.2.1	Risques liés à la réglementation et à son évolution.....	14
4.2.2	Risques environnementaux.....	14
4.2.3	Risques liés aux contentieux auxquels le Groupe est partie.....	14
4.2.4	Risques liés à la propriété intellectuelle.....	14
4.3	RISQUES FINANCIERS.....	14
4.3.1	Risque de change.....	14
4.3.2	Risque de crédit.....	15
4.3.3	Risque de taux d'intérêt.....	15
4.3.4	Risque relatif à la gestion de la trésorerie.....	15
4.3.5	Risque de liquidité.....	16
4.3.6	Risques liés aux tests de dépréciation des écarts d'acquisition.....	17
4.4	RISQUES LIES AUX RESSOURCES HUMAINES.....	17
4.4.1	Gestion des ressources humaines.....	17
4.4.2	Gestion des relations sociales.....	18
4.5	RISQUES LIES A L'ACTIONNARIAT DE LA SOCIETE.....	18
4.6	RISQUE DE DILUTION.....	18
4.7	POLICES D'ASSURANCES DU GROUPE.....	18
5	INFORMATIONS CONCERNANT LA SOCIETE	18
5.1	HISTOIRE ET EVOLUTION DE LA SOCIETE.....	18
5.1.1	Dénomination sociale de la Société.....	18
5.1.2	Lieu et numéro d'enregistrement de la Société.....	18
5.1.3	Date de constitution et durée.....	19
5.1.4	Siège social de la Société, forme juridique, législation régissant ses activités.....	19
5.1.5	Événements marquants dans le développement de la société.....	19
5.2	INVESTISSEMENTS.....	19
5.2.1	Principaux investissements réalisés au cours des trois derniers exercices.....	19
5.2.2	Principaux investissements en cours de réalisation.....	20
5.2.3	Principaux investissements envisagés.....	20
6	APERÇU DES ACTIVITES	21
6.1	PRESENTATION GENERALE D'ID LOGISTICS.....	21
6.1.1	Fiche d'identité d'ID Logistics.....	21
6.1.2	ID Logistics : un <i>pure player</i> de la logistique contractuelle en forte croissance.....	21
6.2	LE MARCHÉ ET SON EVOLUTION.....	21
6.2.1	Définition de la logistique contractuelle.....	21

6.2.2	Un métier en mutation.....	21
6.2.3	De nouvelles attentes clients.....	21
6.2.4	Le marché français de la logistique contractuelle.....	21
6.2.5	Les principaux acteurs de la logistique contractuelle en France	22
6.2.6	Principales tendances du marché de la logistique dans les pays étrangers où le Groupe est présent	22
6.3	POSITIONNEMENT D'ID LOGISTICS	23
6.3.1	Présentation détaillée des services d'ID Logistics.....	23
6.3.2	Typologie de marchés.....	23
6.3.3	Suivi des grands comptes à l'échelle mondiale.....	25
6.3.4	Des relations établies avec les clients sur une base contractuelle, transparente et durable.....	28
6.4	ATOUTS CONCURRENTIELS	29
6.4.1	ID Logistics : une organisation orientée client	29
6.4.2	ID Logistics : une capacité d'offrir une qualité opérationnelle homogène et de premier plan partout dans le monde.....	29
6.4.3	ID Logistics : une culture tournée vers l'innovation	29
6.4.4	ID Logistics : une maîtrise des systèmes d'information structurant.....	30
6.4.5	ID Logistics : des équipes stables et expérimentées partageant des valeurs communes	30
6.5	STRATEGIE DE DEVELOPPEMENT D'ID LOGISTICS.....	31
6.6	CONTEXTE REGLEMENTAIRE	31
6.7	DEVELOPPEMENT ET CROISSANCE DURABLES	31
6.7.1	Introduction : éléments clés mis en œuvre par ID Logistics.....	31
6.7.2	Création d'un outil de suivi de partage des meilleures pratiques « développement durable ».....	31
6.7.3	Solutions de réduction de l'empreinte carbone pour le transport	35
6.7.4	Engagement dans la politique de développement et de croissance durable des clients du Groupe.....	35
6.7.5	Engagement social et sociétal	36
7	ORGANIGRAMME	37
7.1	ORGANIGRAMME JURIDIQUE	37
7.2	PRESENTATION DES PRINCIPALES SOCIETES DU GROUPE.....	38
7.2.1	Principales sociétés en France	38
7.2.2	Principales sociétés à l'international	39
7.3	PRINCIPAUX FLUX INTRA-GROUPE.....	41
8	PROPRIETES IMMOBILIERES ET EQUIPEMENTS.....	42
8.1	IMMOBILISATIONS CORPORELLES IMPORTANTES, EXISTANTES OU PLANIFIEES ET LOCATIONS	42
8.2	AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET EQUIPEMENTS.....	43
8.3	QUESTIONS ENVIRONNEMENTALES.....	44
9	EXAMEN DU RESULTAT ET DE LA SITUATION FINANCIERE	44
9.1	PRESENTATION GENERALE.....	44
9.1.1	Principaux facteurs ayant une incidence significative sur l'activité et le résultat	44
9.1.2	Éléments du compte de résultat.....	45
9.2	COMPARAISON DES SEMESTRES CLOS LES 30 JUIN 2011 ET 30 JUIN 2010	45
9.3	COMPARAISON DES EXERCICES CLOS LES 31 DECEMBRE 2010 ET 31 DECEMBRE 2009..	45
9.4	COMPARAISON DES EXERCICES CLOS LES 31 DECEMBRE 2009 ET 31 DECEMBRE 2008..	45
9.5	COMPARAISON DES EXERCICES CLOS LES 31 DECEMBRE 2011 ET 31 DECEMBRE 2010..	45
10	TRESORERIE ET CAPITAUX.....	48
10.1	INFORMATIONS SUR LES CAPITAUX, LIQUIDITES ET SOURCES DE FINANCEMENT DU GROUPE.....	48
10.1.1	Financement par le capital.....	48
10.1.2	Liquidités.....	49
10.1.3	Financement par l'emprunt.....	49
10.1.4	Informations sur les conditions d'emprunt et structure de financement.....	50

10.1.5	Restriction à l'utilisation des capitaux.....	52
10.1.6	Engagements hors bilan	53
10.2	FLUX DE TRESORERIE.....	53
10.2.1	Comparaison des semestres clos les 30 juin 2011 et 30 juin 2010.....	53
10.2.2	Comparaison des exercices clos les 31 décembre 2010 et 31 décembre 2009.....	54
10.2.3	Comparaison des exercices clos les 31 décembre 2009 et 31 décembre 2008.....	54
10.2.4	Comparaison des exercices clos les 31 décembre 2011 et 31 décembre 2010.....	54
10.3	SOURCES DE FINANCEMENT NÉCESSAIRES A L'AVENIR	55
11	RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT, BREVETS, LICENCES, MARQUES ET NOMS DE DOMAINE.....	55
11.1	MARQUES	55
11.2	NOMS DE DOMAINES	55
11.3	RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT	55
12	TENDANCES.....	56
12.1	PRINCIPALES TENDANCES DEPUIS LA FIN DU DERNIER EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2010 ET DU SEMESTRE CLOS LE 30 JUIN 2011	56
12.2	TENDANCE CONNUE, INCERTITUDE, DEMANDE D'ENGAGEMENT OU EVENEMENT RAISONNABLEMENT SUSCEPTIBLE D'INFLUER SUR LES PERSPECTIVES DE LA SOCIETE	56
12.3	PRINCIPALES TENDANCES DEPUIS LA FIN DU DERNIER EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2011	56
13	PREVISIONS OU ESTIMATIONS DU BENEFICE	56
14	ORGANES D'ADMINISTRATION, DE DIRECTION ET DE SURVEILLANCE ET DIRECTION GENERALE	56
14.1	POUVOIRS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION.....	56
14.1.1	Composition du Conseil d'administration.....	57
14.1.2	Informations et renseignements sur les administrateurs	58
14.2	CONFLITS D'INTERET AU NIVEAU DES ORGANES D'ADMINISTRATION, DE DIRECTION ET DE LA DIRECTION GENERALE.....	61
15	REMUNERATIONS ET AVANTAGES.....	63
15.1	REMUNERATIONS DES ADMINISTRATEURS	63
15.2	SOMMES PROVISIONNEES PAR LA SOCIETE AUX FINS DE VERSEMENT DE PENSIONS, RETRAITES ET AUTRES AVANTAGES AU PROFIT DES ADMINISTRATEURS DIRIGEANTS.....	67
15.3	TITRES DONNANT ACCES AU CAPITAL ATTRIBUES AUX ADMINISTRATEURS	67
16	FONCTIONNEMENT DES ORGANES D'ADMINISTRATION ET DE DIRECTION	68
16.1	DIRECTION DE LA SOCIETE.....	68
16.2	INFORMATIONS SUR LES CONTRATS LIANT LES DIRIGEANTS ET LA SOCIETE	68
16.3	COMITES SPECIALISES – GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE.....	68
16.4	DECLARATION RELATIVE AU GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE.....	68
16.5	RAPPORT DU PRESIDENT SUR LE CONTROLE INTERNE.....	68
17	SALARIES.....	69
17.1	RESSOURCES HUMAINES.....	69
17.1.1	Organigramme opérationnel.....	69
17.1.2	Nombre et répartition des effectifs.....	69
17.2	PARTICIPATIONS ET STOCK-OPTIONS DES ADMINISTRATEURS	69
17.3	PARTICIPATION DES SALARIES DANS LE CAPITAL DE LA SOCIETE.....	71
17.4	CONTRATS D'INTERESSEMENT ET DE PARTICIPATION.....	71
18	PRINCIPAUX ACTIONNAIRES.....	72
18.1	REPARTITION DU CAPITAL ET DES DROITS DE VOTE.....	72
18.2	ACTIONNAIRES SIGNIFICATIFS NON REPRESENTES AU CONSEIL D'ADMINISTRATION ..	73
18.3	DROITS DE VOTE DES PRINCIPAUX ACTIONNAIRES	73
18.4	CONTROLE DE LA SOCIETE	73
18.5	ACCORD POUVANT ENTRAINER UN CHANGEMENT DE CONTROLE.....	73
18.6	ETAT DES NANTISSEMENTS	73
19	OPERATIONS AVEC LES PARTIES LIEES.....	74
19.1	OPERATIONS INTRA-GROUPE.....	74
19.2	OPERATIONS AVEC LES APPARENTES	74

19.3	RAPPORTS DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES ETABLIS AU TITRE DES EXERCICES CLOS LES 31 DECEMBRE 2008, 2009 ET 2010	75
19.3.1	Rapport spécial relatif aux conventions réglementées - Exercice 2010.....	75
19.3.2	Rapport spécial relatif aux conventions réglementées - Exercice 2009.....	75
19.3.3	Rapport spécial relatif aux conventions réglementées - Exercice 2008.....	75
19.3.4	Rapport spécial relatif aux conventions réglementées - Exercice 2011.....	75
20	INFORMATIONS FINANCIERES CONCERNANT LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIERE ET LES RESULTATS DE L'EMETTEUR.....	77
20.1	INFORMATIONS FINANCIERES HISTORIQUES ANNUELLES.....	77
20.1.1	Comptes consolidés du Groupe au titre des exercices 2010 et 2009	77
20.1.2	Comptes consolidés du Groupe au titre des exercices 2009 et 2008	77
20.1.3	Comptes consolidés du Groupe au titre des exercices 2011 et 2010	77
20.2	VERIFICATION DES INFORMATIONS FINANCIERES HISTORIQUES ANNUELLES	119
20.2.1	Rapport des commissaires aux comptes relatif aux comptes consolidés du Groupe au titre des exercices 2010 et 2009.....	119
20.2.2	Rapport des commissaires aux comptes relatif aux comptes consolidés du Groupe au titre des exercices 2009 et 2008.....	119
20.2.3	Rapport des commissaires aux comptes relatif aux comptes consolidés du Groupe au titre des exercices 2011 et 2010.....	119
I.	Opinion sur les comptes consolidés.....	120
II.	Justification des appréciations.....	120
III.	Vérification spécifique	120
20.3	INFORMATIONS FINANCIERES HISTORIQUES SEMESTRIELLES.....	121
20.4	VERIFICATION DES INFORMATIONS FINANCIERES HISTORIQUES SEMESTRIELLES	121
20.5	DATE DES DERNIERES INFORMATIONS FINANCIERES	121
20.6	POLITIQUE DE DISTRIBUTION DE DIVIDENDES.....	121
20.6.1	Dividendes versés au cours des trois derniers exercices	121
20.6.2	Politique de distribution de dividendes	121
20.7	PROCEDURES JUDICIAIRES ET D'ARBITRAGE.....	121
20.8	CHANGEMENT SIGNIFICATIF DE LA SITUATION FINANCIERE OU COMMERCIALE	121
21	INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES	122
21.1	CAPITAL SOCIAL	122
21.1.1	Montant du capital social	122
21.1.2	Titres non représentatifs du capital	122
21.1.3	Acquisition par la Société de ses propres actions.....	122
21.1.4	Valeurs mobilières ouvrant droit à une quote-part de capital	122
21.1.5	Capital autorisé.....	123
21.1.6	Informations sur le capital de tout membre du Groupe faisant l'objet d'une option ou d'un accord conditionnel ou inconditionnel prévoyant de le placer sous option	123
21.1.7	Historique du capital social	123
21.2	ACTE CONSTITUTIF ET STATUTS	125
21.2.1	Objet social (<i>Article 4 des statuts</i>).....	125
21.2.2	Dispositions statutaires ou autres relatives aux membres des organes d'administration et de direction.....	125
21.2.3	Droits, privilèges et restrictions attachés aux actions de la Société	125
21.2.4	Modalités de modification des droits des actionnaires	126
21.2.5	Assemblées générales d'actionnaires.....	126
21.2.6	Dispositifs permettant de retarder, différer ou empêcher un changement de contrôle	126
21.2.7	Franchissements de seuils statutaires (<i>Article 9 des statuts</i>).....	126
21.2.8	Stipulations particulières régissant les modifications du capital	126
22	CONTRATS IMPORTANTS	126
23	INFORMATIONS PROVENANT DE TIERS, DÉCLARATIONS D'EXPERTS ET DÉCLARATIONS D'INTERETS	126
24	DOCUMENTS ACCESSIBLES AU PUBLIC.....	126
25	INFORMATIONS SUR LES PARTICIPATIONS.....	127

REMARQUES GENERALES

Définitions

Dans la présente actualisation du document de base, et sauf indication contraire :

- « IDL GROUP » désigne la société ID Logistics Group ;
- « Société » désigne la société ID Logistics Group ;
- « Groupe », « Groupe ID Logistics » et « ID Logistics » désignent le groupe de sociétés constitué par la société ID Logistics Group et ses filiales ;
- « Document de Base » désigne le document de base enregistré par l'Autorité des Marchés Financiers sous le numéro I 12-003 ;
- « Date du Document de Base » désigne la date d'enregistrement du Document de Base ;
- « Actualisation du Document de base » ou « Actualisation » désignent la présente actualisation du Document de base enregistrée par l'Autorité des Marchés Financiers ;
- « Date de l'Actualisation du document de Base » désigne la date d'enregistrement de l'Actualisation du Document de Base.

Informations sur le marché

Le Document de Base et l'Actualisation contiennent des informations relatives aux marchés et aux parts de marché de la Société et de ses concurrents, ainsi qu'à son positionnement concurrentiel, en particulier au chapitre 6 « Aperçu des activités ». Ces informations proviennent notamment d'études réalisées par des sources extérieures. Toutefois, les informations publiquement disponibles, que la Société considère comme fiables, n'ont pas été vérifiées par un expert indépendant et la Société ne peut pas garantir qu'un tiers utilisant des méthodes différentes pour réunir, analyser ou calculer des données sur les marchés obtiendrait les mêmes résultats. La Société, les actionnaires directs ou indirects de la Société et les prestataires de services d'investissement ne prennent aucun engagement ni ne donnent aucune garantie quant à l'exactitude de ces informations.

Facteurs de risques

Les investisseurs sont invités à prendre attentivement en considération les facteurs de risques décrits au chapitre 4 « Facteurs de risques » du Document de Base et de l'Actualisation avant de prendre leur décision d'investissement. La réalisation de tout ou partie de ces risques est susceptible d'avoir un effet négatif sur les activités, la situation, les résultats financiers de la Société ou ses objectifs. Par ailleurs, d'autres risques, non encore identifiés ou considérés comme non significatifs par la Société à la Date de l'Actualisation du Document de Base, pourraient avoir le même effet négatif et les investisseurs pourraient perdre tout ou partie de leur investissement.

Informations prospectives

Le Document de Base et l'Actualisation contiennent des déclarations prospectives et des informations sur les objectifs du Groupe, notamment aux chapitres 6 « Aperçu des Activités » et 12 « Tendances », qui sont parfois identifiées par l'utilisation du futur, du conditionnel et de termes à caractère prospectif tels que « estimer », « considérer », « avoir pour objectif », « s'attendre à », « entend », « devrait », « souhaite », « pourrait », dans leur forme affirmative ou dans leur forme négative, ou toute autre terminologie similaire. Ces informations sont fondées sur des données, hypothèses et estimations considérées comme raisonnables par la Société. Les déclarations prospectives et les objectifs figurant dans le Document de Base et l'Actualisation peuvent être affectés

par des risques connus et inconnus, des incertitudes liées notamment à l'environnement réglementaire, économique, financier et concurrentiel, et d'autres facteurs qui pourraient faire en sorte que les résultats futurs, les performances et les réalisations de la Société soient significativement différents des objectifs formulés ou suggérés. Ces facteurs peuvent notamment inclure les facteurs exposés au chapitre 4 « Facteurs de risques » du Document de Base et de l'Actualisation.

1 PERSONNES RESPONSABLES

1.1 RESPONSABLE DE L'ACTUALISATION DU DOCUMENT DE BASE

Monsieur Eric Hémar, Président Directeur Général d'ID Logistics Group.

1.2 ATTESTATION DE LA PERSONNE RESPONSABLE

J'atteste, après avoir pris toute mesure raisonnable à cet effet, que les informations contenues dans la présente Actualisation du Document de base sont, à ma connaissance, conformes à la réalité et ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée.

J'ai obtenu des contrôleurs légaux des comptes une lettre de fin de travaux, dans laquelle ils indiquent avoir procédé à la vérification des informations portant sur la situation financière et les comptes donnés dans la présente Actualisation du Document de base ainsi qu'à la lecture d'ensemble de la présente Actualisation du Document de base.

Eric Hémar
Président Directeur Général

2 CONTROLEURS LEGAUX DES COMPTES

2.1 COMMISSAIRES AUX COMPTES TITULAIRES

Sans changement

2.2 COMMISSAIRES AUX COMPTES SUPPLEANTS

Sans changement

2.3 HONORAIRES VERSES AUX COMMISSAIRES AUX COMPTES

La section 2.3 « Honoraires versés aux commissaires aux comptes » est complétée par les informations relatives à l'exercice de 12 mois clos le 31 décembre 2011 et demeure, pour le reste, inchangée.

	Deloitte		CFG Audit	
	K€	%	K€	%
Audit				
- Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés				
Maison mère	56,8	17%	25,5	22%
Filiales	247,3	76%	89,4	78%
- Autres diligences et prestations directement liées à la mission du commissaire aux comptes				
Maison mère	22,0	7%	-	0%
Filiales				
Sous-total	326,1	100%	114,9	100%
Autres prestations rendues aux filiales intégrées globalement				
- Juridique, fiscal, social				
- Autres				
Sous-total	-	0%	-	0%
Total	326,1	100%	114,9	100%

3 INFORMATIONS FINANCIERES SELECTIONNEES

Le Chapitre 3 du Document de base est complété par les informations suivantes relatives à l'exercice de 12 mois clos le 31 décembre 2011 et demeure, pour le reste, inchangé.

Les informations financières présentées ci-dessous sont issues des états financiers consolidés des exercices clos les 31 décembre 2009, 2010 et 2011, préparés conformément aux normes IFRS en vigueur, figurant aux chapitres 20 du Document de Base et de l'Actualisation.

Ces principales données comptables et opérationnelles doivent être lues au regard des informations contenues dans les chapitres 9 « Examen du résultat et de la situation financière », 10 « Trésorerie et capitaux » et 20 « Informations financières concernant le patrimoine, la situation financière et les résultats de l'émetteur » du Document de Base et de l'Actualisation.

Les chiffres indiqués en millions d'euros dans les tableaux figurant dans ce chapitre ont été arrondis par rapport à ceux présentés au chapitre 20.

- Eléments du compte de résultat sur 12 mois au 31 décembre

<i>en millions d'euros</i>	2011	2010	2009
Chiffre d'affaires	462,0	386,2	309,8
EBITDA *	28,9	25,3	19,8
<i>Marge d'EBITDA (% chiffre d'affaires)</i>	<i>6,3%</i>	<i>6,6%</i>	<i>6,4%</i>
Résultat opérationnel	14,8	12,5	9,2
<i>Marge opérationnelle (% chiffre d'affaires)</i>	<i>3,2%</i>	<i>3,2%</i>	<i>3,0%</i>
Résultat net de l'ensemble consolidé	6,8	5,0	4,3
<i>Marge nette (% chiffre d'affaires)</i>	<i>1,5%</i>	<i>1,3%</i>	<i>1,4%</i>

* L'EBITDA correspond au résultat opérationnel avant dotations aux amortissements sur immobilisations corporelles et incorporelles.

- Répartition du chiffre d'affaires sur 12 mois au 31 décembre

<i>en millions d'euros</i>	2011	2010	2009
France	298,7	253,4	213,7
International	163,4	132,8	96,1
Total	462,0	386,2	309,8

- Répartition du résultat opérationnel sur 12 mois au 31 décembre

<i>en millions d'euros</i>	2011	2010	2009
France	11,2	9,1	9,0
<i>Marge opérationnelle (% chiffre d'affaires)</i>	<i>3,7%</i>	<i>3,6%</i>	<i>4,2%</i>
International	3,6	3,4	0,2
<i>Marge opérationnelle (% chiffre d'affaires)</i>	<i>2,2%</i>	<i>2,5%</i>	<i>0,2%</i>
Total	14,8	12,5	9,2
<i>Marge opérationnelle (% chiffre d'affaires)</i>	<i>3,2%</i>	<i>3,2%</i>	<i>3,0%</i>

- Eléments du tableau des flux de trésorerie sur 12 mois au 31 décembre

<i>en millions d'euros</i>	2011	2010	2009
Flux net de trésorerie			
- généré par l'activité	29,6	31,8	16,6
- lié aux opérations d'investissements	(17,3)	(44,0)	(12,9)
- lié aux opérations de financement	(7,2)	15,1	0,3
Autres variations	(0,4)	0,2	0,1
Variation de la trésorerie courante nette	4,7	3,1	4,1

- Eléments du bilan au 31 décembre

<i>en millions d'euros</i>	2011	2010	2009
Actifs non courants	133,5	131,4	96,1
Besoin en fonds de roulement	(52,7)	(48,1)	(36,4)
Dette financière nette ⁽¹⁾	33,8	42,3	24,1
Capitaux propres de l'ensemble consolidé	47,0	41,0	35,6

⁽¹⁾ la dette financière nette correspond à la dette financière brute augmentée des découverts bancaires et diminuée de la trésorerie et des équivalents de trésorerie.

4 FACTEURS DE RISQUES

Les investisseurs sont invités à prendre en considération l'ensemble des informations figurant dans le Document de Base et l'Actualisation, y compris les facteurs de risques décrits dans le présent chapitre avant de décider de souscrire ou d'acquérir des actions de la Société. La Société a procédé à une revue des risques qui pourraient avoir un effet défavorable significatif sur le Groupe, son activité, sa situation financière, ses résultats, ses perspectives ou sur sa capacité à réaliser ses objectifs. Elle considère qu'à la Date de l'Actualisation du Document de Base, il n'y a pas d'autres risques significatifs hormis ceux présentés dans le chapitre 4 « Facteurs de risques » du Document de Base et de l'Actualisation.

L'attention des investisseurs est toutefois attirée sur le fait que la liste des risques et incertitudes décrits ci-dessous n'est pas exhaustive. D'autres risques ou incertitudes inconnus ou dont la réalisation n'est pas considérée, à la Date de l'Actualisation du Document de Base, comme susceptible d'avoir un effet défavorable significatif sur le Groupe, son activité, sa situation financière, ses résultats ou ses perspectives, peuvent exister ou devenir des facteurs importants susceptibles d'avoir un effet défavorable significatif sur le Groupe, son activité, sa situation financière, ses résultats, son développement ou ses perspectives.

4.1 RISQUES RELATIFS A L'ACTIVITE ET AU MARCHÉ DU GROUPE

4.1.1 Risques liés à la conjoncture économique

Le paragraphe « *Bien que le Groupe bénéficie d'un positionnement géographique large et diversifié, un ralentissement de l'activité économique ou une baisse de la consommation sur un ou plusieurs de ses marchés, et notamment la France qui représentait 65% de son chiffre d'affaires en 2010, serait donc susceptible d'avoir des effets défavorables sur son activité et ses résultats.* » est mis à jour des informations au 31 décembre 2011 et demeure, pour le reste, inchangé :

En 2011, la France a représenté 64% du chiffre d'affaires du Groupe.

4.1.2 Risques liés à la concurrence

Sans changement

4.1.3 Risques inhérents à l'activité

Le paragraphe « *Les opérations logistiques sont des opérations de manutention qui même si elles sont accompagnées de façon importante par de la mécanisation et des outils technologiques restent malgré tout fortement manuelles. Il existe donc un risque d'accident physique pour le personnel. Comme indiqué à la sous-section 6.7.5 « Engagement social et sociétal », le Groupe mène des opérations de prévention et de suivi des accidents du travail visant à réduire leurs taux de fréquence et de gravité. Les nouveaux employés reçoivent une formation spécifique sur la sécurité et les gestes et postures de manutention de marchandises, ainsi qu'un livret sécurité rappelant l'ensemble des règles en vigueur dans le Groupe. Par ailleurs, le Groupe a aussi effectué des innovations technologiques (Pick and Go, sécurisation de quais, etc.) qui visent à réduire le nombre et la fréquence des accidents. L'ensemble de ces éléments a permis de diminuer le nombre d'accident du travail au cours des dernières années.* » est complété des informations au 31 décembre 2011 et demeure, pour le reste, inchangé :

	2009	2010	2011
AT – Taux de fréquence ⁽¹⁾	70,80	66,95	56,59
AT – Taux de gravité ⁽²⁾	1,97	1,21	1,15

(1) nombre d'accidents dans l'année par million d'heures de travail

(2) nombre de journées d'incapacité temporaire pour 1000 heures de travail

4.1.4 Risques liés au développement à l'international

Sans changement

4.1.5 Risques liés à l'externalisation

Sans changement

4.1.6 Risques liés aux systèmes informatiques

Sans changement

4.1.7 Risques liés à l'immobilier

A la Date de l'Actualisation de Document de base, la totalité des entrepôts gérés par le Groupe fait l'objet d'une refacturation aux clients (cf. section 6.3.4). Par ailleurs, il n'y a pas, à la Date de l'Actualisation du Document de Base, d'entrepôts loués non utilisés. Au regard de sa politique immobilière (alignement des durées et des conditions de sortie de bail à celles des contrats signés avec les clients), le Groupe n'anticipe pas à court terme de non synchronisation entre les durées des contrats et les durées des baux de location.

4.1.8 Risques liés à la relative concentration des clients

Le paragraphe « Grâce à sa politique de développement, le Groupe gère un portefeuille de clients diversifié par type de contrat, de secteur d'activité, de service et d'implantation géographique. En 2010, le chiffre d'affaires des trois premiers clients du Groupe a représenté 28% du chiffre d'affaires consolidé (réparti de façon équilibrée entre eux), aucun contrat avec ces clients n'atteignant 5% du chiffre d'affaires consolidé du Groupe. Le Groupe considère que le risque que la perte de l'un d'entre eux puisse avoir des effets défavorables significatifs sur les résultats du Groupe est limité. » est mis à jour des informations au 31 décembre 2011 et demeure, pour le reste, inchangé :

En 2011, le chiffre d'affaires des trois premiers clients du Groupe a représenté 24% du chiffre d'affaires consolidé (réparti de façon équilibrée entre eux), aucun contrat avec ces clients n'atteignant 5% du chiffre d'affaires consolidé du Groupe.

4.1.9 Risques liés à la gestion de la croissance

Sans changement

4.2 RISQUES REGLEMENTAIRES ET JURIDIQUES

4.2.1 Risques liés à la réglementation et à son évolution

Sans changement

4.2.2 Risques environnementaux

Sans changement

4.2.3 Risques liés aux contentieux auxquels le Groupe est partie

Sans changement

4.2.4 Risques liés à la propriété intellectuelle

Sans changement

4.3 RISQUES FINANCIERS

4.3.1 Risque de change

Le paragraphe « *Le montant net entre les actifs hors écarts d'acquisition et les passifs hors capitaux propres libellés en devises autres que l'euro (dollar taïwanais, yuan chinois, réal brésilien, zloty polonais, pesos argentin, roupie indonésienne, rouble russe, dinar marocain) représentait l'équivalent de 14,8 millions d'euros au 30 juin 2011. Il se décompose comme suit :* »

<i>Contrepartie devise en millions d'euros</i>	<i>TWD</i>	<i>CNY</i>	<i>BRL</i>	<i>PLN</i>	<i>ARS</i>	<i>Autres</i>	<i>Total</i>
<i>Actifs hors écarts d'acquisition</i>	<i>5,6</i>	<i>3,9</i>	<i>18,0</i>	<i>4,9</i>	<i>2,1</i>	<i>5,3</i>	<i>39,8</i>
<i>Passifs hors capitaux propres</i>	<i>(3,5)</i>	<i>(2,9)</i>	<i>(12,1)</i>	<i>(3,7)</i>	<i>(1,0)</i>	<i>(1,8)</i>	<i>(25,0)</i>
<i>Position nette</i>	<i>2,1</i>	<i>1,0</i>	<i>5,9</i>	<i>1,2</i>	<i>1,0</i>	<i>3,5</i>	<i>14,8</i>

Le Groupe réévalue régulièrement son exposition au risque de change et, au 30 juin 2011, ces montants ne faisaient pas l'objet d'une couverture particulière.

Le Groupe ne peut exclure qu'une augmentation importante de son activité à l'international ne résulte dans une plus grande exposition au risque de change. Dans ce cas, le groupe pourrait avoir recours à une politique de couverture des risques de change. A la Date du Document de Base, le Groupe considère que son exposition au risque de change n'est pas significative. » est mis à jour des informations au 31 décembre 2011 et demeure, pour le reste, inchangé :

Le montant net entre les actifs hors écarts d'acquisition et les passifs hors capitaux propres libellés en devises autres que l'euro (dollar taïwanais, yuan chinois, réal brésilien, zloty polonais, pesos argentin, roupie indonésienne, rouble russe, dinar marocain) représentait l'équivalent de 16,8 millions d'euros au 31 décembre 2011. Il se décompose comme suit :

Contrepartie devise en millions d'euros	TWD	CNY	BRL	PLN	ARS	Autres	Total
Actifs hors écarts d'acquisition	6,4	3,8	20,0	4,5	5,8	4,5	45,0
Passifs hors capitaux propres	(4,3)	(2,6)	(12,7)	(3,4)	(3,9)	(1,3)	(28,2)
Position nette	2,1	1,2	7,3	1,1	1,9	3,2	16,8

Le Groupe réévalue régulièrement son exposition au risque de change et, au 31 décembre 2011, ces montants ne faisaient pas l'objet d'une couverture particulière.

Le Groupe ne peut exclure qu'une augmentation importante de son activité à l'international ne résulte dans une plus grande exposition au risque de change. Dans ce cas, le Groupe pourrait avoir recours à une politique de couverture des risques de change. A la Date de l'Actualisation du Document de Base, le Groupe considère que son exposition au risque de change n'est pas significative.

4.3.2 Risque de crédit

Sans changement

4.3.3 Risque de taux d'intérêt

Le paragraphe « *Au 30 juin 2011, l'essentiel de la dette financière du Groupe (sous forme d'emprunt bancaire, de crédit-bail ou de contrat de location financement) est contracté par des entités juridiques françaises.*

A cette date, et avant prise en compte des contrats de couverture de taux d'intérêt, 67% de la dette financière du Groupe est libellée en taux variable. Afin de se prémunir contre une évolution défavorable des taux d'intérêt, le Groupe a mis en place une politique de couverture à travers des contrats de swap (échange de taux variable contre taux fixe) ou de cap (plafonnement de taux variable). Après prise en compte de ces contrats de couverture, une part non-significative de la dette financière du Groupe au 30 juin 2011 reste libellée en taux variable. » est mis à jour des informations au 31 décembre 2011 et demeure, pour le reste, inchangé :

Au 31 décembre 2011, l'essentiel de la dette financière du Groupe (sous forme d'emprunt bancaire, de crédit-bail ou de contrat de location financement) est contracté par des entités juridiques françaises.

A cette date, et avant prise en compte des contrats de couverture de taux d'intérêt, 64% de la dette financière du Groupe est libellée en taux variable. Afin de se prémunir contre une évolution défavorable des taux d'intérêt, le Groupe a mis en place une politique de couverture à travers des contrats de swap (échange de taux variable contre taux fixe) ou de cap (plafonnement de taux variable). Après prise en compte de ces contrats de couverture, une part non-significative de la dette financière du Groupe au 31 décembre 2011 reste libellée en taux variable.

4.3.4 Risque relatif à la gestion de la trésorerie

Sans changement

4.3.5 Risque de liquidité

Le paragraphe « *Au 30 juin 2011, le Groupe dispose d'une trésorerie courante nette de 15,1 M€ pour des dettes financières dont l'échéancier est :*

<i>en millions d'euros</i>	<i>Moins d'un an</i>	<i>1 à 5 ans</i>	<i>Plus de 5 ans</i>
<i>Locations financements</i>	<i>8,8</i>	<i>19,7</i>	<i>17,8</i>
<i>Emprunt bancaire</i>	<i>1,9</i>	<i>0,6</i>	<i>-</i>
<i>Affacturage</i>	<i>2,4</i>	<i>-</i>	<i>-</i>
<i>Autres dettes</i>	<i>0,3</i>	<i>0,2</i>	<i>-</i>
<i>Total</i>	<i>13,4</i>	<i>20,5</i>	<i>17,8</i>

» est mis à jour des informations au 31 décembre 2011 et demeure, pour le reste, inchangé :

Au 31 décembre 2011, le Groupe dispose d'une trésorerie courante nette de 18,0 M€ pour des dettes financières dont l'échéancier est :

<i>en millions d'euros</i>	<i>Moins d'un an</i>	<i>1 à 5 ans</i>	<i>Plus de 5 ans</i>
<i>Locations financements</i>	<i>8,9</i>	<i>21,5</i>	<i>16,3</i>
<i>Emprunt bancaire</i>	<i>1,5</i>	<i>0,0</i>	<i>-</i>
<i>Affacturage</i>	<i>2,1</i>	<i>-</i>	<i>-</i>
<i>Autres dettes</i>	<i>0,4</i>	<i>0,1</i>	<i>-</i>
<i>Total</i>	<i>12,9</i>	<i>21,6</i>	<i>16,3</i>

Comme indiqué à la sous-section 10.1.4 « Informations sur les conditions d'emprunt et structure de financement », l'emprunt bancaire de 1,4 millions d'euros au 31 décembre 2011 est assorti de clauses de respect de ratios financiers. Cet emprunt est remboursé trimestriellement jusqu'au 31 juillet 2012. Le non-respect de ces ratios, ou l'absence de waiver ou d'autorisation préalable des établissements bancaires prêteurs, pourrait entraîner l'exigibilité immédiate du capital restant dû à la date de non-respect.

Comme pour les exercices précédents, l'ensemble des covenants n'ont pas été respectés au 31 décembre 2011. L'échéance de janvier 2012 a été payée conformément à l'échéancier. Les deux dernières échéances de cet emprunt sont dues en avril et en juillet 2012 pour 0,4 M€ chacune. Au regard des montants non significatifs en jeu, et alors qu'il a par le passé systématiquement obtenu les waivers des banques, le Groupe considère que le remboursement anticipé des échéances d'avril et juillet 2012 ne sera pas demandé par l'unanimité des banques concernées.

Le paragraphe « *Au 30 juin 2011, le Groupe dispose de lignes de crédit non utilisées de 9,4 M€ sous forme de dette financière et de 4,3 M€ sous forme de dette de location financement (à comparer à 8,1 M€ et 6,3 M€ respectivement au 31 décembre 2010 comme indiqué à la Note 14 des comptes consolidés 2010). Les lignes de crédit non utilisées sont d'une durée individuelle d'un an. Par ailleurs, le Groupe bénéficie également d'un contrat cadre d'affacturage sur ses activités en France et en Espagne qui représente au total une ressource potentielle moyenne de 30,4 M€, dont 2,4 M€ étaient utilisés au 30 juin 2011.*

La Société a procédé à une revue spécifique de son risque de liquidité et elle considère être en mesure de faire face à ses échéances à venir pour les douze prochains mois à la Date du Document de Base. » est mis à jour des informations au 31 décembre 2011 et demeure, pour le reste, inchangé :

Au 31 décembre 2011, le Groupe dispose de lignes de crédit non utilisées de 8,6 M€ sous forme de dette financière et de 9,7 M€ sous forme de dette de location financement (à comparer à 8,1 M€ et 6,3 M€ respectivement au 31 décembre 2010 comme indiqué à la Note 14 des comptes consolidés 2010). Les lignes de crédit non utilisées sont d'une durée individuelle d'un an. Par ailleurs, le Groupe bénéficie également d'un contrat cadre d'affacturage sur ses activités en France et en Espagne qui représente au total une ressource potentielle moyenne de 31,2 M€, dont 2,2 M€ étaient utilisés au 31 décembre 2011.

La Société a procédé à une revue spécifique de son risque de liquidité et elle considère être en mesure de faire face à ses échéances à venir pour les douze prochains mois à la Date de l'Actualisation du Document de Base.

4.3.6 Risques liés aux tests de dépréciation des écarts d'acquisition

Le paragraphe « Au 30 juin 2011, la valeur nette comptable des écarts d'acquisitions se décompose par zone géographique comme suit :

en millions d'euros	30/06/2011
France	48,3
International	11,1
Total	59,4

» est mis à jour des informations au 31 décembre 2011 et demeure, pour le reste, inchangé :

Au 31 décembre 2011, la valeur nette comptable des écarts d'acquisitions se décompose par zone géographique comme suit :

en millions d'euros	31/12/2011
France	49,5
International	11,1
Total	60,6

4.4 RISQUES LIES AUX RESSOURCES HUMAINES

4.4.1 Gestion des ressources humaines

Le paragraphe « Par ailleurs, les activités du Groupe nécessitent un recours important à du personnel intérimaire (24% des effectifs en 2010). Ce personnel est recruté à travers plusieurs agences spécialisées de premier plan avec lesquelles le Groupe a mis en place des contrats cadres lui permettant de subvenir à tout moment à ses besoins pour gérer les pics d'activité. Le Groupe considère ne pas être exposé à un risque de recrutement d'intérimaires ou de dépendance à un prestataire externe (cf. notamment paragraphe 4.1.5) » est mis à jour des informations au 31 décembre 2011 et demeure, pour le reste, inchangé :

Par ailleurs, les activités du Groupe nécessitent un recours important à du personnel intérimaire (20% des effectifs en 2011). Ce personnel est recruté à travers plusieurs agences spécialisées de premier plan avec lesquelles le Groupe a mis en place des contrats cadres lui permettant de subvenir à tout moment à ses besoins pour gérer les pics d'activité. Le Groupe considère ne pas être exposé à un

risque de recrutement d'intérimaires ou de dépendance à un prestataire externe (cf. notamment paragraphe 4.1.5).

4.4.2 Gestion des relations sociales

Sans changement

4.5 RISQUES LIES A L'ACTIONNARIAT DE LA SOCIETE

Sans changement

4.6 RISQUE DE DILUTION

Le paragraphe « *A la Date du Document de Base, la société Immod détient 47,24% du capital de la Société et 155.520 bons de souscription d'action dont les principales caractéristiques sont détaillées à la sous-section 21.1.4 « Valeurs mobilières ouvrant droit à une quote-part de capital » du chapitre 21 « Informations complémentaires ». Chaque bon donne le droit de souscrire une action soit, à la Date du Document de Base, une dilution potentielle maximale de 7,04% en participation.* » est mis à jour de la décision de l'Assemblée Générale Mixte du 7 mars 2012 de diviser le nominal des actions par 2 et demeure, pour le reste, inchangé :

A la Date de l'Actualisation du Document de Base, la société Immod détient 47,24% du capital de la Société et 155.520 bons de souscription d'action dont les principales caractéristiques sont détaillées à la sous-section 21.1.4 « Valeurs mobilières ouvrant droit à une quote-part de capital » du chapitre 21 « Informations complémentaires ». Chaque bon donne le droit de souscrire deux actions soit, à la Date de l'Actualisation du Document de Base, une dilution potentielle maximale de 7,04% en participation.

4.7 POLICES D'ASSURANCES DU GROUPE

Le paragraphe « *Le montant des primes payées par le Groupe au titre de l'ensemble des polices d'assurances s'élevait respectivement à 1,8 million d'euros, 1,9 million d'euros et 2,2 millions d'euros au cours des exercices clos les 31 décembre 2008, 2009 et 2010.* » est complété des informations au 31 décembre 2011 et demeure, pour le reste, inchangé :

Le montant des primes payées par le Groupe au titre de l'ensemble des polices d'assurances s'est élevé à 2,3 millions d'euros au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2011.

5 INFORMATIONS CONCERNANT LA SOCIETE

5.1 HISTOIRE ET EVOLUTION DE LA SOCIETE

5.1.1 Dénomination sociale de la Société

Sans changement

5.1.2 Lieu et numéro d'enregistrement de la Société

Sans changement

5.1.3 Date de constitution et durée

Sans changement

5.1.4 Siège social de la Société, forme juridique, législation régissant ses activités

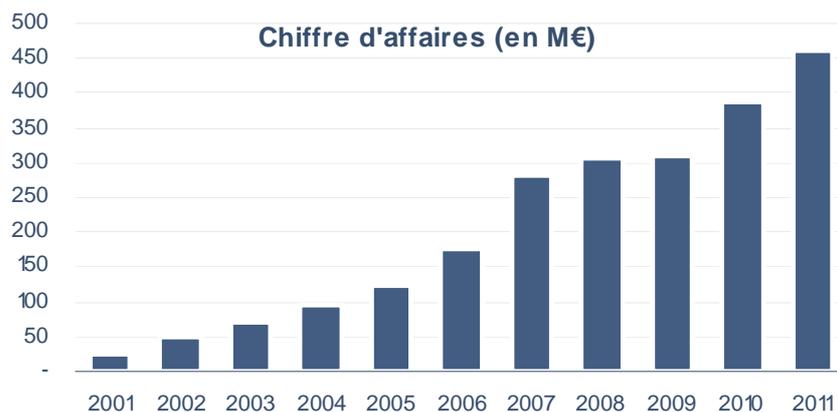
Sans changement

5.1.5 Évènements marquants dans le développement de la société

La sous-section 5.1.5 du Document de base est complétée de la manière suivante et demeure, pour le reste, inchangée :

- 2011 • Acquisition des activités de Mory Logidis

Le Groupe termine ainsi ses 10 premières années avec un chiffre d'affaires de 462 M€, essentiellement par croissance interne au rythme moyen de 34 % par an depuis l'origine.



5.2 INVESTISSEMENTS

5.2.1 Principaux investissements réalisés au cours des trois derniers exercices

Le paragraphe « *Les investissements réalisés au cours des trois derniers exercices se répartissent ainsi :* »

<i>en millions d'euros</i>	2010	2009	2008
<i>Immobilisations incorporelles</i>	0,8	1,4	1,4
<i>Immobilisations corporelles</i>	45,4	12,9	9,9
<i>Immobilisations financières</i>	1,4	0,2	0,6
Total	47,6	14,5	11,9

» est mis à jour des informations au 31 décembre 2011 et demeure, pour le reste, inchangé :

Les investissements réalisés au cours des trois derniers exercices se répartissent ainsi :

<i>en millions d'euros</i>	2011	2010	2009
Immobilisations incorporelles	3,2	0,8	1,4
Immobilisations corporelles	15,3	45,4	12,9
Immobilisations financières	1,5	1,4	0,2
Total	20,0	47,6	14,5

5.2.2 Principaux investissements en cours de réalisation

A la Date de l'Actualisation du Document de Base, aucun investissement significatif n'est en cours de réalisation.

5.2.3 Principaux investissements envisagés

A la Date de l'Actualisation du Document de Base, les organes de direction de la Société n'ont pas pris d'engagements fermes pour des investissements significatifs.

6 APERCU DES ACTIVITES

6.1 PRESENTATION GENERALE D'ID LOGISTICS

Sans changement

6.1.1 Fiche d'identité d'ID Logistics

Le tableau de la section 6.1.1 Fiche d'identité d'ID Logistics est mis à jour des informations suivantes et demeure, pour le reste, inchangé :

Nombres de sites	121 sites représentant 2 220 000 m ² d'entrepôts (taille de site moyen = 18 350 m ²) au 31 décembre 2011
Nombre de collaborateurs	9 303 CDI dont 327 cadres au 31 décembre 2011
Nombre de contrats clients	165 contrats de logistique contractuelle au 31 décembre 2011

6.1.2 ID Logistics : un *pure player* de la logistique contractuelle en forte croissance

Sans changement

6.2 LE MARCHE ET SON EVOLUTION

6.2.1 Définition de la logistique contractuelle

Cette partie est mise à jour des dernières publications sur le marché publiées par Analytiqa et pour le reste demeure inchangée :

Le marché mondial de la logistique contractuelle est évalué à 196 Mds€ en 2010 et Analytiqa anticipe une croissance moyenne annuelle de +3,3% entre 2011 et 2015.

6.2.2 Un métier en mutation

Sans changement

6.2.3 De nouvelles attentes clients

Sans changement

6.2.4 Le marché français de la logistique contractuelle

Sans changement

6.2.5 Les principaux acteurs de la logistique contractuelle en France

Sans changement

6.2.6 Principales tendances du marché de la logistique dans les pays étrangers où le Groupe est présent

Sans changement

6.3 POSITIONNEMENT D'ID LOGISTICS

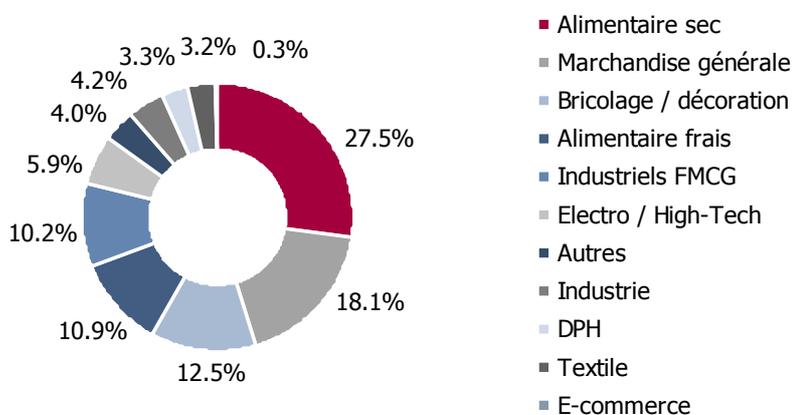
Sans changement

6.3.1 Présentation détaillée des services d'ID Logistics

Sans changement

6.3.2 Typologie de marchés

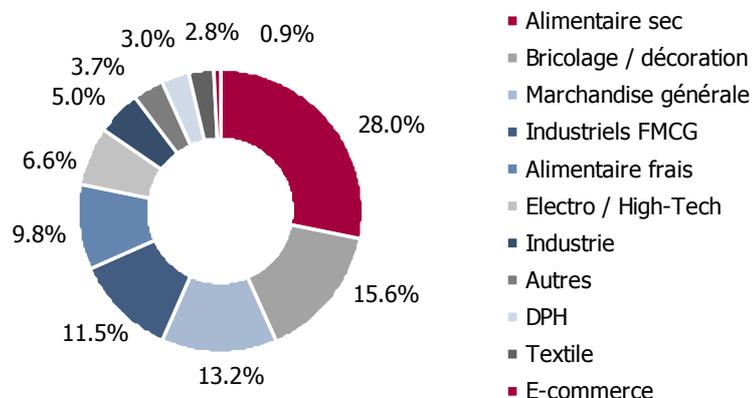
Le paragraphe « Le graphique ci-dessous détaille la répartition du chiffre d'affaires consolidé 2010 du Groupe par prestations :



* DPH : droguerie, parfumerie, hygiène

» est mis à jour des informations au 31 décembre 2011 et demeure, pour le reste, inchangé :

Le graphique ci-dessous détaille la répartition du chiffre d'affaires consolidé 2011 du Groupe par prestations :



* DPH : droguerie, parfumerie, hygiène

Le sous-titre « *Alimentaire sec (27 contrats répartis dans tous les pays du groupe)* » est mis à jour des informations au 31 décembre 2011 et demeure, pour le reste, inchangé :

Alimentaire sec (30 contrats répartis dans tous les pays du groupe)

Le paragraphe « *Réponse d'ID Logistics : Avec 27 contrats représentant environ 28% de son chiffre d'affaires, le Groupe est un des leaders européens de la prestation logistique dans ce secteur de l'alimentaire sec.* » est mis à jour des informations au 31 décembre 2011 et demeure, pour le reste, inchangé :

Avec 30 contrats représentant environ 28% de son chiffre d'affaires, le Groupe est un des leaders européens de la prestation logistique dans ce secteur de l'alimentaire sec.

Le sous-titre « *Bricolage/décoration (18 contrats en France, Brésil, Russie et Pologne)* » est mis à jour des informations au 31 décembre 2011 et demeure, pour le reste, inchangé :

Bricolage/décoration (23 contrats en France, Brésil, Russie et Pologne)

Le sous-titre « *Industriel FMCG (33 contrats, tous pays)* » est mis à jour des informations au 31 décembre 2011 et demeure, pour le reste, inchangé :

Industriel FMCG (43 contrats, tous pays)

Le sous-titre « *Electro High tech (8 contrats en France et au Brésil)* » est mis à jour des informations au 31 décembre 2011 et demeure, pour le reste, inchangé :

Electro High tech (10 contrats en France et au Brésil)

Le sous-titre « *Industrie (9 contrats en France, Espagne et Brésil)* » est mis à jour des informations au 31 décembre 2011 et demeure, pour le reste, inchangé :

Industrie (23 contrats en France, Espagne et Brésil)

Le sous-titre « *Parfumerie (3 contrats en France et au Brésil)* » est mis à jour des informations au 31 décembre 2011 et demeure, pour le reste, inchangé :

Parfumerie (4 contrats en France et au Brésil)

Le paragraphe « *E-commerce (5 contrats en France et au Brésil)* » est complété des informations suivantes et demeure, pour le reste, inchangé :

- Typologie : Principalement sites « cross canal », c'est-à-dire développés par des clients distributeurs en complément d'une offre traditionnelle en magasin. Ces sites sont d'une superficie moyenne inférieure à la superficie moyenne des autres sites exploités par ID Logistics.

6.3.3 Suivi des grands comptes à l'échelle mondiale

Le paragraphe « **Principaux clients du Groupe** »

Grande distribution				Industriels		
<i>Grande distribution généraliste</i>	<i>GMS Brico / Déco</i>	<i>GMS Equipement de la maison</i>	<i>Autres GMS</i>	<i>Industrie alimentaire</i>	<i>Industrie non alimentaire</i>	<i>Frais</i>
						
						
						
						
						
						
						
						
						
						

L'accompagnement des clients à l'international

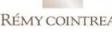
Le Groupe a choisi d'accompagner ses clients à l'international, comme l'illustre le tableau ci-dessous :

Contrats dont le client est présent dans	1 pays	2 pays	> 2 pays	Total
<i>Alimentaire sec</i>	1	11	15	27
<i> Marchandise générale</i>	4	4	7	15
<i> Brico/déco</i>	12	1	5	18
<i>Alimentaire frais</i>	3	4	2	9
<i>Industrie FMCG</i>	9	7	17	33
<i> Electro/ Hi-Fi</i>	8	-	-	8
<i>Industrie divers</i>	8	1	-	9
<i> Textile</i>	3	-	-	3
<i> Parfumerie</i>	1	1	1	3
<i>E-commerce</i>	3	2	-	5
	54	29	47	130

- Ainsi 54 contrats (42%) concernent des clients qui sont encore restés au niveau d'une seule filiale d'ID Logistics ;
- 29 contrats (22%) concernent des clients qui sont traités dans deux pays où est implantée ID Logistics ;
- 47 contrats (36%) concernent des clients qui sont traités dans plus de deux pays où est implantée ID Logistics.

Par ailleurs, 58% des contrats à l'international sont le résultat d'une stratégie d'accompagnement des clients dans leur croissance à l'international. Ce pourcentage démontre aussi la capacité du Groupe à créer des relations de confiance et valide sa stratégie d'accompagnement des clients sur le long terme. » est mis à jour des informations au 31 décembre 2011 et demeure, pour le reste, inchangé :

Principaux clients du Groupe

Grande distribution				Industriels			E Commerce
Grande distribution généraliste	GMS Brico / Déco	GMS Equipement de la maison	Autres GMS	Industrie alimentaire	Industrie non alimentaire	Frais	
        	      	    	     	        	       	   	    

L'accompagnement des clients à l'international

Le Groupe a choisi d'accompagner ses clients à l'international, comme l'illustre le tableau ci-dessous :

Contrats dont le client est présent dans	1 pays	2 pays	> 2 pays	Total
Alimentaire sec	4	11	15	30
Marchandise générale	4	4	7	15
Brico/déco	11	2	10	23
Alimentaire frais	2	2	5	9
Industrie FMCG	15	7	21	43
Electro/ Hi-Fi	10	-	-	10
Industrie & divers	22	1	-	23
Textile	3	-	-	3
Parfumerie	1	2	1	4
E-commerce	3	2	-	5
	75	31	59	165

- Ainsi 75 contrats (45%) concernent des clients qui sont encore restés au niveau d'une seule filiale d'ID Logistics ;
- 31 contrats (19%) concernent des clients qui sont traités dans deux pays où est implantée ID Logistics ;
- 59 contrats (36%) concernent des clients qui sont traités dans plus de deux pays où est implantée ID Logistics.

Par ailleurs, 55% des contrats à l'international sont le résultat d'une stratégie d'accompagnement des clients dans leur croissance à l'international. Ce pourcentage démontre aussi la capacité du Groupe à créer des relations de confiance et valide sa stratégie d'accompagnement des clients sur le long terme.

6.3.4 Des relations établies avec les clients sur une base contractuelle, transparente et durable

Le paragraphe « *Des moyens dédiés à chaque dossier* »

Pour chaque dossier, ID Logistics met en place une solution adaptée, spécifique aux besoins de chaque client, qui comprend notamment les prestations suivantes :

- *Des moyens dédiés ou partagés (entrepôts, matériels, véhicules, etc.). Cette politique dite d'asset light a permis au Groupe de réduire au maximum son exposition au risque de surfaces inoccupées.*
- *Le tableau ci-dessous détaille la nature de l'engagement du Groupe sur ses sites immobiliers :*

<i>En propriété/crédit bail</i>	<i>Bail immobilier ID Logistics</i>	<i>Mis à disposition par le client</i>	<i>Prestation in situ (en général usine)</i>	<i>Total</i>
3	42	33	13	91

- *Des systèmes d'information très développés (voir chapitre 6.4).*
- *Un système de mesures de la performance et des plans d'actions.*
- *Des équipes formées et dédiées à l'activité.*

A la Date du Document de Base, la totalité des entrepôts gérés par le Groupe fait l'objet d'une refacturation aux clients. » est mis à jour des informations au 31 décembre 2011 et demeure, pour le reste, inchangé :

Des moyens dédiés à chaque dossier

Pour chaque dossier, ID Logistics met en place une solution adaptée, spécifique aux besoins de chaque client, qui comprend notamment les prestations suivantes :

- Des moyens dédiés ou partagés (entrepôts, matériels, véhicules, etc.). Cette politique dite d'asset light a permis au Groupe de réduire au maximum son exposition au risque de surfaces inoccupées.
- Le tableau ci-dessous détaille la nature de l'engagement du Groupe sur ses sites immobiliers :

<i>En propriété/crédit bail</i>	<i>Bail immobilier ID Logistics</i>	<i>Mis à disposition par le client</i>	<i>Prestation in situ (en général usine)</i>	<i>Total</i>
3	62	40	16	121

- *Des systèmes d'information très développés (voir chapitre 6.4).*
- *Un système de mesures de la performance et des plans d'actions.*
- *Des équipes formées et dédiées à l'activité.*

A la Date de l'Actualisation du Document de Base, la totalité des entrepôts gérés par le Groupe fait l'objet d'une refacturation aux clients.

6.4 ATOUTS CONCURRENTIELS

6.4.1 ID Logistics : une organisation orientée client

Sans changement

6.4.2 ID Logistics : une capacité d'offrir une qualité opérationnelle homogène et de premier plan partout dans le monde

Sans changement

6.4.3 ID Logistics : une culture tournée vers l'innovation

Sans changement

6.4.4 ID Logistics : une maîtrise des systèmes d'information structurant

Sans changement

6.4.5 ID Logistics : des équipes stables et expérimentées partageant des valeurs communes

Le paragraphe « *Fort de plus de 7 000 collaborateurs, le Groupe s'efforce de diffuser quatre valeurs fortes déclinées dans tous les pays : l'entrepreneuriat, l'excellence opérationnelle, l'exigence et la solidarité.* » est mis à jour des informations au 31 décembre 2011 et demeure, pour le reste, inchangé :

Fort de plus de 9 000 collaborateurs, le Groupe s'efforce de diffuser quatre valeurs fortes déclinées dans tous les pays : l'entrepreneuriat, l'excellence opérationnelle, l'exigence et la solidarité.

Une gestion dynamique de la fonction Ressources Humaines

- **Les effectifs**

Le paragraphe « *Au 31 décembre 2010, les effectifs du Groupe représentent 6.862 personnes soit une augmentation de 18% par rapport à 2009.* »

Les femmes représentent 30 % des effectifs. L'égalité femmes - hommes existe au niveau salarial mais la typologie du travail ne permet pas une parité d'effectifs.

La répartition par catégories socioprofessionnelles est la suivante :

Catégorie	Ouvriers	Employés	Agents de Maîtrise	Cadres
<u>%</u>	58%	18%	17%	7%

» est mis à jour des informations au 31 décembre 2011 et demeure, pour le reste, inchangé :

Au 31 décembre 2011, les effectifs du Groupe représentent 9.303 personnes soit une augmentation de 35,6% par rapport à 2010.

Les femmes représentent 30 % des effectifs. L'égalité femmes - hommes existe au niveau salarial mais la typologie du travail ne permet pas une parité d'effectifs.

La répartition par catégories socioprofessionnelles est la suivante :

Catégorie	Ouvriers	Employés	Agents de Maîtrise	Cadres
<u>%</u>	60%	19%	17%	4%

- **La formation**

Ce paragraphe est complété de l'information suivante :

Le budget de formation a représenté 3,5% du chiffre d'affaires au cours de l'exercice 2011, favorisant la mobilité interne au sein du Groupe (taux de progression interne supérieur à 80%).

6.5 STRATEGIE DE DEVELOPPEMENT D'ID LOGISTICS

Sans changement

6.6 CONTEXTE REGLEMENTAIRE

Sans changement

6.7 DEVELOPPEMENT ET CROISSANCE DURABLES

Sans changement

6.7.1 Introduction : éléments clés mis en œuvre par ID Logistics

Sans changement

6.7.2 Création d'un outil de suivi de partage des meilleures pratiques « développement durable »

Le paragraphe « *Les graphiques ci-dessous illustrent les actions menées au premier semestre 2011 et leur répartition par thématique :*

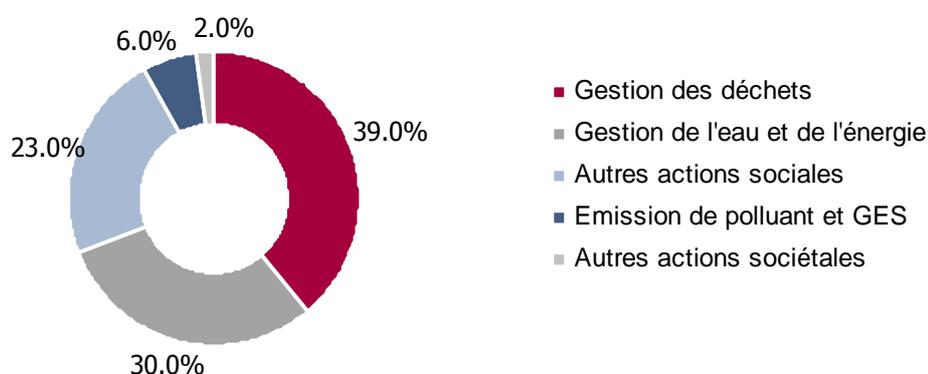
	<i>Janvier 2011</i>	<i>Juin 2011</i>	<i>Evolution</i>
<i>Nombre d'actions lancées</i>	<i>302</i>	<i>348</i>	<i>+15%</i>
<i>Taux de réalisation</i>	<i>57%</i>	<i>58%</i>	<i>=</i>
<i>Nombre de projets réalisés</i>	<i>172</i>	<i>205</i>	<i>+20%</i>

» est mis à jour des informations au 31 décembre 2011 et demeure, pour le reste, inchangé :

Les graphiques ci-dessous illustrent les actions menées au cours de l'année 2011 et leur répartition par thématique :

	Janvier 2011	Décembre 2011	Evolution
Nombre d'actions lancées	302	348	+15%
Taux de réalisation	57%	59%	=
Nombre de projets réalisés	172	205	+20%

Le paragraphe « *Ci-dessous la répartition des projets engagés par grands thèmes :*

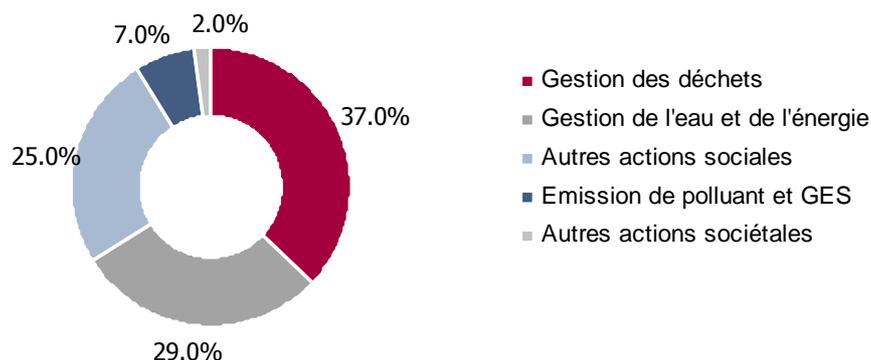


Au niveau du Groupe, les projets les plus retenus par les managers opérationnels sont les suivants (% de sites en France ayant retenu chaque projet) :

Top 5 des projets	Facilité	Impact	2010	2011
Trier les déchets (entrepôt)	✓	✓✓	82%	86%
Limiter le temps d'éclairage	✓	✓✓	48%	62%
Suivre la consommation des consommables / fournitures	✓	✓	51%	54%
Installer un tableau d'affichage AT	✓	✓	46%	54%
Limiter le temps d'ouverture des robinets	✓	✓✓	41%	49%

» est mis à jour des informations au 31 décembre 2011 et demeure, pour le reste, inchangé :

Ci-dessous la répartition des projets engagés par grands thèmes :



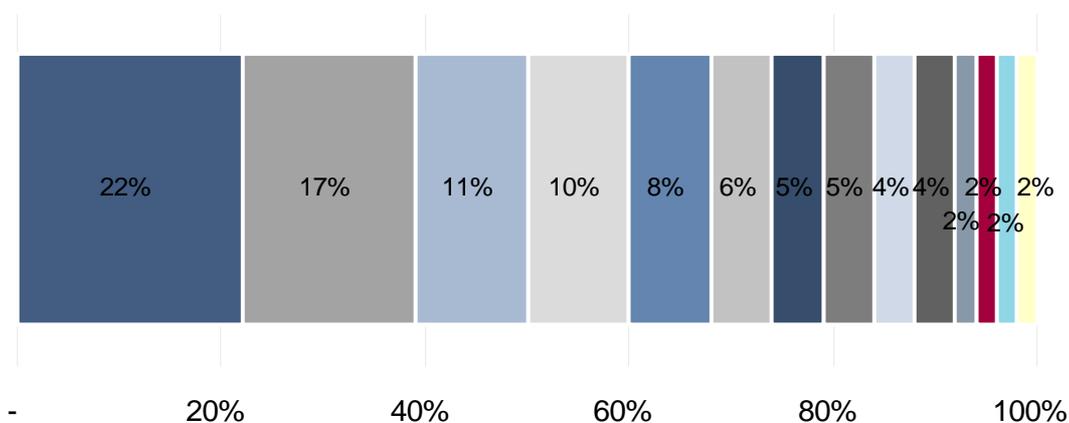
Au niveau du Groupe, les projets les plus retenus par les managers opérationnels sont les suivants (% de sites en France ayant retenu chaque projet) :

Top 5 des projets	Facilité	Impact	2010*	2011*	2011
Trier les déchets (entrepôts)	✓	✓✓	82%	86%	55%
Limiter le temps d'éclairage	✓	✓✓	48%	64%	40%
Suivre la consommation des consommables / Fournitures	✓	✓	51%	67%	44%
Installer un tableau d'AT	✓	✓	46%	54%	33%
Limiter le temps d'ouverture des robinets	✓	✓✓	41%	49%	33%

* A périmètre comparable (hors sites ex-Mory et sites démarrés en 2011)

Gestion de l'eau et de l'énergie

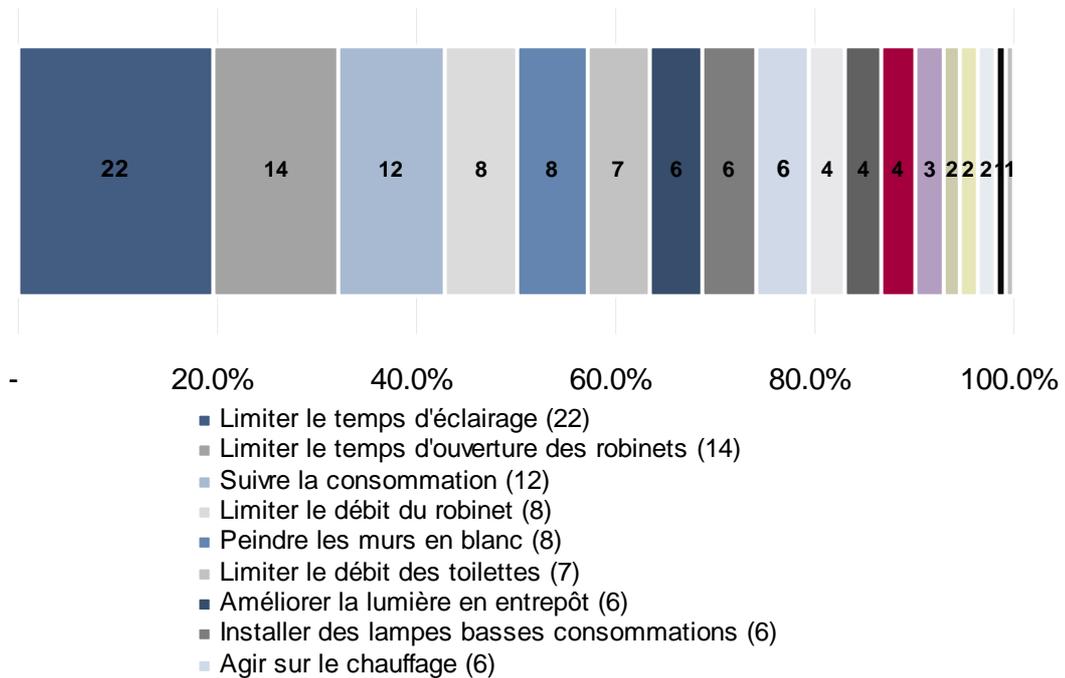
Le paragraphe « Le Groupe a engagé 105 projets concernant la gestion de l'eau et de l'énergie. Ils se répartissent de la façon suivante :



- Installer des lampes basse consommation (22%)
- Limitier le temps d'ouverture des robinets (17%)
- Suivre la consommation (11%)
- Limitier le débit des toilettes (10%)
- Limitier le débit du robinet (8%)
- Améliorer la lumière en entrepôt (6%)
- Acheter des produits électriques moins énergivores (5%)
- Peindre les murs en blanc (5%)
- Récupérer les eaux de pluie : Energie hydraulique (4%)
- Auditer les fuites (4%)
- Sélectionner les engins de manutention (2%)
- Agir sur la climatisation (2%)
- Limitier le temps d'éclairage (2%)
- Produire de la chaleur : énergie solaire thermique (2%)

» est mis à jour des informations au 31 décembre 2011 et demeure, pour le reste, inchangé :

Le Groupe a engagé 112 projets concernant la gestion de l'eau et de l'énergie. Ils se répartissent de la façon suivante :



6.7.3 Solutions de réduction de l'empreinte carbone pour le transport

Sans changement

6.7.4 Engagement dans la politique de développement et de croissance durable des clients du Groupe

Sans changement

6.7.5 Engagement social et sociétal

Le paragraphe « *En particulier, l'accent est mis sur l'ensemble des sites sur la réduction des accidents du travail (A.T.), sur la formation et la mobilité interne.* »

	2009	2010
AT – Taux de fréquence ⁽¹⁾	70,80	66,95
AT – Taux de gravité ⁽²⁾	1,97	1,21
Heure de formation	12 849	13 750
Mobilité interne	127	461

(1) nombre d'accidents dans l'année par million d'heures de travail

(2) nombre de journées d'incapacité temporaire pour 1000 heures de travail »

est mis à jour des informations au 31 décembre 2011 et demeure, pour le reste, inchangé :

En particulier, l'accent est mis sur l'ensemble des sites sur la réduction des accidents du travail (A.T.), sur la formation et la mobilité interne.

	2009	2010	2011
AT – Taux de fréquence ⁽¹⁾	70,80	66,95	56,59
AT – Taux de gravité ⁽²⁾	1,97	1,21	1,15
Heure de formation	12 849	13 750	25 654
Mobilité interne	127	461	160

(1) nombre d'accidents dans l'année par million d'heures de travail

(2) nombre de journées d'incapacité temporaire pour 1000 heures de travail »

7 ORGANIGRAMME

7.1 ORGANIGRAMME JURIDIQUE

Le paragraphe « *A la Date du Document de Base, la Société détient des participations directes et indirectes dans 48 sociétés, dont 22 en France métropolitaine. Seules les principales filiales du Groupe sont présentées dans le présent chapitre.* » est mis à jour des informations au 31 décembre 2011 et demeure, pour le reste, inchangé :

A la Date d'Actualisation du Document de Base, la Société détient des participations directes et indirectes dans 49 sociétés, dont 22 en France métropolitaine. Seules les principales filiales du Groupe sont présentées dans le présent chapitre.

Le paragraphe « *Les sociétés comprises dans le périmètre de consolidation du Groupe au 31 décembre 2010 sont listées à la note 26 de l'annexe aux états financiers consolidés de la Société pour les exercices clos les 31 décembre 2009 et 2010, figurant au chapitre 20 « Informations financières concernant le patrimoine, la situation financière et les résultats du Groupe ».*

Au 31 décembre 2010, le poids relatif des filiales regroupées par secteur est le suivant (en millions d'euros sauf les effectifs) :

	France	International	Total
Chiffre d'affaires	255,8	133,0	388,8
Chiffre d'affaires inter-secteurs	(2,4)	(0,2)	(2,6)
Chiffre d'affaires net	253,4	132,8	386,2
Résultat opérationnel	9,1	3,4	12,5
Flux de trésorerie généré par l'activité	31,4	0,4	31,8
Investissements	43,6	2,6	46,2
Actifs immobilisés	103,9	17,3	121,2
Effectifs	2 563	4 299	6 862

» est mis à jour des informations au 31 décembre 2011 et demeure, pour le reste, inchangé :

Les sociétés comprises dans le périmètre de consolidation du Groupe au 31 décembre 2011 sont listées à la note 26 de l'annexe aux états financiers consolidés de la Société pour les exercices clos les 31 décembre 2011 et 2010, figurant au chapitre 20 « Informations financières concernant le patrimoine, la situation financière et les résultats du Groupe ».

Au 31 décembre 2011, le poids relatif des filiales regroupées par secteur est le suivant (en millions d'euros sauf les effectifs) :

	France	International	Total
Chiffre d'affaires	301,3	164,1	465,5
Chiffre d'affaires inter-secteurs	(2,7)	(0,8)	(3,4)
Chiffre d'affaires net	298,7	163,4	462,0
Résultat opérationnel	11,2	3,6	14,8
Flux de trésorerie généré par l'activité	21,4	8,2	29,6
Investissements	13,4	4,8	18,2
Actifs immobilisés	104,0	19,1	123,1
Effectifs	3 223	6 080	9 303

7.2 PRESENTATION DES PRINCIPALES SOCIETES DU GROUPE

Le paragraphe « *Les sociétés comprises dans le périmètre de consolidation du Groupe au 31 décembre 2010 sont listées à la note 26 de l'annexe aux états financiers consolidés de la Société pour les exercices clos les 31 décembre 2009 et 2010, figurant au chapitre 20 « Informations financières concernant le patrimoine, la situation financière et les résultats du Groupe* ». » est mis à jour des informations au 31 décembre 2011 et demeure, pour le reste, inchangé :

Les sociétés comprises dans le périmètre de consolidation du Groupe au 31 décembre 2011 sont listées à la note 26 de l'annexe aux états financiers consolidés de la Société pour les exercices clos les 31 décembre 2011 et 2010, figurant au chapitre 20 « Informations financières concernant le patrimoine, la situation financière et les résultats du Groupe

7.2.1 Principales sociétés en France

- ID Logistics France

Le paragraphe « *Elle est aujourd'hui la principale filiale opérationnelle du Groupe et emploie directement 1.933 personnes au 31 décembre 2010.* » est mis à jour des informations au 31 décembre 2011 et demeure, pour le reste, inchangé et complété comme suit :

Elle est aujourd'hui la principale filiale opérationnelle du Groupe et emploie directement 2.582 personnes au 31 décembre 2011.

Enfin, ID Logistics France est l'entité juridique qui a intégré les activités Mory Logidis acquises fin 2011.

- ID Logistics Champagne

Le paragraphe « *Elle exploite un site en France et emploie directement 73 personnes au 31 décembre 2010.* » est mis à jour des informations au 31 décembre 2011 et demeure, pour le reste, inchangé :

Elle exploite un site en France et emploie directement 65 personnes au 31 décembre 2011.

- La Flèche

Le paragraphe « *Elle exploite 4 sites en France et emploie directement 465 personnes au 31 décembre 2010. Elle a réalisé en 2010 un chiffre d'affaires de 51,0 M€ dont 41% pour des clients existants d'ID Logistics France. Au 30 juin 2011, la flotte de la société est composée de 209 moteurs et de 307 semi-remorques. Elle est intégralement louée.* » est mis à jour des informations au 31 décembre 2011 et demeure, pour le reste, inchangé :

Elle exploite 4 sites en France et emploie directement 469 personnes au 31 décembre 2011. Elle a réalisé en 2011 un chiffre d'affaires de 53,4 M€ dont 43% pour des clients existants d'ID Logistics France. Au 31 décembre 2011, la flotte de la société est composée de 197 moteurs et de 292 semi-remorques. Elle est intégralement louée.

- Cofradis

Le paragraphe « *Elle exploite un site en France et emploie directement 10 personnes au 31 décembre 2010.* » est mis à jour des informations au 31 décembre 2011 et demeure, pour le reste, inchangé :

Elle exploite un site en France et emploie directement 9 personnes au 31 décembre 2011.

7.2.2 Principales sociétés à l'international

- ID Logistics Taïwan (Taïwan)

Le paragraphe « *ID Logistics Taïwan gère des entrepôts alimentaires et non alimentaires pour la grande distribution, essentiellement sous la forme de cross-docking. Elle emploie directement 204 personnes au 31 décembre 2010. Elle emploie également des intérimaires pour gérer ses pics d'activité.* » est mis à jour des informations au 31 décembre 2011 et demeure, pour le reste, inchangé :

ID Logistics Taïwan gère des entrepôts alimentaires et non alimentaires pour la grande distribution, essentiellement sous la forme de *cross-docking*. Elle emploie directement 208 personnes au 31 décembre 2011. Elle emploie également des intérimaires pour gérer ses pics d'activité.

- ID Logistics do Brasil (Brésil)

Le paragraphe « *ID Logistics do Brasil emploie directement 2.136 personnes au 31 décembre 2010.* » est mis à jour des informations au 31 décembre 2011 et demeure, pour le reste, inchangé :

ID Logistics do Brasil emploie directement 3.263 personnes au 31 décembre 2011.

- ID Logistics Nanjing (Chine)

Le paragraphe « *ID Logistics Nanjing emploie directement 417 personnes au 31 décembre 2010.* » est mis à jour des informations au 31 décembre 2011 et demeure, pour le reste, inchangé :

ID Logistics Nanjing emploie directement 442 personnes au 31 décembre 2011.

- ID Logistics Océan Indien (Ile de La Réunion)

Le paragraphe « *ID Logistics Océan Indien emploie directement 50 personnes au 31 décembre 2010.* » est mis à jour des informations au 31 décembre 2011 et demeure, pour le reste, inchangé :

ID Logistics Océan Indien emploie directement 47 personnes au 31 décembre 2011.

- Groupe Logistics IDL España (Espagne)

Le paragraphe « *Groupe Logistics IDL España emploie directement 894 personnes au 31 décembre 2010.* » est mis à jour des informations au 31 décembre 2011 et demeure, pour le reste, inchangé :

Groupe Logistics IDL España emploie directement 877 personnes au 31 décembre 2011.

- PT Inti Dinamika Logitima (Indonésie)

Le paragraphe « *PT Inti Dinamika Logitima emploie directement 11 personnes au 31 décembre 2010.* » est mis à jour des informations au 31 décembre 2011 et demeure, pour le reste, inchangé :

PT Inti Dinamika Logitima emploie directement 12 personnes au 31 décembre 2011.

- PT International Dimension (Indonésie)

Le paragraphe « *PT International Dimension n'a pas de salarié au 31 décembre 2010.* » est mis à jour des informations au 31 décembre 2011 et demeure, pour le reste, inchangé :

PT International Dimension emploie directement 28 personnes au 31 décembre 2011.

- ID Logistics Polska (Pologne)

Le paragraphe « *ID Logistics Polska emploie directement 472 personnes au 31 décembre 2010.* » est mis à jour des informations au 31 décembre 2011 et demeure, pour le reste, inchangé :

ID Logistics Polska emploie directement 649 personnes au 31 décembre 2011.

- ID Supply Chain (Argentine)

Le paragraphe « *ID Supply Chain emploie directement 115 personnes au 31 décembre 2010.* » est mis à jour des informations au 31 décembre 2011 et demeure, pour le reste, inchangé :

ID Supply Chain emploie directement 320 personnes au 31 décembre 2011.

- ID Logistics Maroc (Maroc)

Le paragraphe « *ID Logistics Maroc emploie directement 81 personnes au 31 décembre 2010.* » est mis à jour des informations au 31 décembre 2011 et demeure, pour le reste, inchangé :

ID Logistics Maroc emploie directement 125 personnes au 31 décembre 2011.

- ID Logistics Rus (Russie)

Le paragraphe « *Créée en 2010, elle est co-détenue à 15% par ses co-fondateurs. Elle gère un entrepôt pour un distributeur dans le bricolage et la décoration.* »

ID Logistics Rus emploie directement 4 personnes au 31 décembre 2010. » est mis à jour des informations au 31 décembre 2011 et demeure, pour le reste, inchangé :

Créée en 2010, elle est co-détenue à 10% par ses co-fondateurs. Elle gère un entrepôt pour un distributeur dans le bricolage et la décoration.

ID Logistics Rus emploie directement 5 personnes au 31 décembre 2011.

7.3 PRINCIPAUX FLUX INTRA-GROUPE

- Convention de location gérance

Le paragraphe « *Cette convention a été conclue avec effet au 1^{er} janvier 2008 pour une durée de 5 ans. Sur l'exercice 2010, La Flèche a facturé à ID Projets un montant de 2,1 M€ au titre de cette convention.* » est mis à jour des informations au 31 décembre 2011 et demeure, pour le reste, inchangé :

Cette convention a été conclue avec effet au 1^{er} janvier 2008 pour une durée de 5 ans. Sur l'exercice 2011, La Flèche a facturé à ID Projets un montant de 2,1 M€ au titre de cette convention.

- Convention d'apporteur d'affaires

Le paragraphe « *Sur l'exercice 2010, ID Projets a facturé à ID Logistics France un montant de 0,8 M€ au titre de cette convention.* » est mis à jour des informations au 31 décembre 2011 et demeure, pour le reste, inchangé :

Sur l'exercice 2011, ID Projets a facturé à ID Logistics France un montant de 0,6 M€ au titre de cette convention.

8 PROPRIETES IMMOBILIERES ET EQUIPEMENTS

8.1 IMMOBILISATIONS CORPORELLES IMPORTANTES, EXISTANTES OU PLANIFIEES ET LOCATIONS

Le paragraphe « *Le Groupe est propriétaire d'un entrepôt d'une surface de 75.000 m² situé à Brebières dans le nord de la France. Au 31 décembre 2010, la valeur nette comptable de cet entrepôt est de 31,8 millions d'euros, dont 4,2 millions d'euros de terrain. Depuis le rachat d'une petite activité de transport en 2010 comme indiqué Note 3 de la sous-section 20.1.1 « Comptes consolidés au titre des exercices 2010 et 2009 », le Groupe est également propriétaire, au travers de deux SCI, de deux entrepôts de 4.000 m² chacun en région parisienne, financés en crédit-bail.* » est mis à jour des informations au 31 décembre 2011 et demeure, pour le reste, inchangé :

Le Groupe est propriétaire d'un entrepôt d'une surface de 75.000 m² situé à Brebières dans le nord de la France. Au 31 décembre 2011, la valeur nette comptable de cet entrepôt est de 30,3 millions d'euros, dont 4,2 millions d'euros de terrain. Depuis le rachat d'une petite activité de transport en 2010 comme indiqué Note 3 de la sous-section 20.1.1 « Comptes consolidés au titre des exercices 2010 et 2009 », le Groupe est également propriétaire, au travers de deux SCI, de deux entrepôts de 4.000 m² chacun en région parisienne, financés en crédit-bail.

Le paragraphe « *Au 30 juin 2011, le nombre d'entrepôts et leur superficie se répartissent comme suit :* »

	<i>Nombre d'entrepôts</i>	<i>Superficie (m²)</i>
<i>France</i>	<i>47</i>	<i>1.052.000</i>
<i>International</i>	<i>44</i>	<i>899.000</i>
<i>dont :</i>		
<i>Europe hors France</i>	<i>11</i>	<i>324.000</i>
<i>Asie</i>	<i>11</i>	<i>106.000</i>
<i>Afrique / Océan Indien</i>	<i>3</i>	<i>38.000</i>
<i>Amérique du Sud</i>	<i>19</i>	<i>431.000</i>
<i>Total</i>	<i>91</i>	<i>1.951.000</i>

» est mis à jour des informations au 31 décembre 2011 et demeure, pour le reste, inchangé :

Au 31 décembre 2011, le nombre d'entrepôts et leur superficie se répartissent comme suit :

	Nombre d'entrepôts	Superficie (m ²)
France	68	1.224.000
International	53	996.000
dont :		
Europe hors France	11	324.000
Asie	13	106.000
Afrique / Océan Indien	3	38.000
Amérique du Sud	26	528.000
Total	121	2.220.000

8.2 AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET EQUIPEMENTS

Le paragraphe « *En dehors du terrain et de la construction de l'entrepôt de Brebières décrits ci-dessus, les autres immobilisations concernent pour l'essentiel du matériel de manutention ou de transport et des équipements et installations informatiques. Au 31 décembre 2010, la valeur nette comptable de ces immobilisations se décompose selon le tableau ci-dessous :*

<i>en millions d'euros</i>	<i>Valeur nette comptable</i>
<i>Terrains et constructions</i>	<i>7,5</i>
<i>Installations, matériels et équipements</i>	<i>13,2</i>
<i>Autres immobilisations corporelles</i>	<i>7,1</i>
<i>Immobilisations corporelles en cours</i>	<i>0,4</i>
<i>Total</i>	<i>28,2</i>

» est mis à jour des informations au 31 décembre 2011 et demeure, pour le reste, inchangé :

En dehors du terrain et de la construction de l'entrepôt de Brebières décrits ci-dessus, les autres immobilisations concernent pour l'essentiel du matériel de manutention ou de transport et des équipements et installations informatiques. Au 31 décembre 2011, la valeur nette comptable de ces immobilisations se décompose selon le tableau ci-dessous :

<i>en millions d'euros</i>	Valeur nette comptable
Terrains et constructions	6,5
Installations, matériels et équipements	15,1
Autres immobilisations corporelles	7,6
Immobilisations corporelles en cours	0,2
Total	29,4

8.3 QUESTIONS ENVIRONNEMENTALES

Sans changement

9 EXAMEN DU RESULTAT ET DE LA SITUATION FINANCIERE

Le lecteur est invité à lire les informations qui suivent relatives à la situation financière et aux résultats du Groupe avec les états financiers consolidés du Groupe établis en normes IFRS pour les exercices clos les 31 décembre 2008, 2009 et 2010 et les comptes consolidés semestriels résumés au 30 juin 2011 tels qu'ils figurent au chapitre 20 « Informations financières concernant le patrimoine, la situation financière et les résultats de l'émetteur » du Document de Base et les états financiers consolidés du Groupe établis en normes IFRS pour l'exercice clos les 31 décembre 2011 tels qu'ils figurent au chapitre 20 « Informations financières concernant le patrimoine, la situation financière et les résultats de l'émetteur » de l'Actualisation.

Les chiffres indiqués en millions d'euros dans les tableaux et les analyses figurant dans ce chapitre ont été arrondis. Par conséquent, les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme des chiffres arrondis séparément. De même, la somme des pourcentages calculés à partir de chiffres arrondis, ne correspond pas forcément à 100%.

9.1 PRESENTATION GENERALE

Les comptes consolidés de la Société ont été préparés selon le référentiel IFRS tel qu'adopté par l'Union Européenne. Ces comptes ont été arrêtés par le Conseil d'administration lors de sa réunion du 4 mai 2011.

9.1.1 Principaux facteurs ayant une incidence significative sur l'activité et le résultat

Sans changement

9.1.2 Eléments du compte de résultat

Sans changement

9.2 COMPARAISON DES SEMESTRES CLOS LES 30 JUIN 2011 ET 30 JUIN 2010

Sans changement

9.3 COMPARAISON DES EXERCICES CLOS LES 31 DECEMBRE 2010 ET 31 DECEMBRE 2009

Sans changement

9.4 COMPARAISON DES EXERCICES CLOS LES 31 DECEMBRE 2009 ET 31 DECEMBRE 2008

Sans changement

9.5 COMPARAISON DES EXERCICES CLOS LES 31 DECEMBRE 2011 ET 31 DECEMBRE 2010

<i>en millions d'euros</i>	2011	2010
Chiffre d'affaires	462,0	386,2
Achats et charges externes	(233,4)	(199,5)
Charges de personnel	(193,8)	(155,9)
Impôts et taxes	(7,9)	(6,5)
Autres produits (charges) courants	1,3	1,2
Reprises (dotations) nettes aux provisions	0,6	(0,3)
Dotations nettes aux amortissements	(14,1)	(12,8)
Résultat opérationnel	14,8	12,5
Résultat financier	(3,6)	(4,1)
Impôt sur le résultat	(4,4)	(3,2)
Quote-part de résultats des entreprises associées	0,1	(0,1)
Résultat net de l'ensemble consolidé	6,8	5,0
Dont part des intérêts minoritaires	0,3	0,6
Dont part du groupe	6,5	4,4

Au 31 décembre 2011, le chiffre d'affaires consolidé s'élève à 462,0 M€. Il est en hausse de 19,6% par rapport à 2010, et de 16,5% à périmètre et taux de change comparables et se décompose comme suit :

<i>en millions d'euros</i>	2011	2010
France	298,7	253,4
International	163,4	132,8
Total chiffre d'affaires	462,0	386,2

Le chiffre d'affaires France est en hausse de 17,9% (14,8% à périmètre comparable) entre 2011 et 2010. L'effet périmètre est dû à l'acquisition fin 2011 des activités de Mory Logidis comme indiqué à la sous-section 5.1.5 « Évènements marquants dans le développement de la société » de l'Actualisation du Document de base, dont la contribution en chiffre d'affaires pour l'année 2011 s'élève à 7,7 M€. A périmètre comparable, la variation est principalement due à l'ouverture de nouveaux sites au cours de l'exercice 2011 ainsi qu'à l'effet année pleine en 2011 des sites ouverts au cours de l'exercice 2010. Les hausses de volumes traités ainsi que les indexations de tarifs contribuent également, dans une moindre mesure, à la croissance de l'activité en France. Dans le même temps, le chiffre d'affaires International augmente de 23,0% (19,8% à périmètre et taux de change comparables). L'essentiel de cette croissance est due au développement des activités au Brésil, en Chine, en Pologne et en Argentine tandis que l'activité est restée stable en Espagne et à Taïwan, et en baisse sur la zone Océan Indien.

Les achats et charges externes ont représenté 233,4 M€ en 2011, soit 50,5% du chiffre d'affaires, à comparer à 199,5 M€ en 2010, soit 51,7% du chiffre d'affaires. Cette baisse en pourcentage du chiffre d'affaires est notamment due à un moindre recours au personnel intérimaire en 2011 qu'en 2010. Les autres achats et charges externes évoluent globalement en ligne avec la croissance de chiffre d'affaires.

Les charges de personnel sont en hausse de 24,3% à 193,8 M€ en 2011 par rapport à 2010. Cette hausse légèrement supérieure à celle de l'activité est la contrepartie de la baisse du personnel intérimaire mentionnée ci-dessus. La somme des charges de personnel et des charges de personnel intérimaire évolue globalement en ligne avec la croissance de chiffre d'affaires.

Les impôts et taxes restent relativement stables, représentant 1,7% du chiffre d'affaires.

Les autres produits et charges restent stables entre 2011 et 2010 alors que les reprises nettes de provisions en 2011 correspondent pour l'essentiel à des risques et charges qui se sont matérialisés au cours de l'exercice.

Les dotations nettes aux amortissements augmentent moins vite que l'activité et représentent 3,1% du chiffre d'affaires en 2011 à comparer à 3,3% en 2010.

Compte tenu des éléments ci-dessus, le résultat opérationnel ressort à 14,8 M€ en 2011 soit une marge opérationnelle du 3,2% du chiffre d'affaires, à comparer à un résultat de 12,5 M€ en 2010 pour une marge de 3,2%, qui se détaille comme suit :

<i>en millions d'euros</i>	2011	2010
France	11,2	9,1
<i>Marge opérationnelle (% chiffre d'affaires)</i>	<i>3,7%</i>	<i>3,6%</i>
International	3,6	3,4
<i>Marge opérationnelle (% chiffre d'affaires)</i>	<i>2,2%</i>	<i>2,5%</i>
Total	14,8	12,5
<i>Marge opérationnelle (% chiffre d'affaires)</i>	<i>3,2%</i>	<i>3,2%</i>

Malgré la poursuite d'une croissance forte et le rachat en fin d'année 2011 des activités déficitaires de Mory Logidis, la marge opérationnelle s'améliore en France, passant de 3,6% en 2010 à 3,7% en 2011. Sur l'international, le poids de la première année pleine d'exploitation en Russie et la baisse de chiffre d'affaires sur la zone Océan Indien explique la baisse de marge de 2,5% en 2010 à 2,2% en 2011.

La charge financière nette consolidée diminue de 4,1 M€ en 2010 à 3,6 M€ en 2011, en ligne avec le désendettement du Groupe.

La ligne impôt sur le résultat comprend une charge de CVAE de 2,5 M€ en 2011 à comparer à 2,0 M€ en 2010. Cette hausse est en ligne avec l'amélioration du résultat des activités en France sur la période. Hors la CVAE, la charge d'impôt s'élève en 2011 à 1,9M€, soit un taux effectif d'impôt de 21,9% à comparer à une charge de 1,2 M€ et un taux effectif de 19,4% en 2010.

La quote-part de résultats des entreprises associées reste proche de l'équilibre, stable par rapport à 2010.

Compte tenu des éléments ci-dessus, le résultat net de l'ensemble consolidé est un profit de 6,8 M€ en 2011, à comparer à un profit de 5,0 M€ en 2010. La baisse des intérêts minoritaires entre 2010 et 2011 s'explique principalement par la baisse des résultats sur la zone Océan Indien et la première année pleine d'activité en Russie.

Le résultat net part du groupe représente un bénéfice de 6,5 M€ en 2011, en amélioration par rapport au bénéfice de 4,4 M€ enregistré en 2010.

10 TRESORERIE ET CAPITAUX

Le lecteur est invité à lire les informations qui suivent relatives à la situation financière et aux résultats du Groupe avec les états financiers consolidés du Groupe établis en normes IFRS pour les exercices clos les 31 décembre 2008, 2009 et 2010 et les comptes consolidés semestriels résumés au 30 juin 2011 tels qu'ils figurent au chapitre 20 « Informations financières concernant le patrimoine, la situation financière et les résultats de l'émetteur » du Document de Base et les états financiers consolidés du Groupe établis en normes IFRS pour l'exercice clos les 31 décembre 2011 tels qu'ils figurent au chapitre 20 « Informations financières concernant le patrimoine, la situation financière et les résultats de l'émetteur » de l'Actualisation du Document de Base.

Les chiffres indiqués en millions d'euros dans les tableaux et les analyses figurant dans ce chapitre ont été arrondis. Par conséquent, les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme des chiffres arrondis séparément. De même, la somme des pourcentages calculés à partir de chiffres arrondis, ne correspond pas forcément à 100%.

10.1 INFORMATIONS SUR LES CAPITAUX, LIQUIDITES ET SOURCES DE FINANCEMENT DU GROUPE

Le paragraphe « *La dette financière nette du Groupe se décompose en :* »

<i>en millions d'euros</i>	<i>30/06/2011</i>	<i>31/12/2010</i>	<i>31/12/2009</i>	<i>31/12/2008</i>
<i>Trésorerie courante nette</i>	<i>15,1</i>	<i>13,3</i>	<i>10,2</i>	<i>6,1</i>
<i>Emprunts et dettes financières</i>	<i>(51,7)</i>	<i>(54,8)</i>	<i>(33,7)</i>	<i>(30,6)</i>
<i>Instruments de couverture</i>	<i>(0,5)</i>	<i>(0,8)</i>	<i>(0,6)</i>	<i>(0,1)</i>
<i>Dettes financières nettes</i>	<i>(37,1)</i>	<i>(42,3)</i>	<i>(24,1)</i>	<i>(24,6)</i>

» est mis à jour des informations au 31 décembre 2011 et demeure, pour le reste, inchangé :

La dette financière nette du Groupe se décompose en :

<i>en millions d'euros</i>	<i>31/12/2011</i>	<i>30/06/2011</i>	<i>31/12/2010</i>	<i>31/12/2009</i>	<i>31/12/2008</i>
<i>Trésorerie courante nette</i>	<i>18,0</i>	<i>15,1</i>	<i>13,3</i>	<i>10,2</i>	<i>6,1</i>
<i>Emprunts et dettes financières</i>	<i>(50,8)</i>	<i>(51,7)</i>	<i>(54,8)</i>	<i>(33,7)</i>	<i>(30,6)</i>
<i>Instruments de couverture</i>	<i>(0,9)</i>	<i>(0,5)</i>	<i>(0,8)</i>	<i>(0,6)</i>	<i>(0,1)</i>
<i>Dettes financières nettes</i>	<i>(33,7)</i>	<i>(37,1)</i>	<i>(42,3)</i>	<i>(24,1)</i>	<i>(24,6)</i>

10.1.1 Financement par le capital

Sans changement

10.1.2 Liquidités

Le paragraphe « *Au 30 juin 2011, le montant de la trésorerie courante nette du Groupe s'élevait à 15,1 millions d'euros, contre 13,3 millions d'euros au 31 décembre 2010, 10,2 millions d'euros au 31 décembre 2009 et 6,1 millions d'euros au 31 décembre 2008.*

<i>en millions d'euros</i>	<i>30/06/2011</i>	<i>31/12/2010</i>	<i>31/12/2009</i>	<i>31/12/2008</i>
<i>Trésorerie et équivalents de trésorerie</i>	<i>16,1</i>	<i>15,1</i>	<i>11,2</i>	<i>7,5</i>
<i>Découverts bancaires</i>	<i>(1,0)</i>	<i>(1,8)</i>	<i>(1,0)</i>	<i>(1,4)</i>
<i>Trésorerie courante nette</i>	<i>15,1</i>	<i>13,3</i>	<i>10,2</i>	<i>6,1</i>

La trésorerie et équivalents de trésorerie comprend les liquidités, les dépôts bancaires à vue, les valeurs mobilières de placement de nature monétaire très liquides ayant des échéances initiales inférieures ou égales à 3 mois et les découverts bancaires. Ces placements représentaient un montant de 1,7 million d'euros au 31 décembre 2010 et de 2,4 millions d'euros au 30 juin 2011. » est mis à jour des informations au 31 décembre 2011 et demeure, pour le reste, inchangé :

Au 31 décembre 2011, le montant de la trésorerie courante nette du Groupe s'élevait à 18,0 millions d'euros contre 15,1 millions d'euros au 30 juin 2011, 13,3 millions d'euros au 31 décembre 2010, 10,2 millions d'euros au 31 décembre 2009 et 6,1 millions d'euros au 31 décembre 2008.

<i>en millions d'euros</i>	<i>31/12/2011</i>	<i>30/06/2011</i>	<i>31/12/2010</i>	<i>31/12/2009</i>	<i>31/12/2008</i>
<i>Trésorerie et équivalents de trésorerie</i>	<i>19,5</i>	<i>16,1</i>	<i>15,1</i>	<i>11,2</i>	<i>7,5</i>
<i>Découverts bancaires</i>	<i>(1,5)</i>	<i>(1,0)</i>	<i>(1,8)</i>	<i>(1,0)</i>	<i>(1,4)</i>
<i>Trésorerie courante nette</i>	<i>18,0</i>	<i>15,1</i>	<i>13,3</i>	<i>10,2</i>	<i>6,1</i>

La trésorerie et équivalents de trésorerie comprend les liquidités, les dépôts bancaires à vue, les valeurs mobilières de placement de nature monétaire très liquides ayant des échéances initiales inférieures ou égales à 3 mois et les découverts bancaires. Ces placements représentaient un montant de 3,7 millions d'euros au 31 décembre 2011, 2,4 millions d'euros au 30 juin 2011 et 1,7 million d'euros au 31 décembre 2010.

10.1.3 Financement par l'emprunt

Le paragraphe « *Ces financements se détaillent comme suit par nature :*

<i>en millions d'euros</i>	<i>30/06/2011</i>	<i>31/12/2010</i>	<i>31/12/2009</i>	<i>31/12/2008</i>
<i>Emprunt bancaire</i>	<i>2,5</i>	<i>3,5</i>	<i>5,4</i>	<i>7,3</i>
<i>Locations financements</i>	<i>46,3</i>	<i>48,8</i>	<i>15,6</i>	<i>14,6</i>
<i>Affacturage</i>	<i>2,4</i>	<i>2,0</i>	<i>12,2</i>	<i>7,8</i>
<i>Autres dettes</i>	<i>0,5</i>	<i>0,5</i>	<i>0,5</i>	<i>0,9</i>
<i>Total</i>	<i>51,7</i>	<i>54,8</i>	<i>33,7</i>	<i>30,6</i>

Au 30 juin 2011, les locations financement comprennent 31,7 M€ de crédit-baux immobiliers liés aux entrepôts décrits au chapitre 8 « Propriétés immobilières et équipements » du Document de Base.

Par ailleurs, au 30 juin 2011, le Groupe dispose de lignes de crédit non utilisées de 9,4 M€ sous forme de dette financière et de 4,3 M€ sous forme de dette de location financement (à comparer à 8,1 M€ et 6,3 M€ respectivement au 31 décembre 2010 comme indiqué à la Note 14 des comptes consolidés 2010). Les lignes de crédit non utilisées sont d'une durée individuelle d'un an. Par ailleurs, le Groupe bénéficie également d'un contrat cadre d'affacturage sur ses activités en France et en Espagne qui représente au total une ressource potentielle moyenne de 30,4 M€, dont 2,4 M€ étaient utilisés au 30 juin 2011. » est mis à jour des informations au 31 décembre 2011 et demeure, pour le reste, inchangé :

Ces financements se détaillent comme suit par nature :

en millions d'euros	31/12/2011	30/06/2011	31/12/2010	31/12/2009	31/12/2008
Emprunt bancaire	1,5	2,5	3,5	5,4	7,3
Locations financements	46,7	46,3	48,8	15,6	14,6
Affacturage	2,2	2,4	2,0	12,2	7,8
Autres dettes	0,5	0,5	0,5	0,5	0,9
Total	50,8	51,7	54,8	33,7	30,6

Au 31 décembre 2011, les locations financement comprennent 30,5 M€ de crédit-baux immobiliers liés aux entrepôts décrits au chapitre 8 « Propriétés immobilières et équipements » de l'Actualisation du Document de Base.

Par ailleurs, au 31 décembre 2011, le Groupe dispose de lignes de crédit non utilisées de 8,6 M€ sous forme de dette financière et de 9,7 M€ sous forme de dette de location financement (à comparer à 8,1 M€ et 6,3 M€ respectivement au 31 décembre 2010 comme indiqué à la Note 14 des comptes consolidés 2010). Les lignes de crédit non utilisées sont d'une durée individuelle d'un an. Par ailleurs, le Groupe bénéficie également d'un contrat cadre d'affacturage sur ses activités en France et en Espagne qui représente au total une ressource potentielle moyenne de 31,2 M€, dont 2,2 M€ étaient utilisés au 31 décembre 2011.

10.1.4 Informations sur les conditions d'emprunt et structure de financement

Le paragraphe « Au 30 juin 2011, les échéances de ces financements se détaillent comme suit :

en millions d'euros	Moins d'un an	1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Emprunt bancaire	1,9	0,6	-
Locations financements	8,8	19,7	17,8
Affacturage	2,4	-	-
Autres dettes	0,3	0,2	-
Total	13,4	20,5	17,8

Au 30 juin 2011, la répartition de ces financements par taux et par devise est :

<i>en millions d'euros</i>	<i>Montant</i>	<i>Devise</i>	<i>Taux</i>
<i>Emprunt bancaire</i>	<i>2,3</i>	<i>EUR</i>	<i>Variable</i>
<i>Emprunt bancaire</i>	<i>0,2</i>	<i>EUR</i>	<i>Fixe</i>
<i>Locations financements</i>	<i>30,1</i>	<i>EUR</i>	<i>Variable</i>
<i>Locations financements</i>	<i>14,8</i>	<i>EUR</i>	<i>Fixe</i>
<i>Locations financements</i>	<i>0,6</i>	<i>BRL</i>	<i>Fixe</i>
<i>Locations financements</i>	<i>0,4</i>	<i>divers</i>	<i>Fixe</i>
<i>Affacturage</i>	<i>2,4</i>	<i>EUR</i>	<i>Variable</i>
<i>Autres dettes</i>	<i>0,5</i>	<i>divers</i>	<i>Fixe</i>
<i>Total</i>	<i>51,6</i>		

A l'exception du financement sous forme d'affacturage, les autres formes de financement à taux variables font l'objet de couverture de taux sous la forme de contrats de plafonnement de taux.

L'emprunt bancaire de 2,3 millions d'euros au 30 juin 2011 a été souscrit par la Financière de Commerce et de Participations en 2005 pour un montant initial de 12,1 millions d'euros. Il est à échéance au 31 juillet 2012 et est assorti des obligations suivantes pour le Groupe :

- *Respect de ratios financiers (sur une base consolidée, au palier de la filiale concernée, en normes comptables françaises)*
 - o *Ratio 1 : le rapport entre (i) la dette moyen et long terme et (ii) la capacité d'autofinancement doit être inférieur à 2,0*
 - o *Ratio 2 : le rapport entre (i) la dette moyen et long terme et (ii) les fonds propres élargis doit être inférieur à 1,0*
 - o *Ratio 3 : la trésorerie nette, définie comme le montant net entre la trésorerie courante disponible et la dette moyen et long terme, doit être supérieur ou égale à 7,0 millions d'euros*
- *Respect des restrictions usuelles pour ce type de financement en termes d'octroi de sûretés, de nantissement, etc.*
- *Interdiction pour la filiale concernée de distribuer des dividendes*

Le non-respect de ces obligations, ou l'absence de waiver ou d'autorisation préalable des établissements bancaires prêteurs, pourrait entraîner l'exigibilité immédiate du capital restant dû à la date de non-respect. » est mis à jour des informations au 31 décembre 2011 et demeure, pour le reste, inchangé :

Au 31 décembre 2011, les échéances de ces financements se détaillent comme suit :

<i>en millions d'euros</i>	<i>Moins d'un an</i>	<i>1 à 5 ans</i>	<i>Plus de 5 ans</i>
<i>Locations financements</i>	<i>8,9</i>	<i>21,5</i>	<i>16,3</i>
<i>Emprunt bancaire</i>	<i>1,5</i>	<i>0,0</i>	<i>-</i>
<i>Affacturage</i>	<i>2,1</i>	<i>-</i>	<i>-</i>
<i>Autres dettes</i>	<i>0,4</i>	<i>0,1</i>	<i>-</i>
<i>Total</i>	<i>12,9</i>	<i>21,6</i>	<i>16,3</i>

Au 31 décembre 2011, la répartition de ces financements par taux et par devise est :

en millions d'euros	Montant	Devise	Taux
Emprunt bancaire	1,4	EUR	Variable
Emprunt bancaire	0,1	EUR	Fixe
Locations financements	29,0	EUR	Variable
Locations financements	15,8	EUR	Fixe
Locations financements	1,0	BRL	Fixe
Locations financements	0,9	divers	Fixe
Affacturage	2,1	EUR	Variable
Autres dettes	0,5	divers	Fixe
Total	50,8		

A l'exception du financement sous forme d'affacturage, les autres formes de financement à taux variables font l'objet de couverture de taux sous la forme de contrats de plafonnement de taux.

L'emprunt bancaire de 1,4 million d'euros au 31 décembre 2011 a été souscrit par la Financière de Commerce et de Participations en 2005 pour un montant initial de 12,1 millions d'euros. Il est à échéance au 31 juillet 2012 et est assorti des obligations suivantes pour le Groupe :

- Respect de ratios financiers (sur une base consolidée, au palier de la filiale concernée, en normes comptables françaises)
 - o Ratio 1 : le rapport entre (i) la dette moyen et long terme et (ii) la capacité d'autofinancement doit être inférieur à 2,0
 - o Ratio 2 : le rapport entre (i) la dette moyen et long terme et (ii) les fonds propres élargis doit être inférieur à 1,0
 - o Ratio 3 : la trésorerie nette, définie comme le montant net entre la trésorerie courante disponible et la dette moyen et long terme, doit être supérieure ou égale à 7,0 millions d'euros
- Respect des restrictions usuelles pour ce type de financement en termes d'octroi de sûretés, de nantissement, etc.
- Interdiction pour la filiale concernée de distribuer des dividendes

Le non-respect de ces obligations, ou l'absence de waiver ou d'autorisation préalable des établissements bancaires prêteurs, pourrait entraîner l'exigibilité immédiate du capital restant dû à la date de non-respect.

Comme pour les exercices précédents, l'ensemble des covenants n'ont pas été respectés au 31 décembre 2011. L'échéance de janvier 2012 a été payée conformément à l'échéancier. Les deux dernières échéances de cet emprunt sont dues en avril et en juillet 2012 pour 0,4 M€ chacune. Au regard des montants non significatifs en jeu, et alors qu'il a par le passé systématiquement obtenu les waivers des banques, le Groupe considère que le remboursement anticipé des échéances d'avril et juillet 2012 ne sera pas demandé par l'unanimité des banques concernées.

10.1.5 Restriction à l'utilisation des capitaux

Sans changement

10.1.6 Engagements hors bilan

Le paragraphe « *Les engagements hors-bilan donnés par le Groupe sont comme suit :* »

<i>en millions d'euros</i>	<i>30/06/2011</i>	<i>31/12/2010</i>	<i>31/12/2009</i>	<i>31/12/2008</i>
<i>Locations immobilières</i>	<i>37,0</i>	<i>32,5</i>	<i>40,3</i>	<i>42,0</i>
<i>Locations mobilières</i>	<i>15,6</i>	<i>14,0</i>	<i>19,4</i>	<i>15,2</i>
<i>Garanties maison mère</i>	<i>4,9</i>	<i>5,0</i>	<i>3,9</i>	<i>3,7</i>
<i>Dettes financières soumises à covenants</i>	<i>2,3</i>	<i>3,3</i>	<i>5,1</i>	<i>6,9</i>

Ils concernent essentiellement les engagements de location d'entrepôt ou de matériel sur les durées de contrat de bail restant à courir selon les échéances suivantes au 30 juin 2011 :

<i>en millions d'euros</i>	<i>Moins d'un an</i>	<i>1 à 5 ans</i>	<i>Plus de 5 ans</i>
<i>Locations immobilières</i>	<i>18,1</i>	<i>19,0</i>	<i>-</i>
<i>Locations mobilières</i>	<i>6,0</i>	<i>9,0</i>	<i>0,7</i>
<i>Total</i>	<i>24,1</i>	<i>28,0</i>	<i>0,7</i>

» est mis à jour des informations au 31 décembre 2011 et demeure, pour le reste, inchangé :

Les engagements hors-bilan donnés par le Groupe sont comme suit :

<i>en millions d'euros</i>	<i>31/12/2011</i>	<i>30/06/2011</i>	<i>31/12/2010</i>	<i>31/12/2009</i>	<i>31/12/2008</i>
<i>Locations immobilières</i>	<i>38,0</i>	<i>37,0</i>	<i>32,5</i>	<i>40,3</i>	<i>42,0</i>
<i>Locations mobilières</i>	<i>19,8</i>	<i>15,6</i>	<i>14,0</i>	<i>19,4</i>	<i>15,2</i>
<i>Garanties maison mère</i>	<i>8,1</i>	<i>4,9</i>	<i>5,0</i>	<i>3,9</i>	<i>3,7</i>
<i>Dettes financières soumises à covenants</i>	<i>1,4</i>	<i>2,3</i>	<i>3,3</i>	<i>5,1</i>	<i>6,9</i>

Ils concernent essentiellement les engagements de location d'entrepôt ou de matériel sur les durées de contrat de bail restant à courir selon les échéances suivantes au 31 décembre 2011 :

<i>en millions d'euros</i>	<i>Moins d'un an</i>	<i>1 à 5 ans</i>	<i>Plus de 5 ans</i>
<i>Locations immobilières</i>	<i>21,3</i>	<i>16,0</i>	<i>0,7</i>
<i>Location mobilières</i>	<i>8,2</i>	<i>11,1</i>	<i>0,5</i>
<i>Total</i>	<i>29,5</i>	<i>27,1</i>	<i>1,2</i>

10.2 FLUX DE TRESORERIE

10.2.1 Comparaison des semestres clos les 30 juin 2011 et 30 juin 2010

Sans changement

10.2.2 Comparaison des exercices clos les 31 décembre 2010 et 31 décembre 2009

Sans changement

10.2.3 Comparaison des exercices clos les 31 décembre 2009 et 31 décembre 2008

Sans changement

10.2.4 Comparaison des exercices clos les 31 décembre 2011 et 31 décembre 2010

<i>en millions d'euros</i>	2011	2010
Résultat net	6,8	5,0
Dotations nettes aux amortissements et provisions	14,6	13,3
Charges d'impôts nettes des impôts versés	1,1	0,3
Charges financières nettes liées aux opérations de financement	3,0	3,5
Variation de la juste valeur des instruments financiers	0,2	0,2
Quote-part de résultat non distribué entreprises associées	(0,0)	0,1
Variation du besoin en fonds de roulement	4,1	9,4
Flux net de trésorerie généré par l'activité	29,6	31,8
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	(17,3)	(44,0)
Emissions (remboursements) nets d'emprunts	(4,0)	18,9
Charges financières nettes liées aux opérations de financement	(3,0)	(3,5)
Distributions de dividendes hors groupe	(0,2)	(0,3)
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	(7,2)	15,1
Effet de change	(0,4)	0,2
Variation de trésorerie courante nette	4,7	3,1
Trésorerie courante nette à l'ouverture	13,3	10,2
Trésorerie courante nette à la clôture	18,0	13,3

Flux net de trésorerie généré par l'activité

Le flux net de trésorerie généré par l'activité est de 29,6 M€ en 2011, en légère baisse par rapport à 2010 (31,8 M€).

- Hors variation du besoin en fonds de roulement, l'activité a généré 25,5 M€ en 2011, à comparer à 22,4 M€ en 2010. Cette variation est notamment due à l'amélioration du résultat opérationnel avant amortissements et provisions.
- La variation du besoin en fonds de roulement est impactée défavorablement en 2011 par l'intégration au dernier trimestre des activités reprises auprès de Mory Logidis. Retraitée de cette opération, la variation du besoin de fonds de roulement est comparable entre 2011 et 2010 et évolue en ligne avec l'activité.

Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement

Comme indiqué, notamment chapitre 8 « Propriétés immobilières et équipements » de l'Actualisation du Document de Base et de l'Actualisation, le Groupe a investi en 2010 dans un entrepôt de 75.000 m² dans le nord de la France pour 32 M€. Par ailleurs, le montant des investissements réalisés en 2011 comprend pour 1,5 M€ la reprise des actifs des activités de Mory Logidis.

Retraité de ces opérations non récurrentes, le flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement s'est élevé à 15,8 M€ en 2011, un niveau légèrement supérieur à celui de 2010 (12,0 M€). Comme en 2010, il comprend principalement les investissements en matériel et équipement dans le cadre des démarrages de dossiers et, dans une moindre mesure, les versements ou les remboursements de cautions liées aux locations d'entrepôts.

Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement

En 2010, les émissions nettes d'emprunts sont essentiellement dues au crédit-bail de 32,0 M€ mis en place pour financer l'investissement dans l'entrepôt de Brebières. Dans le même temps, le recours à l'affacturage a diminué de 10,2 M€ et les remboursements de la dette senior se sont poursuivis pour 1,8 M€ tandis que la dette liée aux contrats de location financement restait globalement stable par rapport à fin 2009.

En 2011, le financement sous forme de location financement est en légère baisse de 2,1 M€ par rapport à 2010 alors que dans le même temps le Groupe a continué à rembourser la dette senior pour 1,8 M€ et que le niveau d'affacturage est resté stable, générant un remboursement net de financement de 4,0 M€.

Au global, après prise en compte des effets de change, le Groupe a dégagé 4,7 M€ de trésorerie courante nette en 2011 après avoir dégagé 3,1 M€ en 2010.

10.3 SOURCES DE FINANCEMENT NÉCESSAIRES A L'AVENIR

Le Groupe considère qu'à la Date d'enregistrement de l'Actualisation, la trésorerie générée par ses activités et les sources de financement à sa disposition telles que décrites section 10.1 du présent chapitre sont suffisantes pour lui permettre de financer son développement organique.

11 RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT, BREVETS, LICENCES, MARQUES ET NOMS DE DOMAINE

11.1 MARQUES

Sans changement

11.2 NOMS DE DOMAINES

Sans changement

11.3 RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT

Sans changement

12 TENDANCES

12.1 PRINCIPALES TENDANCES DEPUIS LA FIN DU DERNIER EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2010 ET DU SEMESTRE CLOS LE 30 JUIN 2011

Sans changement

12.2 TENDANCE CONNUE, INCERTITUDE, DEMANDE D'ENGAGEMENT OU EVENEMENT RAISONNABLEMENT SUSCEPTIBLE D'INFLUER SUR LES PERSPECTIVES DE LA SOCIETE

A la Date de l'Actualisation du Document de Base, il n'existe pas, au-delà des éléments détaillés ci-dessous, de tendance connue, d'incertitude, de demande d'engagement ou d'événement raisonnablement susceptible d'influer de manière significative, favorablement ou défavorablement, sur les perspectives de la société.

12.3 PRINCIPALES TENDANCES DEPUIS LA FIN DU DERNIER EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2011

- Sur le mois de janvier 2012, le Groupe a enregistré une croissance de son chiffre d'affaires de 26% par rapport au mois de janvier 2011.
- Par ailleurs, Le Groupe a décidé d'arrêter en 2012 les services déficitaires de messagerie et de groupage sous température dirigée (fruits et légumes) qu'il réalise en France, principalement dans sa région historique du Sud-Est. Ces services, qui sont une des activités de la filiale La Flèche, représentent environ 4% du chiffre d'affaires et 2% des effectifs du groupe à fin 2011.

Dans ce contexte, des propositions de reclassement au sein de ses autres activités et services du Groupe ont été faites en février 2012 aux personnes concernées. Le coût de cette décision ne pourra être déterminé qu'une fois connu le nombre de personnes acceptant les mesures de reclassement. Le coût relatif à cet arrêt sera essentiellement constitué de coûts de licenciement et, le cas échéant, de dédits fournisseurs (essentiellement liés à l'arrêt anticipé des contrats de location de véhicules qui constituent le parc concerné). Ils devraient pouvoir être déterminés pour la clôture semestrielle au 30 juin 2012.

13 PREVISIONS OU ESTIMATIONS DU BENEFICE

Sans changement

14 ORGANES D'ADMINISTRATION, DE DIRECTION ET DE SURVEILLANCE ET DIRECTION GENERALE

14.1 POUVOIRS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Sans changement

14.1.1 Composition du Conseil d'administration

Sans changement

Le paragraphe « A la Date du Document de Base, le Conseil d'administration de la Société est composé comme suit :

Nom	Age	Nationalité	Fonction	Date de nomination	Année de renouvellement	Nombre d'actions détenues	Membre indépendant ⁽³⁾
Eric Hémar	48 ans	Française	Président Directeur Général	21/06/2010	2013	648 230	non
Immod ⁽¹⁾ , représentée par Christophe Satin ⁽²⁾	41 ans	Française	Administrateur	21/06/2010	2013	969 749	non
Nicolas Derouin	35 ans	Française	Administrateur	21/06/2010	2013	35 350	non
Michel Clair	64 ans	Française	Administrateur	22/06/2011	2014	-	oui
Jacques Veyrat	48 ans	Française	Administrateur	22/06/2011	2014	-	oui

⁽¹⁾ à la Date du Document de Base, le capital social d'IMMOD est détenu indirectement à hauteur de 85,87% par M. Eric Hémar au travers de la société Comète et 14,13% par M. Christophe Satin.

⁽²⁾ à la Date du Document de Base, Christophe Satin détient directement 83.910 actions de la Société

⁽³⁾ le Conseil d'administration de la Société qualifie l'indépendance d'un de ses membres comme l'absence de relation de ce membre avec la Société, le Groupe ou sa Direction Générale qui pourrait compromettre sa liberté de jugement dans ses fonctions d'administrateur. »

est mis à jour de la décision de l'Assemblée Générale Mixte du 7 mars 2012 de diviser le nominal par deux et demeure, pour le reste, inchangé :

A la Date de l'Actualisation du Document de Base, le Conseil d'administration de la Société est composé comme suit :

Nom	Age	Nationalité	Fonction	Date de nomination	Année de renouvellement	Nombre d'actions détenues	Membre indépendant ⁽³⁾
Eric Hémar	48 ans	Française	Président Directeur Général	21/06/2010	2013	1.296.460	non
Immod ⁽¹⁾ , représentée par Christophe Satin ⁽²⁾	41 ans	Française	Administrateur	21/06/2010	2013	1.939.498	non
Nicolas Derouin	35 ans	Française	Administrateur	21/06/2010	2013	70.700	non
Michel Clair	64 ans	Française	Administrateur	22/06/2011	2014	-	oui
Jacques Veyrat	48 ans	Française	Administrateur	22/06/2011	2014	-	oui

⁽¹⁾ à la Date du Document de Base, le capital social d'IMMOD est détenu indirectement à hauteur de 85,87% par M. Eric Hémar au travers de la société Comète et 14,13% par M. Christophe Satin.

⁽²⁾ à la Date du Document de Base, Christophe Satin détient directement 167.820 actions de la Société
⁽³⁾ le Conseil d'administration de la Société qualifie l'indépendance d'un de ses membres comme l'absence de relation de ce membre avec la Société, le Groupe ou sa Direction Générale qui pourrait compromettre sa liberté de jugement dans ses fonctions d'administrateur.

14.1.2 Informations et renseignements sur les administrateurs

- **IMMOD, représentée par Christophe Satin**
Administrateur

Le paragraphe «

Liste des activités et mandats exercés à la Date du Document de Base

Activité principale

Néant

Autres mandats au sein du Groupe

Néant

Autres mandats hors du groupe

Néant » est mis à jour des informations à la Date de l'Actualisation du Document de base et, pour le reste, demeure inchangé :

Liste des activités et mandats exercés à la Date de l'Actualisation du Document de Base

Activité principale

Néant

Autres mandats au sein du Groupe

Néant

Autres mandats hors du groupe

- Président : Financière ID SAS

- **Nicolas Derouin**
Administrateur

Le paragraphe « *Liste des activités et mandats exercés à la Date du Document de Base*

Activité principale

- *Directeur Général ID do Brasil Logistica (Brésil)*

Autres mandats au sein du Groupe

- *Administrator : ID do Brasil Logistica (Brésil)*

- *Director Suplente : ID Supply Chain (Argentina)*

Autres mandats hors du groupe

Néant » est mis à jour des informations à la Date de l'Actualisation du Document de base et, pour le reste, demeure inchangé :

Liste des activités et mandats exercés à la Date de l'Actualisation du Document de Base

Activité principale

- Directeur Général : ID do Brasil Logistica (Brésil), ID Armazens Gerais (Brésil)

Autres mandats au sein du Groupe

- Administrator : ID do Brasil Logistica (Brésil)

- Director Suplente : ID Supply Chain (Argentina)

Autres mandats hors du groupe

Néant

- **Michel Clair**
Administrateur indépendant

Le paragraphe «*Ancien élève de l'ENA, Michel Clair a été auditeur puis conseiller référendaire à la Cour des comptes (1975-91) avant d'occuper différentes fonctions au sein d'agences gouvernementales et de plusieurs ministères. Il a notamment dirigé le cabinet du Ministre du Commerce, de l'Artisanat et des Services de 1986 à 1988. En 1991, il rejoint la Compagnie Bancaire, dont il est Secrétaire Général et membre du Directoire. Après la fusion Paribas - Compagnie Bancaire, il devient membre du Comité exécutif de Paribas, en charge des affaires immobilières et des services communs. Entré au sein du groupe Klépierre en 1996 en tant que membre du Conseil d'administration, il en prend la Présidence l'année suivante. Il est Président du Directoire de 1998 à 2008 et, depuis cette date, Président du Conseil de surveillance* » est mis à jour des informations à la Date de l'Actualisation du Document de Base :

Ancien élève de l'ENA, Michel Clair a été auditeur puis conseiller référendaire à la Cour des comptes (1975-91) avant d'occuper différentes fonctions au sein d'agences gouvernementales et de plusieurs ministères. Il a notamment dirigé le cabinet du Ministre du Commerce, de l'Artisanat et des Services de 1986 à 1988. En 1991, il rejoint la Compagnie Bancaire, dont il est Secrétaire Général et membre du Directoire. Après la fusion Paribas - Compagnie Bancaire, il devient membre du Comité exécutif de Paribas, en charge des affaires immobilières et des services communs. Entré au sein du groupe Klépierre en 1996 en tant que membre du Conseil d'administration, il en prend la Présidence l'année suivante. Il est Président du Directoire de 1998 à 2008 puis a été Président du Conseil de surveillance jusqu'au 15 mars 2012 date à laquelle il a démissionné.

Les paragraphes «**Liste des activités et mandats exercés à la Date du Document de Base**

Activité principale

- Président du Conseil de surveillance de Klépierre

Autres mandats au sein du Groupe

Néant

Autres mandats hors du Groupe

- Président du conseil de surveillance : SCA Klémurs, SCS Ségécé

- Président du conseil d'administration : SGRHVS

- Président : SAS Astria Développement, SAS RHVS 1% Logement

- Administrateur : France-Habitation SA HLM, GIE Astria, Omnium de Gestion Immobilière de l'Ile-de-France, Pax-Progrès-Pallas SA HLM, Domaxis SA HLM'

Liste des activités et autres mandats ayant expiré au cours des cinq dernières années

- Président du Directoire : Klépierre
- Président : SAS Valéry Développement »

sont mis à jour des informations à la Date de l'Actualisation du Document de base et, pour le reste, demeure inchangé :

Liste des activités et mandats exercés à la Date de l'Actualisation du Document de Base

Autres mandats au sein du Groupe
Néant

Autres mandats hors du Groupe

- Président du conseil de surveillance : SCS Ségécé
- Président du conseil d'administration : SGRHVS
- Président : SAS Astria Développement, SAS RHVS 1% Logement
- Administrateur : France-Habitation SA HLM, GIE Astria, Omnium de Gestion Immobilière de l'Ile-de-France, Pax-Progrès-Pallas SA HLM, Domaxis SA HLM.

Liste des activités et autres mandats ayant expiré au cours des cinq dernières années

- Président du Conseil de surveillance de Klépierre
- Président du Conseil de surveillance de SCA Klémurs
- Président du Directoire : Klépierre
- Président : SAS Valéry Développement

• **Jacques Veyrat**

Le paragraphe « Il prend alors la Direction du groupe Louis Dreyfus en tant que Président. A la suite de la réorganisation du groupe Louis Dreyfus à l'été 2011, Jacques Veyrat prend la direction de Louis Dreyfus SAS, renommée Impala SAS.

Liste des activités et mandats exercés à la Date du Document de Base

Activité principale
- Président : Impala SAS

Autres mandats au sein du Groupe
Néant

Autres mandats hors du Groupe

- Président : Kurosawa BV (Pays-Bas)
- Administrateur : Direct Energie, Neon, HSBC France, Imerys
- Membre du Conseil de surveillance : Eurazeo

Liste des activités et autres mandats ayant expiré au cours des cinq dernières années

- *Président Directeur Général : Neuf Telecom*
- *Directeur Général : Louis Dreyfus SAS, Louis Dreyfus Technologies*
- *Administrateur : Irise, SHD, Tajan*
- *Membre du Conseil de surveillance : Altamir Amboise, Amboise Investissement, Jet Multimedia*
- *Représentant permanent de Neuf Telecom : Président de Wengo, Administrateur de LD Collectivités » est mis à jour à la Date de l'Actualisation du Document de Base et demeure, pour le reste, inchangé :*

Il prend alors la Présidence du groupe Louis Dreyfus jusqu'à l'été 2011. Jacques Veyrat est depuis juillet 2011 Président de Impala SAS qui a des activités dans l'énergie (DirectEnergie / Poweo, Neoen) et la finance (Eiffel Investment Group).

Liste des activités et mandats exercés à la Date de l'Actualisation du Document de Base

Activité principale

- Président : Impala SAS

Autres mandats au sein du Groupe

Néant

Autres mandats hors du Groupe

- Administrateur : Direct Energie, Neoen, Poweo, HSBC France, Imerys
- Membre du Conseil de surveillance : Eurazeo

Liste des activités et autres mandats ayant expiré au cours des cinq dernières années

- Président : Louis Dreyfus Holding BV ex-Kurosawa BV (Pays-Bas)
- Président Directeur Général : Neuf Cegetel, Louis Dreyfus SAS

14.2 CONFLITS D'INTERET AU NIVEAU DES ORGANES D'ADMINISTRATION, DE DIRECTION ET DE LA DIRECTION GENERALE

A la Date de l'Actualisation du Document de Base, le Président Directeur Général et les administrateurs qui constituent l'équipe dirigeante sont actionnaires, directement ou indirectement, de la Société et/ou titulaires de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société, à l'exception de Monsieur Michel Clair et Monsieur Jacques Veyrat.

Aucun conflit potentiel n'existe au niveau des organes d'administration, de direction et de la direction générale.

A la Date de l'Actualisation du Document de Base, il n'existe :

- aucun arrangement ou accord conclu avec les principaux actionnaires, des clients, des fournisseurs ou autres, en vertu duquel l'une quelconque des personnes visées à la sous-section 14.1.1 « Composition du Conseil d'administration » a été sélectionnée en tant que membre du Conseil d'administration.

- aucune restriction pour les personnes visées à la sous-section 14.1.1 « Composition du Conseil d'administration » au point 14.1 concernant la cession, dans un certain laps de temps, de leur participation dans le capital social de l'émetteur.

Il existe des conventions entre apparentés décrites aux sections 16.2 « Informations sur les contrats liant les dirigeants et la Société » et 19.2 « Opérations avec les apparentés ».

Aucun conflit potentiel n'existe au niveau des organes d'administration, de direction et de la direction générale.

15 REMUNERATIONS ET AVANTAGES

15.1 REMUNERATIONS DES ADMINISTRATEURS

Le paragraphe "A la Date de l'Actualisation du Document de Base, aucun jeton de présence n'a été versé aux administrateurs depuis la transformation de la Société en société anonyme. Il est cependant prévu, sous réserve d'approbation par une prochaine assemblée générale, d'en verser pour les exercices futurs." est mis à jour de la décision de l'Assemblée générale du 7 mars 2012 et est modifié comme suit :

L'Assemblée générale du 7 mars 2012 a, pour la première fois depuis la transformation de la Société en société anonyme, décidé l'attribution aux administrateurs de jetons de présence pour un montant global de 50.000 € au titre de l'exercice 2011 et pour chacun des exercices futurs, étant toutefois précisé que ces jetons de présence seront répartis entre les administrateurs conformément aux critères fixés lors de la réunion du Conseil d'administration du 14 septembre 2011 et que pour l'exercice 2011, M. Eric Hémar, Immod et M. Nicolas Derouin ont renoncé à percevoir ces jetons de présence.

- Rémunération de M. Eric Hémar

Le paragraphe « *Les prestations mentionnées ci-dessus sont rémunérées par des honoraires comprenant une partie fixe de 361.000 euros versée en 2010 et une partie variable de 154.000 euros au titre de 2010 qui a été versée en 2011. En 2009, la société Comète avait perçu une rémunération fixe de 361.000 euros. La rémunération variable au titre de l'exercice 2009 a été versée en 2010 pour 154.000 euros. En 2009 comme en 2010, la part variable de la rémunération de Comète a été basée sur la réalisation d'objectifs de développement du Groupe en termes d'ouverture de pays, de gains commerciaux et de croissance externe* »

Le tableau ci-dessous reprend la rémunération versée par Comète à Eric Hémar au titre de ses fonctions de gérant de Comète. Sur la période présentée, la société Comète n'a versé aucun dividende.

en euros	2010		2009	
	Montants dus	Montants versés	Montants dus	Montants versés
Rémunération fixe	150.000	150.000	150.000	150.000
Rémunération variable	-	-	-	-
Rémunération exceptionnelle	-	-	-	-
Avantages en nature	-	-	-	-
Sous-total	150.000	150.000	150.000	150.000
Valorisation des options attribuées au cours de l'exercice	-	-	-	-
Valorisation des actions de performance attribuées au cours de l'exercice	-	-	-	-
Total	150.000	150.000	150.000	150.000

» est mis à jour des informations au 31 décembre 2011 et demeure, pour le reste, inchangé :

Les prestations mentionnées ci-dessus sont rémunérées par des honoraires comprenant une partie fixe de 361.000 euros versée en 2011 et une partie variable de 154.000 euros au titre de 2011 qui, à la Date de l'Actualisation du document de base, n'avait pas encore été versée. En 2010, la société Comète avait perçu une rémunération fixe de 361.000 euros. La rémunération

variable au titre de l'exercice 2010 a été versée en 2011 pour 154.000 euros. En 2009, la société Comète avait perçu une rémunération fixe de 361.000 euros. La rémunération variable au titre de l'exercice 2009 a été versée en 2010 pour 154.000 euros. Pour chaque période présentée, la part variable de la rémunération de Comète a été basée sur la réalisation d'objectifs de développement du Groupe en termes d'ouverture de pays, de gains commerciaux et de croissance externe.

Le tableau ci-dessous reprend la rémunération versée par Comète à Eric Hémar au titre de ses fonctions de gérant de Comète. Sur la période présentée, la société Comète n'a versé aucun dividende.

<i>en euros</i>	2011		2010		2009	
	Montants dus	Montants versés	Montants dus	Montants versés	Montants dus	Montants versés
Rémunération fixe	150.000	150.000	150.000	150.000	150.000	150.000
Rémunération variable	-	-	-	-	-	-
Rémunération exceptionnelle	-	-	-	-	-	-
Avantages en nature	-	-	-	-	-	-
Sous-total	150.000	150.000	150.000	150.000	150.000	150.000
Valorisation des options attribuées au cours de l'exercice	-	-	-	-	-	-
Valorisation des actions de performance attribuées au cours de l'exercice	-	-	-	-	-	-
Total	150.000	150.000	150.000	150.000	150.000	150.000

- Rémunération d'Immod – M. Christophe Satin

Le tableau «

<i>en euros</i>	2010		2009	
	Montants dus	Montants versés	Montants dus	Montants versés
<i>Rémunération fixe</i>	<i>198.391</i>	<i>198.391</i>	<i>187.714</i>	<i>187.714</i>
<i>Rémunération variable</i>	<i>100.000</i>	<i>90.000</i>	<i>90.000</i>	<i>90.000</i>
<i>Rémunération exceptionnelle</i>	-	-	-	<i>10.000</i>
<i>Avantages en nature</i>	-	-	-	-
<i>Sous-total</i>	<i>298.391</i>	<i>288.391</i>	<i>277.714</i>	<i>287.714</i>
<i>Valorisation des options attribuées au cours de l'exercice</i>	-	-	-	-
<i>Valorisation des actions de performance attribuées au cours de l'exercice</i>	-	-	-	-
<i>Total</i>	<i>298.391</i>	<i>288.391</i>	<i>277.714</i>	<i>287.714</i>

» est mis à jour des informations au 31 décembre 2011 et demeure, pour le reste, inchangé :

<i>en euros</i>	2011		2010		2009	
	Montants dus	Montants versés	Montants dus	Montants versés	Montants dus	Montants versés
Rémunération fixe	208.690	208.690	198.391	198.391	187.714	187.714
Rémunération variable	100.000	90.000	100.000	90.000	90.000	90.000
Rémunération exceptionnelle	-	-	-	-	-	10.000
Avantages en nature	-	-	-	-	-	-
Sous-total	308.690	298.690	298.391	288.391	277.714	287.714
Valorisation des options attribuées au cours de l'exercice	-	-	-	-	-	-
Valorisation des actions de performance attribuées au cours de l'exercice	-	-	-	-	-	-
Total	308.690	298.690	298.391	288.391	277.714	287.714

- Rémunération de M. Nicolas Derouin

Le tableau «

<i>en euros</i>	2010		2009	
	Montants dus	Montants versés	Montants dus	Montants versés
<i>Rémunération fixe</i>	<i>120.000</i>	<i>120.000</i>	<i>110.000</i>	<i>110.000</i>
<i>Rémunération variable</i>	<i>40.000</i>	<i>36.667</i>	<i>36.667</i>	<i>36.667</i>
<i>Rémunération exceptionnelle</i>	-	-	-	-
<i>Avantages en nature</i>	<i>38.228</i>	<i>38.228</i>	<i>32.182</i>	<i>32.182</i>
<i>Sous-total</i>	<i>198.228</i>	<i>194.895</i>	<i>178.849</i>	<i>178.849</i>
<i>Valorisation des options attribuées au cours de l'exercice</i>	-	-	-	-
<i>Valorisation des actions de performance attribuées au cours de l'exercice</i>	-	-	-	-
<i>Total</i>	<i>198.228</i>	<i>194.895</i>	<i>178.849</i>	<i>178.849</i>

» est mis à jour des informations au 31 décembre 2011 et demeure, pour le reste, inchangé :

en euros	2011		2010		2009	
	Montants dus	Montants versés	Montants dus	Montants versés	Montants dus	Montants versés
Rémunération fixe	125.000	125.000	120.000	120.000	110.000	110.000
Rémunération variable	40.000	40.000	40.000	36.667	36.667	36.667
Rémunération exceptionnelle	-	-	-	-	-	-
Avantages en nature	35.298	35.298	38.228	38.228	32.182	32.182
Sous-total	200.298	200.298	198.228	194.895	178.849	178.849
Valorisation des options attribuées au cours de l'exercice	-	-	-	-	-	-
Valorisation des actions de performance attribuées au cours de l'exercice	-	-	-	-	-	-
Total	200.298	200.298	198.228	194.895	178.849	178.849

- Rémunération des autres administrateurs

Le paragraphe "*Au titre des exercices 2009 et 2010, la Société ne doit et n'a versé aucune rémunération aux autres administrateurs, leur fonction d'administrateur étant effective depuis le 22 juin 2011.*" est mis à jour de l'assemblée générale du 7 mars 2012 et est modifié comme suit :

Au titre des exercices 2009 et 2010, la Société ne doit et n'a versé aucune rémunération aux autres administrateurs, leur fonction d'administrateur étant effective depuis le 22 juin 2011. Au titre de l'exercice 2011, la Société devra leur verser des jetons de présence dont le montant sera déterminé par le Conseil d'administration selon les modalités de répartition décrites ci-dessous.

- Jetons de présence

Le paragraphe "*A compter de l'exercice 2011, le Conseil d'administration du 14 septembre 2011 a proposé que la prochaine Assemblée générale ordinaire attribue une enveloppe de 50.000 euros qui serait répartie à hauteur de 10.000 euros par administrateur décomposés en :*

- *5.000 euros de montant fixe (prorata temporis en fonction de, le cas échéant, la date de début ou la date de fin de mandat)*
- *5.000 euros de montant variable selon le taux de présence aux réunions du conseil sur l'exercice", est mis à jour de l'assemblée générale du 7 mars 2012, et demeure pour le reste inchangé :*

Sur proposition du Conseil d'administration du 14 septembre 2011, l'Assemblée générale ordinaire du 7 mars 2012 a fixé le montant global des jetons de présence à allouer aux membres du Conseil d'administration à 50.000 euros par exercice à compter de l'exercice 2011, qui sera réparti par le Conseil d'administration à hauteur de 10.000 euros par administrateur décomposés en :

- 5.000 euros de montant fixe (prorata temporis en fonction de, le cas échéant, la date de début ou la date de fin de mandat),
- 5.000 euros de montant variable selon le taux de présence aux réunions du conseil sur l'exercice.

L'application des critères retenus par le Conseil d'administration du 14 septembre 2011 conduit, à la suite de la décision de l'Assemblée générale du 7 mars 2012, à la possibilité pour le Conseil de distribuer une somme de 40.000 € au titre de l'exercice 2011 (tenant compte de la nomination en cours d'année de deux des cinq administrateurs).

Il convient de noter, toutefois, que du fait de la décision prise par M. Eric Hémar, Immod et M. Nicolas Derouin de renoncer à percevoir ces jetons de présence, la rémunération perçue par les membres du Conseil d'administration s'élèvera au titre de l'exercice 2011 à 10.000 euros, tandis que la charge pour la Société demeure à 40.000 euros (les sommes que les administrateurs ont renoncé à percevoir ont été versées à une l'association caritative IDEBRA, ex ID Esperanza).

15.2 SOMMES PROVISIONNEES PAR LA SOCIETE AUX FINS DE VERSEMENT DE PENSIONS, RETRAITES ET AUTRES AVANTAGES AU PROFIT DES ADMINISTRATEURS DIRIGEANTS

Sans changement

15.3 TITRES DONNANT ACCES AU CAPITAL ATTRIBUES AUX ADMINISTRATEURS

Le paragraphe « *A la Date du Document de Base, la société Immod, qui détient 47,24% du capital de la Société, détient 155.520 bons de souscriptions d'actions dont les principales caractéristiques sont :*

- *Date d'émission : 13 octobre 2008, modifiés le 21 juin 2010*
- *Nombre d'actions pouvant être émises sur exercice des bons de souscription : 1 action ordinaire pour 1 bon de souscription*
- *Prix unitaire de souscription des actions émises sur exercice des bons de souscription : 9 euros*
- *Calendrier d'exercice des bons de souscription : exerçable en totalité à la Date du Document de Base*
- *Date limite d'exercice des bons de souscription : néant*
- *A la Date du Document de Base :*
 - o *Nombre de bons de souscription exercés : aucun*
 - o *Nombre de bons de souscription annulés ou caduques : aucun*
 - o *Nombre de bons de souscription restants : 155.520*

» est mis à jour de la décision de l'Assemblée Générale Mixte du 7 mars 2012 de diviser le nominal par deux et demeure, pour le reste, inchangé :

A la Date de l'Actualisation du Document de Base, la société Immod, qui détient 47,24% du capital de la Société, détient 155.520 bons de souscriptions d'actions dont les principales caractéristiques sont :

- *Date d'émission : 13 octobre 2008, modifiés le 21 juin 2010*
- *Nombre d'actions pouvant être émises sur exercice des bons de souscription : 2 actions ordinaires pour 1 bon de souscription*
- *Prix unitaire de souscription des actions émises sur exercice des bons de souscription : 4,50 euros*
- *Calendrier d'exercice des bons de souscription : exerçable en totalité à la Date du Document de Base*
- *Date limite d'exercice des bons de souscription : néant*
- *A la Date de l'Actualisation du Document de Base :*
 - o *Nombre de bons de souscription exercés : aucun*
 - o *Nombre de bons de souscription annulés ou caduques : aucun*
 - o *Nombre de bons de souscription restants : 155.520*

16 FONCTIONNEMENT DES ORGANES D'ADMINISTRATION ET DE DIRECTION

16.1 DIRECTION DE LA SOCIETE

Le paragraphe « *Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2010, le Conseil d'administration de la Société s'est réuni une fois le 21 juin 2010 suite à l'assemblée générale ayant voté la transformation en société anonyme et ayant nommé les administrateurs. Le taux de présence des administrateurs à cette réunion était de 100 %.* » est complété des informations au 31 décembre 2011 et demeure, pour le reste, inchangé :

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2011, le Conseil d'administration de la Société s'est réuni :

- le 4 mai 2011 afin notamment d'arrêter les comptes sociaux et les comptes consolidés annuels de la Société
- le 14 septembre 2011 afin notamment d'arrêter les comptes consolidés semestriels de la Société

Le taux de présence des administrateurs à cette réunion était de 100 %.

16.2 INFORMATIONS SUR LES CONTRATS LIANT LES DIRIGEANTS ET LA SOCIETE

Sans changement

16.3 COMITES SPECIALISES – GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE

Sans changement

16.4 DECLARATION RELATIVE AU GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE

Sans changement

16.5 RAPPORT DU PRESIDENT SUR LE CONTROLE INTERNE

Sans changement

17 SALARIES

17.1 RESSOURCES HUMAINES

17.1.1 Organigramme opérationnel

Sans changement

17.1.2 Nombre et répartition des effectifs

Le paragraphe « A la clôture des périodes considérées, l'effectif propre du Groupe, a évolué comme suit :

	31/12/2010	31/12/2009	31/12/2008
France	2 563	2 115	1 911
International	4 299	3 706	3 201
Total	6 862	5 821	5 112
Cadres	252	230	220
Non cadres	6 610	5 591	4 892
Total	6 862	5 821	5 112

En complément de ses effectifs propres, le Groupe utilise des travailleurs temporaires qui en 2010 ont représenté 24% des effectifs totaux utilisés du Groupe. » est mis à jour des informations au 31 décembre 2011 et demeure, pour le reste, inchangé :

A la clôture des périodes considérées, l'effectif propre du Groupe, a évolué comme suit :

	31/12/2011	31/12/2010	31/12/2009	31/12/2008
France	3 223	2 563	2 115	1 911
International	6 080	4 299	3 706	3 201
Total	9 303	6 862	5 821	5 112
Cadres	327	252	230	220
Non cadres	8 976	6 610	5 591	4 892
Total	9 303	6 862	5 821	5 112

En complément de ses effectifs propres, le Groupe utilise des travailleurs temporaires qui en 2011 ont représenté 20% des effectifs totaux utilisés du Groupe.

17.2 PARTICIPATIONS ET STOCK-OPTIONS DES ADMINISTRATEURS

Le paragraphe « A la Date du Document de Base, la participation directe et indirecte des membres du Conseil d'administration ainsi que le nombre de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société qu'ils détiennent sont les suivantes :

Administrateurs	Actions et droits de vote		
	Nombre	Pourcentage du capital social	Pourcentage en droit de vote
Eric Hémar	648 230	31,58%	41,86%
Immod ⁽¹⁾ , représentée par Christophe Satin ⁽²⁾	969 749	47,24%	32,84%
Nicolas Derouin	35 350	1,72%	2,06%
Michel Clair	-	-	-
Jacques Veyrat	-	-	-

⁽¹⁾ à la Date du Document de Base, le capital social d'IMMOD est détenu indirectement à hauteur de 85,87% par M. Eric Hémar au travers de la société Comète et 14,13% par M. Christophe Satin.

⁽²⁾ à la Date du Document de Base, Christophe Satin détient directement 4,09% du capital social et 5,42% des droits de vote de la Société

Outre sa détention directe indiquée ci-dessus, la société Immod détient, à la Date du Document de Base, 155.520 bons de souscription d'action dont les principales caractéristiques sont détaillées à la sous-section 21.1.4 « Valeurs mobilières ouvrant droit à une quote-part de capital » du chapitre 21 « Informations complémentaires ». Chaque bon donne le droit de souscrire une action soit, à la Date du Document de Base, une dilution potentielle maximale de 7,04% en participation. » est mis à jour de la décision de l'Assemblée Générale Mixte du 7 mars 2012 de diviser le nominal par deux et demeure, pour le reste, inchangé :

A la Date de l'Actualisation du Document de Base, la participation directe et indirecte des membres du Conseil d'administration ainsi que le nombre de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société qu'ils détiennent sont les suivantes :

Administrateurs	Actions et droits de vote		
	Nombre	Pourcentage du capital social	Pourcentage en droit de vote
Eric Hémar	1.296.460	31,58%	41,86%
Immod ⁽¹⁾ , représentée par Christophe Satin ⁽²⁾	1.939.498	47,24%	32,84%
Nicolas Derouin	70.700	1,72%	2,06%
Michel Clair	-	-	-
Jacques Veyrat	-	-	-

⁽¹⁾ à la Date de l'Actualisation du Document de Base, le capital social d'IMMOD est détenu indirectement à hauteur de 85,87% par M. Eric Hémar au travers de la société Comète et 14,13% par M. Christophe Satin.

⁽²⁾ à la Date de l'Actualisation du Document de Base, Christophe Satin détient directement 4,09% du capital social et 5,42% des droits de vote de la Société

Outre sa détention directe indiquée ci-dessus, la société Immod détient, à la Date de l'Actualisation du Document de Base, 155.520 bons de souscription d'action dont les principales caractéristiques sont détaillées à la sous-section 21.1.4 « Valeurs mobilières ouvrant droit à une quote-part de capital » du chapitre 21 « Informations complémentaires ». Chaque bon donne le droit de souscrire deux actions soit, à la Date d'Actualisation du Document de Base, une dilution potentielle maximale de 7,04% en participation.

17.3 PARTICIPATION DES SALARIES DANS LE CAPITAL DE LA SOCIETE

Sans changement

17.4 CONTRATS D'INTERESSEMENT ET DE PARTICIPATION

Le paragraphe « *Les montants comptabilisés par le Groupe en France au titre de ces accords d'intéressement et de participation sont les suivants :*

<i>en milliers d'euros</i>	<i>2010</i>	<i>2009</i>	<i>2008</i>
<i>Intéressement</i>	<i>819</i>	<i>673</i>	<i>553</i>
<i>Participation</i>	<i>539</i>	<i>473</i>	<i>354</i>

» est mis à jour des informations au 31 décembre 2011 et demeure, pour le reste, inchangé :

Les montants comptabilisés par le Groupe en France au titre de ces accords d'intéressement et de participation sont les suivants :

<i>en milliers d'euros</i>	<i>2011</i>	<i>2010</i>	<i>2009</i>	<i>2008</i>
<i>Intéressement</i>	<i>1 146</i>	<i>819</i>	<i>673</i>	<i>553</i>
<i>Participation</i>	<i>762</i>	<i>539</i>	<i>473</i>	<i>354</i>

18 PRINCIPAUX ACTIONNAIRES

18.1 REPARTITION DU CAPITAL ET DES DROITS DE VOTE

Le paragraphe « Le tableau ci-dessous détaille la répartition du capital social et des droits de vote de la Société à la Date du Document de Base :

Actionnaires	Actions et droits de vote		
	Nombre	Pourcentage du capital social	Pourcentage en droit de vote
<i>Immod</i> ⁽¹⁾	969 749	47,24%	32,84%
<i>Eric Hémar</i> ⁽¹⁾	648 230	31,58%	41,86%
<i>Christophe Satin</i> ⁽¹⁾	83 910	4,09%	5,42%
<i>Michel Vinoche</i>	73 680	3,59%	4,76%
<i>Autres</i> ⁽²⁾	277 361	13,50%	15,36%
TOTAL	2 052 930	100%	100%

⁽¹⁾ Le capital social d'IMMOD est détenu indirectement à hauteur de 85,87% par M. Eric Hémar au travers de la société Comète et 14,13% par M. Christophe Satin.

⁽²⁾ Les autres actionnaires sont des collaborateurs ou d'anciens collaborateurs du Groupe dont aucun individuellement ne détient plus de 2% du capital social ou des droits de vote »

est mis à jour de la décision de l'Assemblée Générale Mixte du 7 mars 2012 de diviser le nominal par deux et demeure, pour le reste, inchangé :

Le tableau ci-dessous détaille la répartition du capital social et des droits de vote de la Société à la Date de l'Actualisation du Document de Base :

Actionnaires	Actions et droits de vote		
	Nombre	Pourcentage du capital social	Pourcentage en droit de vote
<i>Immod</i> ⁽¹⁾	1.939.498	47,24%	32,84%
<i>Eric Hémar</i> ⁽¹⁾	1.296.460	31,58%	41,86%
<i>Christophe Satin</i> ⁽¹⁾	167.820	4,09%	5,42%
<i>Michel Vinoche</i>	147.360	3,59%	4,76%
<i>Autres</i> ⁽²⁾	554.722	13,50%	15,36%
TOTAL	4.105.860	100%	100%

⁽¹⁾ Le capital social d'IMMOD est détenu indirectement à hauteur de 85,87% par M. Eric Hémar au travers de la société Comète et 14,13% par M. Christophe Satin.

⁽²⁾ Les autres actionnaires sont des collaborateurs ou d'anciens collaborateurs du Groupe dont aucun individuellement ne détient plus de 2% du capital social ou des droits de vote

18.2 ACTIONNAIRES SIGNIFICATIFS NON REPRESENTES AU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Sans changement

18.3 DROITS DE VOTE DES PRINCIPAUX ACTIONNAIRES

Sans changement

18.4 CONTROLE DE LA SOCIETE

Sans changement

18.5 ACCORD POUVANT ENTRAINER UN CHANGEMENT DE CONTROLE

Sans changement

18.6 ETAT DES NANTISSEMENTS

Sans changement

19 OPERATIONS AVEC LES PARTIES LIEES

Le paragraphe « *Les opérations avec les parties liées sont détaillées Note 22 des comptes consolidés des exercices 2010 et 2009 présentés à la section 20.1 « Informations financières historiques annuelles » du Document de Base. Les conventions réglementées existant à ce jour sont mentionnées dans les rapports spéciaux des commissaires aux comptes présentés ci-dessous.*

Depuis l'établissement du rapport spécial des commissaires aux comptes relatif à l'exercice 2010, de nouvelles conventions réglementées ont été conclues telles que décrites à la section 16.2 « Informations sur les contrats liant les dirigeants et la Société ». Ces conventions ont été soumises à l'autorisation du Conseil d'administration du 14 septembre 2011. » est complété des informations au 31 décembre 2011 et demeure, pour le reste, inchangé :

Les opérations avec les parties liées sont détaillées Note 22 des comptes consolidés de l'exercice 2011 présentés à la section 20.1 « Informations financières historiques annuelles » de l'Actualisation du Document de Base. Les conventions réglementées existant à ce jour sont mentionnées dans le rapport spécial des commissaires aux comptes présenté ci-dessous.

Depuis l'établissement du rapport spécial des commissaires aux comptes relatif à l'exercice 2011, aucune nouvelle convention réglementée n'a été conclue.

19.1 OPERATIONS INTRA-GROUPE

Sans changement

19.2 OPERATIONS AVEC LES APPARENTES

Le paragraphe « *Comme indiqué note 22 de l'annexe aux comptes consolidés, les contrats conclus avec Immod et Les Parcs du Lubéron Gestion concernent des intérêts de financement ou des prestations de service. Les intérêts de financement portent sur une dette d'ID Logistics Group envers son actionnaire Immod d'un montant de 0,7 M€ au 1er janvier 2010 qui porte intérêt à un taux de marché. Les prestations de services concernent la refacturation d'une partie des coûts de deux salariés d'ID Logistics France qui assurent quelques missions administratives pour Immod, et Les Parcs du Lubéron Gestion. Par ailleurs, la société Immod, ayant pour objet social la fourniture d'études, d'expertises et d'assistance technique, de maîtrise d'œuvre, de conseils en ingénierie sur des opérations de constructions industrielles et plus généralement, toutes activités liées aux transactions sur immeubles et fonds de commerce, peut être amenée à réaliser des missions de conseil ponctuelles dans le cadre de projets immobiliers menés par des filiales d'ID Logistics Group.* » est complété des informations au 31 décembre 2011 et demeure, pour le reste, inchangé :

Comme indiqué note 22 de l'annexe aux comptes consolidés, les contrats conclus avec Immod, Les Parcs du Lubéron Gestion ou Financière ID¹ concernent des intérêts de financement ou des prestations de service. Les prestations de services concernent la refacturation d'une partie des coûts de deux salariés d'ID Logistics France qui assurent quelques missions administratives pour Immod, Les Parcs du Lubéron Gestion et Financière ID. Par ailleurs, les sociétés Immod et Financière ID, ayant pour objet social la fourniture d'études, d'expertises et d'assistance technique, de maîtrise d'œuvre, de conseils en ingénierie sur des opérations de constructions industrielles et plus généralement, toutes activités liées aux transactions sur immeubles et fonds de commerce, peuvent

¹ Filiale détenue à 100% par IMMOD.

être amenées à réaliser des missions de conseil ponctuelles dans le cadre de projets immobiliers menés par des filiales d'ID Logistics Group.

19.3 RAPPORTS DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS RÉGLEMENTÉES ÉTABLIS AU TITRE DES EXERCICES CLOS LES 31 DÉCEMBRE 2008, 2009 ET 2010

19.3.1 Rapport spécial relatif aux conventions réglementées - Exercice 2010

Sans changement

19.3.2 Rapport spécial relatif aux conventions réglementées - Exercice 2009

Sans changement

19.3.3 Rapport spécial relatif aux conventions réglementées - Exercice 2008

Sans changement

19.3.4 Rapport spécial relatif aux conventions réglementées - Exercice 2011

"En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur des conventions réglementées qui ont fait l'objet de l'autorisation préalable de votre conseil d'administration du 14 septembre 2011, et dont nous avons été avisés en date du 31 janvier 2012 en application de l'article L. 225-40 du code de commerce.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisées ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 225-31 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attache à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

- ✓ Convention de services conclue entre ID Logistics Group et Comète

Administrateur concerné : Monsieur Eric HEMAR (principal actionnaire de la société Comète)
Convention autorisée par Conseil d'Administration en date du 14 septembre 2011.

Cette convention a pour objet la fourniture par Comète de services de conseil et d'assistance en matière de gestion et de stratégie, d'assistance et d'animation financière ainsi que de prestations complémentaires.

En contrepartie des services rendus, Comète perçoit une rémunération fixe mensuelle hors taxe d'un montant de 10.083 euros ainsi qu'une rémunération variable déterminée en début de chaque année en fonction des objectifs fixés.

Pour l'année 2011, l'atteinte du budget d'ID Logistics Group donnera droit à une rémunération variable d'un montant de 100.000 euros HT. Les frais de mission seront également pris en charge par

ID Logistics Group. Ce contrat prendra effet le 1er janvier 2011 pour une durée indéterminée, étant précisé que les modalités de rémunération seront revues à chaque date anniversaire.

Paris et Neuilly sur Seine, le 21 février 2012
Les Commissaires aux comptes
Philippe JOUBERT Deloitte & Associés
 Représenté par
 Albert Aidan"

20 INFORMATIONS FINANCIERES CONCERNANT LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIERE ET LES RESULTATS DE L'EMETTEUR

20.1 INFORMATIONS FINANCIERES HISTORIQUES ANNUELLES

20.1.1 Comptes consolidés du Groupe au titre des exercices 2010 et 2009

Sans changement

20.1.2 Comptes consolidés du Groupe au titre des exercices 2009 et 2008

Sans changement

20.1.3 Comptes consolidés du Groupe au titre des exercices 2011 et 2010

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

(en milliers d'euros)	Notes	31/12/2011	31/12/2010	31/12/2009
Chiffre d'affaires		462 028	386 240	309 810
Achats et charges externes		(233 358)	(199 462)	(158 167)
Charges de personnel		(193 780)	(155 917)	(125 339)
Impôts et taxes		(7 888)	(6 516)	(7 314)
Autres produits (charges) courants		1 281	1 212	1 568
(Dotations) reprises nettes aux provisions		633	(306)	(764)
Dotations nettes aux amortissements		(14 095)	(12 754)	(10 625)
Résultat opérationnel		14 821	12 497	9 169
Produits financiers	Note 17	1 154	653	224
Charges financières	Note 17	(4 792)	(4 789)	(3 717)
Résultat du groupe avant impôt		11 183	8 361	5 676
Impôt sur le résultat	Note 18	(4 397)	(3 225)	(1 666)
Quote part de résultats des entreprises associées		53	(141)	287
Résultat net de l'ensemble consolidé		6 839	4 995	4 297
Dont part des intérêts minoritaires		312	626	2 296
Dont part du groupe		6 527	4 369	2 001
Résultat net part du groupe par action				
de base (en euros)	Note 19	3,18	2,13	1,52
dilué (en euros)	Note 19	2,96	1,98	1,40

ETAT DU RESULTAT GLOBAL CONSOLIDE

(en milliers d'euros)	31/12/2011	31/12/2010	31/12/2009
Résultat net de l'ensemble consolidé	6 839	4 995	4 297
Ecart de conversion	(733)	770	511
Effets d'impôt sur les écarts de conversion	106	(59)	(186)
Autres éléments	26		
Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres nets d'impôts	(601)	711	325
Résultat global	6 238	5 706	4 622
Dont part des intérêts minoritaires	273	795	2 182
Dont part du groupe	5 965	4 911	2 440

BILAN CONSOLIDE

(en milliers d'euros)	Notes	31/12/2011	31/12/2010	31/12/2009
Ecarts d'acquisition	Notes 1-3	60 590	59 369	59 369
Immobilisations incorporelles	Note 1	2 821	1 923	2 093
Immobilisations corporelles	Note 2	59 731	59 918	25 486
Titres des entreprises associées	Note 4	1 062	1 032	1 158
Autres actifs financiers non courants	Note 5	2 339	1 720	647
Impôts différés actifs	Note 12	7 003	7 408	7 357
Actifs non courants		133 546	131 370	96 110
Stocks	Note 6	371	449	328
Clients	Note 7	80 666	62 350	49 954
Autres créances	Note 7	17 788	17 692	13 541
Autres actifs financiers courants	Note 5	2 483	2 517	3 011
Trésorerie et équivalents de trésorerie	Note 8	19 515	15 099	11 212
Actifs courants		120 823	98 107	78 046
Total de l'actif		254 369	229 477	174 156
Capital social	Note 9	2 053	2 053	2 053
Primes	Note 9	22 887	22 887	22 887
Ecarts de conversion		59	647	105
Réserves consolidées		12 956	8 624	6 636
Résultat de l'exercice		6 527	4 369	2 001
Capitaux propres part du groupe		44 482	38 580	33 682
Intérêts minoritaires		2 550	2 444	1 954
Capitaux propres		47 032	41 024	35 636
Dettes financières à plus d'un an	Note 10	37 899	41 488	9 823
Provisions à long terme	Notes 11-16	1 411	1 130	889
Impôts différés passifs	Note 12	245	356	477
Passifs non courants		39 555	42 974	11 189
Provisions à court terme	Note 11	7 596	7 584	6 198
Dettes financières à moins d'un an	Note 10	12 925	13 361	23 879
Autres passifs financiers courants	Note 15	904	748	589
Découverts bancaires	Note 8	1 542	1 819	1 000
Fournisseurs	Note 13	63 445	49 496	42 754
Autres dettes	Note 13	81 370	72 471	52 911
Passifs courants		167 782	145 479	127 331
Total du passif		254 369	229 477	174 156

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDE

(en milliers d'euros)	Notes	31/12/2011	31/12/2010	31/12/2009
Résultat net		6 839	4 995	4 297
Dotations nettes aux amortissements et provisions		14 550	13 302	11 708
Variation de la juste valeur des instruments financiers		156	157	562
Quote-part de résultat non distribué des entreprises associées		(30)	126	(249)
Variation du besoin en fonds de roulement	Note 20	4 053	9 452	(3 593)
Flux net de trésorerie généré par l'activité après coût de l'endettement financier net et impôt		25 568	28 032	12 725
Charge d'impôts	Note 18	4 397	3 225	1 666
Charges financières nettes liées aux opérations de financement		2 980	3 504	2 767
Flux net de trésorerie généré par l'activité avant coût de l'endettement financier net et impôt		32 945	34 761	17 158
Impôts versés		(3 347)	(2 928)	(542)
Flux net de trésorerie généré par l'activité		29 598	31 833	16 616
	Notes 1-			
Acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles	2	(18 536)	(46 197)	(14 295)
Acquisitions d'immobilisations financières		(1 536)	(1 417)	(176)
Dettes sur acquisitions d'immobilisations		(370)	(124)	(676)
Acquisitions de filiales nettes de trésorerie acquise		-	910	-
Cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles		2 279	2 332	1 333
Cessions d'immobilisations financières		889	465	925
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement		(17 274)	(44 031)	(12 889)
Charges financières nettes liées aux opérations de financement	Note 17	(2 980)	(3 504)	(2 767)
Emission nette d'emprunts		11 426	42 216	20 598
Remboursements d'emprunts		(15 452)	(23 311)	(17 486)
Cession actions auto-contrôle		38	-	-
Distribution de dividendes à des minoritaires		(242)	(305)	-
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement		(7 210)	15 096	345
Effets de change		(421)	170	85
Variation de la trésorerie courante nette		4 693	3 068	4 157
Trésorerie courante nette à l'ouverture	Note 8	13 280	10 212	6 055
Trésorerie courante nette à la clôture	Note 8	17 973	13 280	10 212

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES

(en milliers d'euros)	Capital	Prime d'émission	Réserves de consolidation	Différences de conversion	Capitaux propres Part du groupe	Intérêts minoritaires	Total capitaux propres consolidés
1er janvier 2009	1 296	-	6 636	(76)	7 856	8 325	16 181
Résultat 2009			2 001		2 001	2 296	4 297
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres				181	181	144	325
Augmentation de capital	757	22 887			23 644		23 644
Variation des pourcentages d'intérêts					-	(8 830)	(8 830)
Autres					-	19	19
31 décembre 2009	2 053	22 887	8 637	105	33 682	1 954	35 636
Résultat 2010			4 369		4 369	626	4 995
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres				542	542	169	711
Distribution de dividendes					-	(305)	(305)
Actions propres			(12)		(12)		(12)
Autres			(1)		(1)		(1)
31 décembre 2010	2 053	22 887	12 993	647	38 580	2 444	41 024
Résultat 2011			6 527		6 527	312	6 839
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres				(588)	(588)	(39)	(627)
Distribution de dividendes					-	(242)	(242)
Actions propres			38		38		38
Autres			(75)		(75)	75	-
31 décembre 2011	2 053	22 887	19 483	59	44 482	2 550	47 032

NOTES ANNEXES

1 INFORMATIONS GENERALES

ID Logistics Group SA est une société anonyme de droit français dont le siège social est situé au 410, route du Moulin de Losque 84300 Cavaillon. ID Logistics Group SA et ses filiales (ci-après le « Groupe ») exercent leurs activités dans le métier de la logistique, en France et dans une dizaine de pays.

Les états financiers consolidés du Groupe au 31 décembre 2011 ont été arrêtés par le Conseil d'administration en date du 7 mars 2012. Sauf indication contraire, ils sont présentés en milliers d'euros.

2 BASE DE PREPARATION ET DE PRESENTATION DES ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

2.1 Règles et méthodes comptables applicables

Les comptes consolidés du Groupe au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2011 sont établis suivant les normes comptables internationales : International Financial Reporting Standards (ci après « IFRS »), telles qu'adoptées dans l'Union européenne au 31 décembre 2011. Elles comprennent les normes approuvées par l'International Accounting Standards Board (« IASB »), c'est à dire les normes IFRS, les normes comptables internationales (« IAS ») et les interprétations émanant de l'International Financial Reporting Interpretations Committee (« IFRIC ») ou de l'ancien Standing Interpretations Committee (« SIC »). Elles sont disponibles sur le site http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/index_fr.htm.

Certaines de ces normes sont susceptibles d'évolution ou d'interprétation dont l'application pourrait être rétrospective. Ces évolutions pourraient amener le groupe à modifier ultérieurement les comptes consolidés retraités aux normes IFRS.

En l'absence de normes ou interprétations applicables à une transaction spécifique, la direction du groupe fait usage de jugement pour définir et appliquer les méthodes comptables qui permettront d'obtenir des informations pertinentes et fiables, de sorte que les états financiers :

- présentent une image fidèle de la situation financière, de la performance financière et des flux de trésorerie du Groupe ;
- traduisent la réalité économique des transactions ;
- soient neutres ;
- soient prudents ; et
- soient complets dans tous leurs aspects significatifs.

2.2 Evolution des règles et méthodes comptables

2.2.1 Nouvelles normes, amendements et interprétations adoptées par l'Union européenne et obligatoires pour l'exercice 2011

L'adoption par l'Union européenne des normes et interprétations suivantes, d'application obligatoire au 1^{er} janvier 2011, est sans impact significatif sur les états financiers consolidés du Groupe :

- IAS 24 révisée : informations à fournir au titre des transactions avec les parties liées ;
- amendement IAS 32 : classement des droits de souscription émis ;

- amendements IFRIC 14 : paiements d'avance dans le cadre d'une exigence de financement normal ;
- IFRIC 19 : extinction des dettes financières avec des instruments de capitaux propres ;
- amendements portant sur plusieurs normes IFRS issus du programme d'amélioration annuelle des IFRS de mai 2010

2.2.2 Nouvelles normes, amendements et interprétations adoptées par l'Union Européenne et obligatoires pour les exercices 2012 et suivants

Le Groupe n'a pas anticipé les normes et interprétations suivantes dont l'application n'est pas obligatoire au 1^{er} janvier 2011.

- amendements IAS 1 : présentation des autres éléments de résultat global ;
- IFRS 7 : informations à fournir dans le cadre de transferts d'actifs financiers ;
- IFRS 9 : instruments financiers ;
- IAS 12 : recouvrement des actifs sous-jacents ;
- IFRS 10 : états financiers consolidés ;
- IFRS 11 : partenariats ;
- IFRS 12 : informations à fournir sur les intérêts dans d'autres entités ;
- IAS 27 révisée : états financiers individuels ;
- IAS 28 révisée : participation dans des entreprises associées et des co-entreprises ;
- IFRS 13 : évaluation à la juste valeur ;
- amendements IAS 19 : avantages au personnel.

Le groupe ID Logistics mène actuellement des analyses sur les conséquences de ces nouveaux textes et les effets de leur application dans les comptes.

2.3 Principes de préparation

Les comptes consolidés sont établis selon la convention du coût historique à l'exception de certaines catégories d'actifs et passifs conformément aux règles édictées par les IFRS. Les catégories concernées sont mentionnées dans les notes ci-après.

2.4 Estimations et jugements

Pour établir ses comptes, le Groupe procède à des estimations et fait des hypothèses qui affectent les états financiers. Le Groupe revoit ses estimations et appréciations de manière régulière pour prendre en compte l'expérience passée et les autres facteurs jugés pertinents au regard des conditions économiques. En fonction de l'évolution de ces hypothèses ou de conditions différentes, les montants réels ou les montants figurant dans ses futurs états financiers pourraient différer des estimations actuelles.

Les principales estimations faites par le Groupe pour l'établissement des états financiers concernent la valorisation et les durées d'utilité des actifs opérationnels, corporels, incorporels, le montant des provisions pour risques et autres provisions liées à l'activité, l'évaluation des impôts différés actifs comptabilisés ainsi que des hypothèses retenues pour le calcul des obligations liées aux avantages du personnel.

2.5 Principes de présentation

2.5.1 Compte de résultat

En application de la norme IAS 1 – Présentation des états financiers, le Groupe présente son compte de résultat consolidé par nature.

2.5.2 Bilan

Conformément aux dispositions de la norme IAS 1 – Présentation des états financiers, le Groupe présente son bilan consolidé en distinguant les actifs courants et non courants ainsi que les passifs courants et non courants.

Les actifs liés au cycle d'exploitation normal du Groupe ainsi que la trésorerie et équivalents de trésorerie et les actifs financiers liés à l'exploitation sont des actifs courants. Les actifs d'impôts différés et les autres actifs sont des actifs non courants.

Les dettes liées au cycle d'exploitation normal du Groupe et les dettes échues dans les 12 mois suivants la clôture de l'exercice sont des passifs courants. Les passifs d'impôts différés et les autres passifs sont des passifs non courants.

3 EVENEMENTS SIGNIFICATIFS

Par décision du Tribunal de Commerce de Bobigny, le Groupe a repris au 1er octobre 2011 l'essentiel des activités de Mory Logidis, le pôle logistique du groupe Mory, en redressement judiciaire depuis juin 2011. Cette opération concerne une dizaine de sites de Mory Logidis, tous situés en France, représentant un chiffre d'affaire d'environ 25 millions d'euros pour 235 personnes (sur une base annuelle). La reprise de Mory Logidis permet au Groupe d'élargir sa palette de compétences avec une expertise auprès de clients industriels comme Yves Rocher, Rémy Cointreau, SNECMA, Filtrauto, etc. Elle lui permet aussi de s'implanter dans l'ouest de la France avec des sites en Bretagne ou Pays de la Loire qui viennent compléter les implantations du groupe, principalement basées dans le Nord, la région Parisienne et le Sud-Est. Cette opération s'est faite par l'acquisition d'immobilisations pour 1,5 M€ et par la reprise de passifs sociaux sous forme de congés payés et 13ème mois estimés 1,0M€. Cette opération a été financée avec la trésorerie disponible du Groupe. L'allocation du prix d'acquisition a conduit à constater des relations clientèle pour un montant de 0,4 M€ et un écart d'acquisition de 1,2 M€.

4 PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES

4.1 Périmètre et méthodes de consolidation

Le Groupe ID Logistics est constitué de la société mère ID Logistics Group SA et de ses filiales, co-entreprises et entreprises associées. La liste des entités comprises dans le périmètre de consolidation du Groupe est présentée à la note 26. Les comptes des entités consolidées sont tous arrêtés à la même date.

4.1.1 Filiales

Les filiales sont les sociétés contrôlées exclusivement par le Groupe. Elles sont consolidées par intégration globale. Par contrôle exclusif, on entend le pouvoir de diriger directement ou indirectement les politiques financières et opérationnelles d'une entreprise afin d'obtenir des avantages de ses activités, le pouvoir s'accompagnant généralement de la détention de plus de la moitié des droits de vote. Pour apprécier le contrôle, les droits de vote potentiels qui sont actuellement exerçables sont

pris en considération. Le contrôle est généralement présumé exister si le groupe détient plus de 50% des droits de vote de l'entité.

Les états financiers de filiales sont intégrés dans les états financiers consolidés à partir de la date à laquelle le contrôle exclusif s'exerce et jusqu'à la date à laquelle il prend fin.

Les transactions et soldes significatifs entre les sociétés intégrées ainsi que les résultats internes à l'ensemble consolidé sont éliminés.

4.1.2 Co-entreprises

Les co-entreprises sont les entités juridiques dans lesquelles le Groupe exerce un contrôle conjoint avec un nombre limité d'associés en vertu d'un accord contractuel. Elles sont consolidées selon la méthode de l'intégration proportionnelle, les actifs, passifs, produits et charges étant consolidés au prorata de la participation du Groupe au capital.

Les transactions et soldes significatifs entre les sociétés intégrées ainsi que les résultats internes à l'ensemble consolidé sont éliminés à hauteur du pourcentage de contrôle conjoint.

4.1.3 Entreprises associées

Les entreprises associées sont les entités juridiques dans lesquelles le Groupe exerce une influence notable sur les politiques financières et opérationnelles qui s'accompagne généralement d'une participation comprise entre 20% et 50% des droits de vote.

Les participations dans les entreprises associées sont comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence. L'écart d'acquisition lié à ces entités est inclus dans la valeur comptable de la participation.

4.2 Conversion des éléments en devises

4.2.1 Monnaie fonctionnelle et monnaie de présentation

La comptabilité est tenue dans la monnaie fonctionnelle de chacune des sociétés du Groupe, c'est-à-dire la monnaie de l'environnement économique principal dans lequel elle opère et qui correspond généralement à la monnaie locale.

Les comptes consolidés sont présentés en euro qui est la monnaie fonctionnelle et de présentation d'ID Logistics Group SA, société consolidante.

4.2.2 Transactions libellées en devises

Les transactions libellées en devises sont converties au taux de change en vigueur au moment de la transaction. En fin d'exercice, les actifs et passifs monétaires libellés en devises sont convertis au taux de change de clôture. Les écarts de conversion en résultant sont inscrits en compte de résultat.

Les différences de change ayant trait à des éléments monétaires faisant partie intégrante de l'investissement net dans les filiales étrangères sont inscrites en réserves de conversion.

4.2.3 Conversion des états financiers des filiales exprimés en monnaies étrangères

Les bilans des sociétés dont la monnaie fonctionnelle n'est pas l'euro sont convertis en euro au taux de change de clôture et leurs comptes de résultat et flux de trésorerie au taux de change moyen de l'exercice. La différence de conversion en résultant est inscrite dans les capitaux propres au poste «Ecart de conversion ». En cas de cession ou de dissolution d'une entité, les écarts de conversion accumulés dans les capitaux propres sont constatés en résultat de la période.

Les écarts d'acquisition sont suivis dans la devise de la filiale concernée.

Aucune filiale significative du Groupe n'est située dans un pays à forte inflation.

4.3 Regroupements d'entreprises, acquisition complémentaire d'intérêts et cessions d'intérêts

4.3.1 Regroupements d'entreprises effectués jusqu'au 31 décembre 2009

Le coût d'un regroupement d'entreprises correspond :

- à la juste valeur, à la date de l'échange, des actifs remis, des passifs encourus ou éventuels et des instruments de capitaux propres émis par le Groupe, en échange du contrôle de l'entreprise acquise ; et
- au montant des coûts directement attribuables au regroupement d'entreprises.

Les compléments de prix éventuels du regroupement d'entreprises sont intégrés à la date d'acquisition dans le coût du regroupement si leur montant est évaluable avec fiabilité et qu'il est probable qu'ils soient versés. Tout changement ultérieur dans l'évaluation de leur montant est constaté en contrepartie de l'écart d'acquisition.

La différence entre le coût du regroupement d'entreprises et la part d'intérêt de l'acquéreur dans la juste valeur nette des actifs et passifs identifiés à la date d'acquisition est comptabilisée en écart d'acquisition. Lorsqu'il en résulte une différence négative (écart d'acquisition négatif), elle est comptabilisée immédiatement en résultat.

Lorsque le Groupe prend le contrôle d'une entreprise en une seule opération, la part des actifs et des passifs revenant aux minoritaires est également comptabilisée à sa juste valeur.

Lorsque le Groupe prend le contrôle d'une entreprise par étapes, les ajustements de juste valeur des actifs et passifs identifiés à la date de prise de contrôle se rapportant aux parts d'intérêts détenues antérieurement sont comptabilisés en capitaux propres.

4.3.2 Regroupements d'entreprises effectués depuis le 1^{er} janvier 2010

À la date d'acquisition, l'écart d'acquisition correspond à la différence entre :

- la juste valeur de la contrepartie transférée en échange du contrôle de l'entreprise, intégrant les compléments de prix éventuels, augmentée du montant des intérêts minoritaires dans l'entreprise acquise et, dans un regroupement d'entreprises réalisé par étapes, de la juste valeur à la date d'acquisition de la participation précédemment détenue par l'acquéreur dans l'entreprise acquise, ainsi réévaluée par le compte de résultat ; et
- la juste valeur des actifs identifiables acquis et passifs repris à la date d'acquisition.

Les compléments de prix éventuels du regroupement d'entreprises sont ainsi valorisés à leur juste valeur à la date d'acquisition. Après la date d'acquisition, ils sont évalués à leur juste valeur à chaque date de clôture. Au-delà d'une période d'un an à compter de la date d'acquisition, tout changement ultérieur de cette juste valeur sera constaté en résultat si ces compléments de prix sont des passifs financiers.

Lorsque l'écart d'acquisition est négatif, il est comptabilisé immédiatement en résultat.

Les coûts directement attribuables au regroupement d'entreprise sont comptabilisés en charges de la période et présentés sur la ligne charge financière du compte de résultat consolidé.

Lorsque la prise de contrôle est inférieure à 100 %, la norme IFRS 3 révisée offre l'option, disponible pour chaque regroupement d'entreprise, de comptabiliser l'écart d'acquisition soit sur une base de 100 %, soit sur la base d'un pourcentage d'intérêt acquis (sans modification ultérieure en cas de rachat complémentaire de participations ne donnant pas le contrôle). La participation ne donnant pas le contrôle dans l'entreprise acquise (intérêts minoritaires) est ainsi évaluée soit à la juste valeur, soit à la quote-part dans l'actif net identifiable de l'entité acquise.

4.3.3 Acquisitions complémentaires d'intérêts après la prise de contrôle

Pour les acquisitions d'intérêts complémentaires dans une filiale qui ont été réalisées avant le 1er janvier 2010, les normes IFRS n'apportant pas de précision sur le sujet, le Groupe a choisi d'appliquer le traitement suivant :

- lorsque le Groupe acquiert ultérieurement des actifs et des passifs auprès des minoritaires d'une entité contrôlée, aucun ajustement complémentaire lié à la réévaluation à la juste valeur de ceux-ci n'est comptabilisé ;
- l'écart entre le coût d'acquisition et la valeur comptable des actifs et passifs acquis est comptabilisé en écart d'acquisition.

Pour les acquisitions d'intérêts complémentaires dans une filiale qui sont réalisées à partir du 1er janvier 2010 (la norme IAS 27 révisée étant d'application prospective) sans modifier le contrôle exercé sur cette filiale, l'écart entre le prix d'acquisition des titres et la quote-part complémentaire de capitaux propres consolidés acquise est constaté en capitaux propres part du Groupe, sans changer la valeur consolidée des actifs et passifs identifiables de la filiale y compris l'écart d'acquisition. La part de ces acquisitions payée en numéraire, nette des frais d'acquisition associés, est classée en flux de trésorerie liées aux opérations de financement du tableau des flux de trésorerie consolidés.

4.4 Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont évaluées au coût d'acquisition diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur.

Les immobilisations incorporelles comprennent des éléments amortissables, tels que les logiciels, les brevets et les relations clientèle.

Les immobilisations incorporelles sont amorties par annuités constantes sur une durée de 1 à 5 ans.

4.5 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées au coût d'acquisition diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur.

Les coûts d'emprunt liés au financement des investissements importants, encourus pendant la période de construction, sont considérés comme un élément du coût d'acquisition.

Les subventions d'investissement sont enregistrées en déduction de la valeur des immobilisations corporelles.

Les terrains ne sont pas amortis. Les autres immobilisations corporelles sont amorties selon les durées d'amortissement suivantes :

Constructions	15 à 25 ans
Agencements aménagements des constructions	10 ans
Installations techniques, matériels et outillages	3 à 10 ans
Matériel de transport	3 à 8 ans
Matériel bureau et informatique	3 à 8 ans

Compte-tenu de la nature des immobilisations détenues, et à l'exception des constructions immobilières, il n'a pas été identifié de composants significatifs.

4.6 Contrats de location

Conformément à la norme IAS 17 – Contrats de location, les contrats de location sont classés en deux catégories :

- les contrats de location financement,
- les contrats de location simple.

Contrats de location financement

Les contrats de location financement se caractérisent par le transfert de la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété des actifs considérés.

Dans ce cas, lors de la comptabilisation initiale, l'actif loué est comptabilisé à l'actif du bilan pour un montant égal à la juste valeur du bien loué ou, si celle-ci est inférieure, à la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location, avec enregistrement en contrepartie d'une dette financière au passif du bilan. Après comptabilisation initiale, les immobilisations ainsi comptabilisées à l'actif du bilan sont amorties selon les mêmes durées que les autres immobilisations de même catégorie et les paiements au titre de la dette de location financement comptabilisée au passif du bilan sont ventilés entre l'amortissement de la dette et la charge financière.

Contrats de location simple

Tout autre contrat de location est un contrat de location simple et ne fait pas l'objet d'un retraitement. Les paiements au titre des contrats de location simple sont comptabilisés en charges d'exploitation au compte de résultat.

4.7 Pertes de valeur des actifs immobilisés

Pertes de valeur sur actifs corporels et incorporels

Le Groupe procède, conformément à la norme IAS 36 - Dépréciation d'actifs, à l'évaluation de la recouvrabilité de ses actifs long-terme selon le processus suivant :

- pour les actifs corporels et incorporels amortis, le Groupe évalue à chaque clôture s'il existe un indice de perte de valeur sur ces immobilisations. Ces indices sont identifiés par rapport à des critères externes ou internes. Le cas échéant, un test de dépréciation est réalisé en

comparant la valeur nette comptable à la valeur recouvrable qui correspond à la plus élevée des deux valeurs suivantes : prix de vente diminué du coût de cession ou valeur d'utilité,

- pour les écarts d'acquisition, un test de dépréciation est effectué au minimum une fois par an, et lorsqu'un indice de perte de valeur est identifié. Les écarts d'acquisition sont testés au niveau de la zone géographique à laquelle ils se rapportent.

La valeur d'utilité est déterminée à partir de la valeur actualisée des flux de trésorerie estimés provenant de l'utilisation des actifs. Les flux futurs de trésorerie sont issus du plan d'affaires à trois ans établi et validé par la Direction auquel s'ajoute une valeur terminale basée sur des flux de trésorerie normatifs actualisés, après application d'un taux de croissance à l'infini. Le taux d'actualisation utilisé correspond au coût moyen pondéré du capital déterminé par l'entreprise après impôt.

Une perte de valeur comptabilisée au titre d'un écart d'acquisition est irréversible et, en conséquence, ne peut pas être reprise.

Pertes de valeur des participations dans les entreprises associées

Des tests de dépréciation sur les valeurs des participations dans les entreprises associées sont conduits dès lors qu'il existe un indice de perte de valeur. La valeur comptable des participations dans les entreprises associées est alors comparée à la quote-part de la valeur actuelle des flux de trésorerie futurs estimés attendus par l'entreprise associée. Lorsque celle-ci est inférieure à la valeur comptable, la perte de valeur qui en résulte est comptabilisée en diminution de la valeur de la participation dans l'entreprise associée concernée.

Reprise de pertes de valeur sur actifs incorporels autres que les écarts d'acquisition, les actifs corporels et les participations dans les entreprises associées

A chaque date de clôture, le Groupe apprécie si des événements ou des circonstances nouvelles indiquent qu'une perte de valeur comptabilisée au cours de périodes précédentes est susceptible d'être reprise.

Dans ce cas, lorsque la valeur recouvrable déterminée sur la base des nouvelles estimations excède la valeur nette comptable de l'actif considéré, le Groupe effectue une reprise de perte de valeur dans la limite de la valeur comptable qui aurait été déterminée, nette des amortissements, si aucune perte de valeur n'avait été comptabilisée.

4.8 Actifs financiers

Les actifs financiers sont analysés et classés en quatre catégories :

- Actifs financiers évalués à la juste valeur par le résultat comprenant :
 - les actifs financiers détenus à des fins de transaction : un actif financier est classé dans cette catégorie s'il a été acquis principalement dans le but d'être revendu. Le Groupe n'a aucun actif classé dans cette catégorie.
 - et ceux évalués sur option à la juste valeur : le groupe n'a aucun actif classé dans cette catégorie.
 - et les dérivés négociés à des fins économiques de couverture mais non documentés en relation de couverture.
- Actifs financiers détenus jusqu'à leur échéance : ce sont des actifs financiers non dérivés, assortis de paiements déterminés ou déterminables et d'une échéance fixe, que l'entreprise a l'intention et la capacité de conserver jusqu'à l'échéance. Le Groupe n'a aucun actif classé dans cette catégorie.

- Prêts et créances : ce sont des actifs financiers non dérivés à paiement fixe ou déterminable qui ne sont pas cotés sur un marché actif. Ils sont inclus dans les actifs courants, hormis ceux dont l'échéance est supérieure à 12 mois qui sont classés dans les actifs non courants. Ils sont principalement composés de créances clients et de dépôts de garantie liés à l'exploitation du Groupe.
- Actifs financiers disponibles à la vente : ce sont des instruments non dérivés rattachés à cette catégorie ou des actifs rattachés à aucune autre catégorie. Cette catégorie comprend les titres de participation des sociétés non consolidées évalués à la juste valeur par les capitaux propres.

Les actifs sont initialement comptabilisés à leur juste valeur majorée des frais de transaction pour tous les actifs financiers non comptabilisés à leur juste valeur en contrepartie du résultat. Les actifs financiers à la juste valeur en contrepartie du résultat sont initialement comptabilisés à la juste valeur et les coûts de transaction sont comptabilisés en charges dans le compte de résultat. Ils sont ultérieurement réévalués à leur juste valeur à chaque clôture. Les prêts et créances sont comptabilisés ultérieurement à leur coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

L'évaluation initiale des créances s'effectue à la juste valeur, celle-ci correspondant généralement au montant facturé. Lorsqu'elles comportent des conditions avantageuses pour la contrepartie (délai de paiement par exemple) et que l'effet de l'actualisation est significatif, ces créances sont comptabilisées à la valeur des flux futurs de trésorerie actualisés au taux de marché. L'évaluation ultérieure se fait au coût amorti.

Une provision pour dépréciation est comptabilisée en cas de risque de non-recouvrement, elle est appréciée au cas par cas et selon l'antériorité des actifs financiers.

Les actifs financiers sont décomptabilisés lorsque les droits à la perception de flux de trésorerie découlant de ces actifs ont expirés ou ont été cédés et que le Groupe a transféré la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à leur propriété. Pour les créances commerciales, la cession avec recours contre le cédant en cas de défaut de paiement du débiteur (sous forme de dépôt réservé ou de recours direct) ne permet pas la décomptabilisation des créances cédées.

Les gains et pertes résultant des variations de la juste valeur des actifs financiers évalués à leur juste valeur en contrepartie du résultat sont présentés au compte de résultat de la période durant laquelle ils surviennent.

Les justes valeurs des actifs cotés sont basées sur le cours acheteur actuel. En l'absence d'un marché actif pour un actif financier et pour les titres non cotés, le Groupe détermine la juste valeur en recourant à des techniques de valorisation. Parmi celles-ci, le Groupe se réfère à des transactions de gré à gré, à d'autres instruments présentant des caractéristiques similaires ou à l'analyse des flux de trésorerie actualisés et ce, en utilisant autant de données de marché que possible et en s'appuyant aussi peu que possible sur des paramètres internes.

Les niveaux de juste valeur des instruments financiers ont été déterminés comme suit :

- Niveau 1 : prix cotés sur un marché actif. Lorsque des prix cotés sur un marché actif sont disponibles, ils sont retenus prioritairement pour la détermination de la valeur de marché. Au 31/12/2011, les actifs évalués à la juste valeur sont les valeurs mobilières de placement.
- Niveau 2 : modèle interne avec paramètres observables à partir de techniques de valorisation interne. Ces techniques font appel à des méthodes de calcul mathématiques usuelles intégrant des données observables sur les marchés (cours à terme, courbe de taux...). Le calcul de la majorité des instruments financiers dérivés négociés sur des marchés est opéré sur la base de modèles communément utilisés par les intervenants pour évaluer ces instruments financiers. Au 31/12/2011, seuls les instruments de couverture sont classés en niveau 2.

- Niveau 3 : modèle interne avec paramètres non observables. La juste valeur pour les valeurs comptables retenues est une estimation raisonnable de leur valeur de marché. Au 31/12/2011, seuls les actifs financiers non courants décrits en note 5 sont classés en niveau 3.

4.9 Stocks

Les stocks sont évalués selon la méthode du coût moyen pondéré. Si le prix de marché est inférieur au prix de revient, une provision pour dépréciation est constituée.

4.10 Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et équivalents de trésorerie comprend les liquidités, les dépôts bancaires à vue, les valeurs mobilières de placement de nature monétaire très liquides ayant des échéances initiales inférieures ou égales à 3 mois et les découverts bancaires.

Les soldes bancaires positifs sont classés à l'actif du bilan en « Trésorerie et équivalents de trésorerie » et les soldes bancaires négatifs sont classés au passif du bilan en « Découverts bancaires ».

La trésorerie courante présentée dans le tableau des flux de trésorerie consolidé est le montant net entre la trésorerie et équivalents de trésorerie et les découverts bancaires.

4.11 Actions d'autocontrôle

Les actions de la société mère qui sont détenues par la société mère ou l'une de ses filiales intégrées sont comptabilisées en réduction des capitaux propres pour leur coût d'acquisition. Les variations de juste valeur au cours de la période de détention ne sont pas comptabilisées. Les résultats de cession de ces titres sont imputés nets d'effets d'impôt en capitaux propres.

4.12 Passifs financiers

Les dettes financières et les emprunts bancaires sont comptabilisés à la juste valeur, celle-ci correspondant généralement à la valeur nominale, diminuée des coûts de transaction directement imputables. Ils sont ensuite comptabilisés au coût amorti. L'éventuelle différence entre le coût amorti et la valeur de remboursement est reprise en résultat en fonction du taux d'intérêt effectif déterminé sur la durée des emprunts.

Les instruments dérivés passifs sont également évalués à la juste valeur.

Les autres passifs financiers, hors instruments dérivés, sont comptabilisés au coût amorti.

4.13 Instruments dérivés

Le Groupe détient des instruments financiers dérivés pour réduire son exposition aux risques de taux d'intérêt. Ces instruments ont pour finalité de couvrir des risques économiques auxquels le Groupe est exposé. Les instruments financiers sont comptabilisés à la date de transaction, c'est-à-dire de souscription du contrat de couverture. Toutefois, seuls ceux qui satisfont les critères de comptabilité de couverture définis par la norme IAS 39 sur les instruments financiers font l'objet des traitements comptables décrits ci-après. Les variations de juste valeur des instruments financiers non qualifiés de couverture sont immédiatement comptabilisées en autres produits et charges financiers.

Toute opération qualifiée de couverture est documentée par référence à la stratégie de couverture en identifiant le risque couvert, l'élément couvert, l'élément de couverture, la relation de couverture et la méthode d'évaluation de l'efficacité de la relation de couverture. L'évaluation de l'efficacité de couverture est mise à jour à chaque date de clôture. Les dérivés sont évalués à la juste valeur lors de leur comptabilisation initiale. Ultérieurement, la juste valeur est réévaluée à chaque date de clôture par référence aux conditions de marché. Les dérivés comptabilisés à l'actif et au passif sont classés en courant et non courant selon leur maturité et celle des transactions sous-jacentes.

Une couverture de flux de trésorerie permet de couvrir les variations de flux de trésorerie liés à un actif ou passif comptabilisé ou une transaction future hautement probable, quand ces variations sont susceptibles d'affecter le résultat. À chaque date de clôture, la part efficace de la couverture est comptabilisée en capitaux propres et la part inefficace en résultat. Lorsque la transaction est comptabilisée, la part efficace en capitaux propres est reclassée en résultat simultanément à la comptabilisation de l'élément couvert.

4.14 Avantages du personnel

En accord avec les lois et pratiques de chaque pays dans lequel il est implanté, le Groupe participe à des régimes de retraites.

Dans le cadre des régimes à cotisations définies, le Groupe n'a pas d'autres obligations que le paiement des cotisations.

Dans le cadre des régimes à prestations définies, le Groupe provisionne son obligation au titre des prestations de retraite définies pour ses salariés.

Régimes à cotisations définies

Pour les régimes de base et autres régimes à cotisations définies, le groupe comptabilise en charges les cotisations à payer lorsqu'elles sont dues et aucune provision n'est comptabilisée, le Groupe n'étant pas engagé au-delà des cotisations versées.

Régimes à prestations définies

Pour les régimes de retraite à prestations définies et les indemnités de cessation de service, les estimations des obligations du Groupe sont calculées annuellement, conformément à la norme IAS 19 – "Avantages du personnel", en utilisant la méthode des unités de crédit projetées.

Cette méthode prend en compte, sur la base d'hypothèses actuarielles, la probabilité de durée de service future du salarié, le niveau de rémunération futur, l'espérance de vie et la rotation du personnel. L'obligation est actualisée en utilisant un taux d'actualisation approprié pour chaque pays où sont situés les engagements. Elle est comptabilisée au prorata des années de service des salariés. Lorsque les prestations sont préfinancées au travers de fonds externes, les actifs détenus au travers de ces fonds sont évalués à leur juste valeur à la date de clôture de l'exercice.

Au compte de résultat sont reportés le coût des services rendus qui constate l'augmentation des obligations liée à l'acquisition d'une année d'ancienneté supplémentaire, les gains et pertes actuariels et la charge d'intérêt sur l'obligation qui traduit la désactualisation des obligations. Le rendement long terme attendu des investissements des fonds de pensions est porté en déduction de ces charges. L'ensemble de ces effets est comptabilisé dans le résultat opérationnel courant hors l'impact de la désactualisation qui est inclus dans le résultat financier.

Droit Individuel à la Formation

Les dépenses engagées au titre du Droit Individuel à la Formation (DIF) constituent une charge de la période et ne donnent donc lieu à aucun provisionnement, sauf lorsque ces dépenses peuvent être considérées comme rémunérant des services passés et que l'obligation à l'égard du salarié est probable ou certaine.

Une mention en annexe est faite du volume d'heures à la clôture de l'exercice de la part ouverte des droits des salariés.

4.15 Provisions et passifs éventuels

Le Groupe comptabilise une provision lorsqu'il existe une obligation légale ou implicite, résultant d'événements passés et dont l'extinction devrait se traduire par une sortie de ressources représentative d'avantages économiques du Groupe.

Les provisions font l'objet d'une actualisation si l'impact est jugé significatif. L'effet de cette actualisation est constaté en résultat opérationnel le cas échéant.

Les passifs éventuels correspondent à des obligations potentielles résultant d'événements passés dont l'existence ne sera confirmée que par la survenance d'événements futurs incertains qui ne sont pas sous le contrôle de l'entité ou à des obligations actuelles pour lesquelles une sortie de ressources n'est pas probable. En dehors de ceux résultant d'un regroupement d'entreprises, ils ne sont pas comptabilisés mais font l'objet d'une information en annexe.

4.16 Chiffre d'affaires

Les produits des activités ordinaires sont comptabilisés en chiffre d'affaires lorsqu'il est probable que les avantages économiques futurs iront au Groupe et que ces produits peuvent être évalués de façon fiable. Ces produits sont évalués à la juste valeur de la contrepartie à recevoir.

Les revenus des prestations de services sont reconnus dès que la prestation est réalisée.

4.17 Impôts

L'impôt sur le résultat (charge ou produit) comprend la charge (le produit) d'impôt exigible et la charge (le produit) d'impôt différé. L'impôt est comptabilisé en résultat sauf s'il se rattache à des éléments qui sont comptabilisés directement en capitaux propres ; auquel cas il est comptabilisé en capitaux propres.

Impôts exigibles

L'impôt exigible est la somme du montant estimé de l'impôt dû au titre du bénéfice imposable d'une période, et de tout ajustement du montant de l'impôt exigible au titre des périodes précédentes.

Impôts différés

L'impôt différé est déterminé et comptabilisé selon l'approche bilancielle de la méthode du report variable pour toutes les différences temporelles entre la valeur comptable des actifs et passifs et leur base fiscale.

Les éléments suivants ne donnent pas lieu à la constatation d'impôt différé : (i) les différences temporelles taxables (IDP) liées à la comptabilisation initiale des écarts d'acquisition, (ii) la comptabilisation initiale d'un actif ou d'un passif dans une transaction qui n'est pas un regroupement d'entreprises et qui n'affecte ni le bénéfice comptable, ni le bénéfice imposable et (iii) les différences

temporelles liées à des participations dans des filiales dans la mesure où il n'est pas probable qu'elles ne se renverseront pas dans un avenir prévisible.

Les actifs et passifs d'impôts différés sont évalués aux taux d'impôts dont l'application est attendue sur la période au cours de laquelle l'actif sera réalisé et le passif réglé, sur la base des réglementations fiscales qui ont été adoptées ou quasi adoptées à la date de clôture. Les actifs et passifs d'impôt différé sont compensés s'il existe un droit juridiquement exécutoire de compenser les actifs et passifs d'impôt exigible, et s'ils concernent des impôts sur le résultat prélevés par la même autorité fiscale sur la même entité imposable.

Un actif d'impôt différé n'est comptabilisé que dans la mesure où il est probable que le Groupe disposera de bénéfiques futurs imposables sur lesquels la différence temporelle correspondante pourra être imputée. Les actifs d'impôts différés sont examinés à chaque date de clôture et sont réduits dans la proportion où il n'est plus désormais probable qu'un bénéfice imposable suffisant sera disponible. Pour apprécier la capacité du groupe à récupérer ces actifs, il est notamment tenu compte des éléments suivants :

- Prévisions de résultats fiscaux futurs ;
- Part des charges exceptionnelles ne devant pas se renouveler à l'avenir incluse dans les pertes passées ;
- Historique des résultats fiscaux des années précédentes.

S'agissant des participations dans les filiales, coentreprises et entreprises associées, un passif d'impôt différé est comptabilisé pour toute différence temporaire imposable entre la valeur comptable des titres et leur base fiscale sauf si :

- le Groupe contrôle la date à laquelle cette différence (par exemple : distribution de dividendes) se renversera ; et
- il est probable que cette différence ne se renversera pas dans un avenir prévisible.

4.18 Résultats nets par action

Le résultat net par action de base est calculé en divisant le résultat net part du Groupe par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation, au cours de l'exercice.

Le résultat net par action dilué est calculé en divisant le résultat net part du Groupe retraité par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation, majoré de toutes les actions ordinaires potentielles dilutives excluant les éventuelles actions auto détenues.

5 INFORMATION SECTORIELLE

Conformément à IFRS 8 – "Secteurs opérationnels", l'information présentée ci-après pour chaque secteur opérationnel est identique à celle présentée au Principal Décideur Opérationnel aux fins de prise de décision concernant l'affectation de ressources au secteur et d'évaluation de sa performance.

Un secteur opérationnel est une composante distincte du Groupe :

- qui se livre à des activités à partir desquelles elle est susceptible d'acquérir des produits des activités ordinaires et d'encourir des charges ;
- dont les résultats opérationnels sont régulièrement examinés par le Principal Décideur Opérationnel du Groupe en vue de prendre des décisions en matière de ressources à affecter au secteur et à évaluer sa performance, et
- pour laquelle des informations financières isolées sont disponibles.

Le Principal Décideur Opérationnel du Groupe a été identifié comme étant le Président Directeur Général et le Directeur Général Délégué qui prennent collégialement les décisions stratégiques.

Les secteurs opérationnels, déterminés en conformité avec la norme IFRS 8, sont les secteurs France et International.

Le secteur France est composé des filiales ayant leur siège social en France métropolitaine.

Le secteur International est composé des filiales qui ont leur siège social dans les pays suivants : Argentine, Brésil, Chine, Espagne, Ile de la Réunion, Indonésie, Maroc, Russie, Pologne et Taiwan.

Les actifs immobilisés sont les actifs opérationnels utilisés par un secteur dans le cadre de ses activités opérationnelles. Ils comprennent les écarts d'acquisition affectables, les immobilisations incorporelles et corporelles. Ils n'incluent pas les actifs courants utilisés dans les activités opérationnelles, les impôts différés actifs ou passifs et les actifs financiers non courants.

L'information sectorielle présentée aux principaux décideurs et relative aux opérations se poursuivant est présentée ci-après :

	31/12/2011			31/12/2010			31/12/2009		
	France	Inter national	Total	France	Inter national	Total	France	Inter national	Total
Chiffre d'affaires	301 327	164 136	465 463	255 752	133 039	388 791	216 815	96 342	313 157
Chiffre d'affaires inter-secteurs	(2 666)	(769)	(3 435)	(2 355)	(196)	(2 551)	(3 083)	(264)	(3 347)
Chiffre d'affaires net	298 661	163 367	462 028	253 397	132 843	386 240	213 732	96 078	309 810
Résultat opérationnel	11 183	3 638	14 821	9 139	3 358	12 497	8 979	190	9 169
Flux de trésorerie généré par l'activité	21 426	8 172	29 598	31 387	446	31 833	17 108	(492)	16 616
Investissements	13 386	4 808	18 194	43 577	2 620	46 197	11 161	3 134	14 295
Actifs immobilisés	104 002	19 140	123 142	103 903	17 307	121 210	70 271	16 677	86 948
Effectifs (en milliers)	3 223	6 080	9 303	2 563	4 299	6 862	2 115	3 706	5 821

6 NOTES RELATIVES AUX POSTES DU BILAN, DU COMPTE DE RESULTAT, DU TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE ET DE LEURS VARIATIONS

6.1 Notes sur le bilan

Note 1 : Ecart d'acquisition et immobilisations incorporelles

	Ecart d'acquisition	Logiciels	Relations clientèle et autres	TOTAL
Valeur brute :				
Au 1er janvier 2009	32 997	3 626	-	36 623
Acquisitions	-	1 355	-	1 355
Cessions	-	(58)	-	(58)
Variation de périmètre	26 372	-	-	26 372
Ecart de change	-	106	-	106
Reclassement	-	-	-	-
Au 31 décembre 2009	59 369	5 029	-	64 398
Acquisitions	-	841	-	841

Cessions	-	(32)	-	(32)
Variation de périmètre	-	-	-	-
Ecart de change	-	115	-	115
Reclassement	-	-	-	-
Au 31 décembre 2010	59 369	5 953	-	65 322
Acquisitions	1 221	1 504	497	3 222
Cessions	-	(44)	-	(44)
Variation de périmètre	-	-	-	-
Ecart de change	-	(83)	-	(83)
Reclassement	-	-	-	-
Au 31 décembre 2011	60 590	7 330	497	68 417
Amortissements cumulés et pertes de valeurs :				
Au 1er janvier 2009	-	1 853	-	1 853
Charge d'amortissement de l'exercice	-	1 060	-	1 060
Dépréciations	-	-	-	-
Cessions	-	(31)	-	(31)
Variation de périmètre	-	-	-	-
Ecart de change et reclassement	-	54	-	54
Au 31 décembre 2009	-	2 936	-	2 936
Charge d'amortissement de l'exercice	-	1 051	-	1 051
Dépréciations	-	-	-	-
Cessions	-	(13)	-	(13)
Variation de périmètre	-	-	-	-
Ecart de change et reclassement	-	56	-	56
Au 31 décembre 2010	-	4 030	-	4 030
Charge d'amortissement de l'exercice	-	1 013	37	1 050
Dépréciations	-	-	-	-
Cessions	-	(32)	-	(32)
Variation de périmètre	-	-	-	-
Ecart de change et reclassement	-	(42)	-	(42)
Au 31 décembre 2011	-	4 969	37	5 006
Montant net :				
Au 31 décembre 2009	59 369	2 093	0	61 462
Au 31 décembre 2010	59 369	1 923	0	61 292
Au 31 décembre 2011	60 590	2 361	460	63 411

Il n'y a pas de restriction à l'utilisation par le Groupe de ses immobilisations.

Note 2 : Immobilisations corporelles

	Terrains & constructions	Installations, matériels & équipements	Autres immobilisations	Immobilisations en cours	TOTAL
Valeur brute :					
Au 1er janvier 2009	9 101	24 983	11 488	918	46 490
Acquisitions	1 396	6 678	3 687	1 179	12 940
Cessions	(760)	(4 633)	(2 838)	(718)	(8 949)
Variation de périmètre	-	-	-	-	-
Ecart de change	25	457	87	-	569
Reclassement	-	48	98	(146)	-

Au 31 décembre 2009	9 762	27 533	12 522	1 233	51 050
Acquisitions	35 330	6 441	3 279	307	45 357
Cessions	(2 011)	(209)	(1 379)	-	(3 599)
Variation de périmètre	2 247	121	950	-	3 318
Ecart de change	391	423	(376)	2	440
Reclassement	711	368	23	(1 102)	-
Au 31 décembre 2010	46 430	34 677	15 019	440	96 566
Acquisitions	1 228	7 946	6 000	141	15 315
Cessions	(1 158)	(10 820)	(4 729)	-	(16 707)
Variation de périmètre	-	-	-	-	-
Ecart de change	(35)	(246)	(170)	-	(451)
Reclassement	-	343	-	(343)	-
Au 31 décembre 2011	46 465	31 900	16 120	238	94 723
Amortissements cumulés et pertes de valeurs :					
Au 1er janvier 2009	4 463	13 218	5 503	16	23 200
Charge d'amortissement de l'exercice	883	5 537	3 161	(16)	9 565
Dépréciations	-	-	-	-	-
Cessions	(747)	(4 442)	(2 325)	-	(7 514)
Variation de périmètre	-	-	-	-	-
Ecart de change et reclassement	10	278	25	-	313
Au 31 décembre 2009	4 609	14 591	6 364	-	25 564
Charge d'amortissement de l'exercice	2 376	6 688	2 639	-	11 703
Dépréciations	-	-	-	-	-
Cessions	(41)	(17)	(1 229)	-	(1 287)
Variation de périmètre	-	-	-	-	-
Ecart de change et reclassement	241	236	191	-	668
Au 31 décembre 2010	7 185	21 498	7 965	-	36 648
Charge d'amortissement de l'exercice	2 545	5 825	4 675	-	13 045
Dépréciations	-	-	-	-	-
Cessions	(36)	(10 320)	(4 084)	-	(14 440)
Variation de périmètre	-	-	-	-	-
Ecart de change et reclassement	(17)	(178)	(66)	-	(261)
Au 31 décembre 2011	9 677	16 825	8 490	-	34 992
Montant net :					
Au 31 décembre 2009	5 153	12 942	6 158	1 233	25 486
Au 31 décembre 2010	39 245	13 179	7 054	440	59 918
Au 31 décembre 2011	36 788	15 075	7 630	238	59 731

Le montant net des Installations, matériels et équipements comprend les actifs sous contrats de location financement suivants :

31 décembre 2011 : 46.090 K€ (dont constructions immobilières et terrain : 32.608 K€)
31 décembre 2010 : 45.365 K€
31 décembre 2009 : 14.232 K€

Il n'y a pas de restriction à l'utilisation par le Groupe de ses immobilisations.

Note 3 : Ecarts d'acquisition et tests de dépréciation des actifs à long terme

Les principales hypothèses utilisées pour les tests de dépréciation sont les suivantes :

Secteur d'activité	2011			2010			2009		
	Valeur de l'écart d'acquisition associée	Taux d'actualisation	Taux de croissance à l'infini	Valeur de l'écart d'acquisition associée	Taux d'actualisation	Taux de croissance à l'infini	Valeur de l'écart d'acquisition associée	Taux d'actualisation	Taux de croissance à l'infini
France	49 479	11,2%	2%	48 258	10,4%	2%	48 258	10,4%	2%
International	11 111	11,2-19,0%	2%	11 111	10,4-17,5%	2%	11 111	10,4-14,6%	2%

L'ensemble des Unités Génératrices de Trésorerie a fait l'objet de tests de dépréciations. Ces tests ne conduisent pas à constater de perte de valeur sur les Unités Génératrices de Trésorerie.

	France	International	Total
Valeur nette des écarts d'acquisition au 01/01/2009	30 405	2 592	32 997
Variation des écarts			
Dépréciation	17 853	8 519	26 372
Effets de change	-	-	-
Valeur nette des écarts d'acquisition au 31/12/2009	48 258	11 111	59 369
Variation des écarts			
Dépréciation	-	-	-
Effets de change	-	-	-
Valeur nette des écarts d'acquisition au 31/12/2010	48 258	11 111	59 369
Variation des écarts			
Dépréciation	1 221	-	1 221
Effets de change	-	-	-
Valeur nette des écarts d'acquisition au 31/12/2011	49 479	11 111	60 590

Une hausse de 0,5% du taux d'actualisation n'entraînerait pas la comptabilisation de perte de valeur.

Une baisse de 0,5% du taux de croissance à l'infini n'entraînerait pas la comptabilisation de perte de valeur.

Note 4 : Titres des entreprises associées

Les principales informations sur la base des comptes sociaux des sociétés mises en équivalence sont les suivantes :

	Pourcentage d'intérêts (%)	Titres mis en équivalence	Capitaux propres	Chiffre d'affaires	Résultat net
<u>31 décembre 2009</u>					
ID Log	48%	497	343	7 103	278
ID Trans	48%	312	328	3 245	252
Froid Combi	24%	349	1 372	11 140	96
Total		1 158			
<u>31 décembre 2010</u>					
ID Log	48%	399	240	5 959	(196)
ID Trans	48%	285	285	2 510	(54)
Froid Combi	24%	311	1 222	9 847	(60)
SMTM	29%	-	(72)	-	-
AFC	37%	-	(357)	-	-
SIL	36%	-	(3)	-	-
Dislogic	24%	37	74	1 231	-
Total		1 032			
<u>31 décembre 2011</u>					
ID Log	48%	399	240	5 959	(196)
ID Trans	48%	285	285	2 510	(54)
Froid Combi	24%	330	1 222	13 386	162
Dislogic	24%	48	74	2 562	24
Total		1 062			
<u>2011</u>					
			2011	2010	2009
Au 1er janvier			1 032	1 158	433
Quote part dans le résultat des entreprises associées			52	(141)	287
Dividendes reçus			(22)	(22)	(36)
Ecart d'acquisition					474
Acquisition de titres mis en équivalence				37	
Au 31 décembre			1 062	1 032	1 158

Note 5 : Autres actifs financiers

Autres actifs financiers non courants

	31/12/2011	31/12/2010	31/12/2009
Dépôts et cautionnements	2 288	1 669	576
Titres des sociétés non consolidées	51	51	71
Total valeur nette	2 339	1 720	647

Provisions sur les actifs financiers non courants

	2011	2010	2009
Au 1er janvier	(41)	(43)	(41)
Dotations			(2)
Reprises		2	
Au 31 décembre	(41)	(41)	(43)

Autres actifs financiers courants

	31/12/2011	31/12/2010	31/12/2009
Dépôt de garantie	692	481	1 039
Autres créances diverses	1 791	2 036	1 972
TOTAL	2 483	2 517	3 011

Les dépôts de garantie ne font l'objet d'aucune provision au 31 décembre de chaque année.

Note 6 : Stocks

Les stocks s'élevaient à 371 K€ au 31 décembre 2011 contre respectivement 449 K€ et 328 K€ au 31 décembre 2010 et au 31 décembre 2009. Ils sont exclusivement composés de gasoil.

Note 7 : Clients et autres débiteurs courants

	31/12/2011	31/12/2010	31/12/2009
Clients et comptes rattachés	81 871	62 447	50 076
Provisions pour dépréciation	(205)	(97)	(122)
Total des clients - valeur nette	80 666	62 350	49 954
Créances fiscales et sociales	13 186	14 759	12 362
Avances et acomptes versés sur commandes	198	9	12
Charges constatées d'avance	4 404	2 924	1 167
Total des autres créances - valeur nette	17 788	17 692	13 541

Les créances fiscales et sociales correspondent principalement à de la taxe sur la valeur ajoutée ou équivalents pour les filiales étrangères.

Provisions sur les créances clients :

	2011	2010	2009
Au 1er janvier	(97)	(122)	(113)
Dotations	(110)	(42)	(31)
Reprises	2	67	22
Au 31 décembre	(205)	(97)	(122)

Echéancier des créances clients :

	Total	Non échues et non dépréciées	Echues de moins de 90 jours	Echues de plus de 90 jours
31/12/2011	80 871	63 891	15 725	1 255
31/12/2010	62 447	52 146	9 589	712
31/12/2009	50 076	38 821	10 723	532

Le montant des créances échues de moins de 90 jours comprend un montant de créances échues de moins de 30 jours pour 14.485 K€.

Les créances échues ne présentent pas de risque significatif d'irrecouvrabilité.

Note 8 : Trésorerie courante nette

	31/12/2011	31/12/2010	31/12/2009
Trésorerie et équivalents de trésorerie	19 515	15 099	11 212
Découverts bancaires	(1 542)	(1 819)	(1 000)
Trésorerie courante nette	17 973	13 280	10 212

La trésorerie du Groupe qui ressort à 19.515 K€ au 31 décembre 2011 comprend des liquidités, des dépôts bancaires à vue et des valeurs mobilières de placement de nature monétaire (pour un montant de 3.704 K€).

Note 9 : Capital émis et primes

Nature de l'opération	Variations du capital			Capital après opérations	
	Nombre d'actions	Nominal en euros	Primes en euros	Montant en euros	Nombre d'actions
Au 1er janvier 2009				1 295 820	129 582
21/12/2009	Augmentation de capital en numéraire	75 711	10	22 887 435	75 711
Au 31 décembre 2009			22 887 435	2 052 930	205 293
21/06/2010	Division par 10 du nominal				
Au 31 décembre 2010			22 887 435	2 052 930	2 052 930
Au 31 décembre 2011			22 887 435	2 052 930	2 052 930

Le groupe a une seule classe d'actions ordinaires donnant droit aux mêmes dividendes.

Au 31 décembre 2011, 25.920 actions avec bons de souscription d'actions portant chacune six bons de souscription, soit au total 155.520 bons de souscription, donnent droit à souscrire une action de la maison-mère ID Logistics Group SA. L'intégralité des actions à bons de souscription d'action est détenue par un seul actionnaire.

Aucun dividende n'a été versé au cours des trois derniers exercices.

Note 10 : Passifs financiers

Etat des dettes financières au 31 décembre 2011

	A moins d'un an	De un à 5 ans	A plus de 5 ans	
Non courants				
Emprunts bancaires	26	26		
Locations financements	37 783	21 529	16 254	
Autres dettes financières	90	90		
Total non courants	37 899	21 645	16 254	
Courants				
Emprunts bancaires	1 483	1 483		
Locations financements	8 897	8 897		
Affacturage	2 153	2 153		
Autres dettes financières	392	392		
Total courants	12 925	12 925		
Total des dettes financières	50 824	12 925	21 645	16 254
Répartition des dettes financières par taux et par devises				
	Montants	Devise	Taux	
Emprunt	1 409	EUR	Variable	
Emprunt	99	EUR	Fixe	
Affacturage	2 153	EUR	Variable	
Locations financements	1 021	BRL	Fixe	
Locations financements	13	TWD	Fixe	
Locations financements	185	ARS	Fixe	
Locations financements	669	PLN	Fixe	
Locations financements	20	CNY	Fixe	
Locations financements	15 795	EUR	Fixe	
Locations financements	28 978	EUR	Variable	
Autres dettes	149	MAD	Fixe	
Autres dettes	333	EUR	Fixe	
Totaux	50 824			

Etat des dettes financières au 31 décembre 2010

	A moins d'un an	De un à 5 ans	A plus de 5 ans
Non courants			
Emprunts bancaires	1 545	1 545	
Locations financements	39 733	20 402	19 331
Autres dettes financières	210	210	
Total non courants	41 488	22 157	19 331
Courants			
Emprunts bancaires	1 905	1 905	
Locations financements	9 093	9 093	
Affacturage	2 035	2 035	
Autres dettes financières	328	328	
Total courants	13 361	13 361	
Total des dettes financières	54 849	13 361	19 331
Répartition des dettes financières par taux et par devises			
	Montants	Devise	Taux
Emprunt	3 250	EUR	Variable
Emprunt	200	EUR	Fixe
Affacturage	2 035	EUR	Variable
Locations financements	894	BRL	Fixe
Locations financements	64	TWD	Fixe
Locations financements	58	ARS	Fixe
Locations financements	313	PLN	Fixe
Locations financements	15 822	EUR	Fixe
Locations financements	31 675	EUR	Variable
Autres dettes	148	MAD	Fixe
Autres dettes	390	EUR	Fixe
Totaux	54 849		

Etat des dettes financières au 31 décembre 2009

	A moins d'un an	De un à 5 ans	A plus de 5 ans
Non courants			
Emprunts bancaires	307	307	
Locations financements	9 186	8 969	217
Autres dettes financières	330	330	
Total non courants	9 823	9 606	217
Courants			
Emprunts bancaires	5 153	5 153	
Locations financements	6 378	6 378	
Affacturage	12 204	12 204	
Autres dettes financières	144	144	
Total courants	23 879	23 879	
Total des dettes financières	33 702	23 879	217
Répartition des dettes financières par taux et par devises			
	Montants	Devise	Taux
Emprunt	5 060	EUR	Variable
Emprunt	400	EUR	Fixe
Affacturage	12 204	EUR	Variable
Locations financements	703	BRL	Fixe
Locations financements	12 866	EUR	Fixe
Locations financements	1 995	EUR	Variable
Autres dettes	474	EUR	Fixe
Totaux	33 702		

Covenants bancaires

Le groupe a procédé en juillet 2005 à l'émission d'une dette sénior soumise à trois ratios financiers.

Au 31 décembre 2009, au 31 décembre 2010 et au 31 décembre 2011, le groupe ne satisfaisait pas à l'ensemble des ratios.

Pour l'exercice clos au 31 décembre 2010, le groupe a obtenu le waiver du pool bancaire avant la date de clôture. Pour l'exercice clos au 31 décembre 2009, le groupe a obtenu les waivers du pool bancaire postérieurement à la date de clôture. En conséquence, cette dette senior dont le montant restant du au 31 décembre 2009 était de 6.868 K€ a été reclassée en dette courante à cette date de clôture, même si aucun remboursement anticipé n'a été exigé par les banques.

Pour l'exercice clos au 31 décembre 2011, la date d'échéance de la dette étant à moins d'un an, cette dernière est comptabilisée en dette courante.

Note 11 : Provisions

	Risques sociaux et fiscaux	Risques d'exploitation	Avantages au personnel	Autres	Total
Au 1er janvier 2009	2 635	2 743	704	-	6 082
Dotations	859	1 724	219	-	2 802
Reprises utilisées	(434)	(1 194)	(34)	-	(1 662)
Reprises sans objet	(35)	(150)	-	-	(185)
Autres variations	48	2	-	-	50
Au 31 décembre 2009	3 073	3 125	889	-	7 087
Dotations	1 108	1 892	265	-	3 265
Reprises utilisées	(542)	(1 618)	(24)	-	(2 184)
Reprises sans objet	(280)	(240)	-	-	(520)
Autres variations	1 051	15	-	-	1 066
Au 31 décembre 2010	4 410	3 174	1 130	-	8 714
Dotations	1 229	613	251	-	2 093
Reprises utilisées	(349)	(1 807)	(75)	-	(2 231)
Reprises sans objet	(159)	(139)	-	-	(298)
Autres variations	(54)	678	105	-	729
Au 31 décembre 2011	5 077	2 519	1 411	-	9 007
Dont provisions courantes	5 077	2 519			7 596
Dont provisions non courantes			1 411		1 411

Note 12 : Impôts différés

	31/12/2011	31/12/2010	31/12/2009
Impôts différés actifs	7 003	7 408	7 357
Impôts différés passifs	(245)	(356)	(477)
Impôts différés nets	6 758	7 052	6 880

Les impôts différés au bilan s'analysent comme suit :

	31/12/2011			31/12/2010			31/12/2009		
	Impôts différés actifs	Impôts différés passifs	Total	Impôts différés actifs	Impôts différés passifs	Total	Impôts différés actifs	Impôts différés passifs	Total
Immobilisations corporelles et locations financements	139	(675)	(536)	260	(586)	(326)	204	(635)	(431)
Provisions/avantages personnel	3 523	-	3 523	3 416	(246)	3 170	3 002	-	3 002
Déficits reportés en avant	3 620	-	3 620	4 136	-	4 136	4 302	-	4 302
Autres éléments	437	(286)	151	114	(42)	72	67	(60)	7
Effets de la compensation	(716)	716	-	(518)	518	-	(218)	218	-
Total	7 003	(245)	6 758	7 408	(356)	7 052	7 357	(477)	6 880

La variation des impôts différés est la suivante :

	Immobilisations corporelles et locations financement	Provisions et avantages au personnel	Déficits reportés en avant	Autres éléments	Total
Impôts différés au 1er janvier 2009	(246)	2 051	6 387	59	8 251
Eléments comptabilisés en résultat	(185)	951	(2 085)	134	(1 185)
Eléments comptabilisés en capitaux propres	-	-	-	(186)	(186)
Impôts différés au 31 décembre 2009	(431)	3 002	4 302	7	6 880
Eléments comptabilisés en résultat	103	(84)	(157)	124	(14)
Eléments comptabilisés en capitaux propres	-	-	-	(59)	(59)
Effet des variations de change	-	1	(9)	-	(8)
Effet des variations de périmètre	2	251	-	-	253
Impôts différés au 31 décembre 2010	(326)	3 170	4 136	72	7 052
Eléments comptabilisés en résultat	(210)	109	(412)	(20)	(533)
Eléments comptabilisés en capitaux propres	-	-	-	106	106
Effet des variations de change	-	(22)	(104)	(7)	(133)
Effet des variations de périmètre	-	266	-	-	266
Impôts différés au 31 décembre 2011	(536)	3 523	3 620	151	6 758

Les impôts différés actifs liés aux déficits reportables ont été calculés à partir des bénéfices futurs imposables déterminés sur un horizon raisonnable.

Les montants de déficits reportables du groupe pour lesquels aucun impôt différé n'a été reconnu à chaque clôture sont les suivants :

Date de clôture	Déficits	Impôts différés non activés
31 décembre 2011	12 309	3 673
31 décembre 2010	13 804	4 601
31 décembre 2009	15 688	5 229

Les différences temporelles en relation avec les entreprises associées et les entités contrôlées conjointement ne sont pas significatives.

Note 13 : Fournisseurs et autres dettes

	31/12/2011	31/12/2010	31/12/2009
Fournisseurs et comptes rattachés	63 445	49 496	42 754
Dettes fiscales et sociales	72 738	62 417	44 423
Avances et acomptes reçus	1 290	1 102	755
Autres dettes courantes	1 937	2 884	3 838
Produits constatés d'avance	5 405	6 068	3 895
Total des autres dettes	81 370	72 471	52 911

Les dettes fournisseurs et autres crédateurs ont tous une date d'échéance à moins d'un an.

Note 14 : Dérivés et gestion des risques

Les principaux passifs financiers du Groupe sont constitués d'emprunts et de découverts bancaires, de dettes de locations financement et de locations avec options d'achat, de dettes d'affacturage, de dettes fournisseurs.

Par ailleurs, le Groupe détient des actifs financiers tels que des créances clients, des dépôts de garanties ou cautionnements, et de la trésorerie disponible. Ces actifs financiers sont générés par les activités du Groupe.

Le tableau ci-après détaille la valeur comptable et la juste valeur des instruments financiers comptabilisés dans le bilan consolidé.

31/12/2011	Juste valeur par capitaux propres	Prêts et créances au coût amorti	Passifs financiers au coût amorti	Location Financement	Instruments dérivés non documentés	Valeur au bilan de clôture	Juste valeur
Actifs financiers non courants	51	2 288				2 339	2 339
Clients		80 666				80 851	80 851
Autres créances		17 788				17 603	17 603
Actifs financiers courants		2 483				2 483	2 483
Trésorerie et équivalents de trésorerie		19 515				19 515	19 515
Total actifs financiers	51	122 740	-	-	-	122 791	122 791
Dettes financières			50 824			50 824	50 824
Fournisseurs			63 445			63 445	63 445
Autres dettes			1 937			1 937	1 937
Instruments dérivés passifs					904	904	904
Découverts bancaires			1 542			1 542	1 542
Total passifs financiers	-	-	117 748	-	904	118 652	118 652

31/12/2010	Juste valeur par capitaux propres	Prêts et créances au coût amorti	Passifs financiers au coût amorti	Location Financement	Instruments dérivés non documentés	Valeur au bilan de clôture	Juste valeur
Actifs financiers non courants	51	1 669				1 720	1 720
Clients		62 350				62 350	62 350
Autres créances		17 692				17 692	17 692
Actifs financiers courants		2 517				2 517	2 517
Trésorerie et équivalents de trésorerie		15 099				15 099	15 099
Total actifs financiers	51	99 327	-	-	-	99 378	99 378
Dettes financières			6 023	48 826		54 849	54 849
Fournisseurs			49 496			49 496	49 496
Autres dettes			2 884			2 884	2 884
Instruments dérivés passifs					748	748	748
Découverts bancaires			1 819			1 819	1 819
Total passifs financiers	-	-	60 222	48 826	748	109 796	109 796

31/12/2009	Juste valeur par capitaux propres	Prêts et créances au coût amorti	Passifs financiers au coût amorti	Location Financement	Instruments dérivés non documentés	Valeur au bilan de clôture	Juste valeur
Actifs financiers non courants	71	576				647	647
Clients		49 954				49 954	49 954
Actifs financiers courants		3 011				3 011	3 011
Trésorerie et équivalents de trésorerie		11 212				11 212	11 212
Total actifs financiers	71	64 753	-	-	-	64 824	64 824
Dettes financières			18 138	15 564		33 702	33 702
Fournisseurs			42 754			42 754	42 754
Autres dettes			3 838			3 838	3 838
Instruments dérivés passifs					589	589	589
Découverts bancaires			1 000			1 000	1 000
Total passifs financiers	-	-	65 730	15 564	589	81 883	81 883

La juste valeur des actifs et des dettes courantes avoisine la valeur comptable du fait de l'impact négligeable de l'actualisation et du risque crédit.

Le Groupe estime que la valeur inscrite au bilan des actifs financiers non courants correspond à une approximation raisonnable de leur juste valeur. Le Groupe estime que la valeur inscrite au bilan des passifs financiers non courants et hors emprunts bancaires correspond à une approximation raisonnable de leur juste valeur.

Les emprunts bancaires sont principalement composés d'emprunts à taux variables et de dettes de location financement. Pour les emprunts à taux variable, la juste valeur est approximativement égale à la valeur nette comptable. La valeur comptable des dettes non courantes correspond à la valeur actualisée des paiements minimaux. Le Groupe estime que cette valeur correspond à une approximation raisonnable de leur juste valeur.

Gestion des risques financiers

Les principaux risques attachés aux instruments financiers du Groupe sont le risque de taux d'intérêt, le risque de taux de change et le risque de liquidité.

Risque de taux d'intérêt

Les contrats d'emprunts sont validés par la Direction Financière Groupe et sont, pour l'essentiel, contractés sur des entités juridiques en France.

Au 31 décembre 2011, avant prise en compte des contrats de couverture de taux d'intérêt, 64% des dettes financières sont contractées sur la base de taux variables, contre 36% sur la base de taux fixes. Une augmentation des taux moyens d'intérêt de 1% aurait pour conséquence une charge d'intérêt complémentaire à comptabiliser en résultat financier de 325 K€.

L'échéancier des dettes financières est détaillé en note 10. Les dettes fournisseurs et les autres dettes sont des dettes d'exploitation courante, principalement dues à moins d'un an.

Risque de change

Le Groupe réévalue régulièrement son exposition au risque de change. Au 31 décembre 2011, les montants libellés en devise autres que l'Euro ne faisaient pas l'objet de couverture particulière. Le montant total des actifs et passifs hors capitaux propres libellés en devises autres que la monnaie du Groupe est comme suit au 31 décembre 2011 :

Contrepartie devise	TWD	CNY	BRL	PLN	ARS	Autres	Totaux
Actifs hors écarts d'acquisition	6 417	3 761	20 027	4 488	5 779	4 502	44 974
Passifs hors capitaux propres	(4 278)	(2 609)	(12 722)	(3 368)	(3 862)	(1 283)	(28 122)
Position nette avant gestion	2 139	1 152	7 305	1 120	1 917	3 219	16 852
Gestion	-	-	-	-	-	-	-
Position nette après gestion	2 139	1 152	7 305	1 120	1 917	3 219	16 852

Risque de liquidité

Le financement du Groupe repose principalement sur la trésorerie disponible, des contrats d'affacturage, des découverts bancaires, des contrats de location financement et un emprunt auprès d'un pool bancaire.

Sur la base des taux de change et des taux d'intérêt applicables au 31 décembre 2011, ainsi que des échéanciers de paiement contractuels, le montant des flux de trésorerie liés aux passifs financiers est comme suit :

31/12/2011	Valeur comptable	Moins d'1 an			Entre 1 et 5 ans			Plus de 5 ans		
		Charges intérêts taux fixes	Charges intérêts taux variable	Remboursement	Charges intérêts taux fixes	Charges intérêts taux variable	Remboursement	Charges intérêts taux fixes	Charges intérêts taux variable	Remboursement
Découverts bancaires	1 542	-	-	1 542	-	-	-	-	-	-
Location financement	46 680	227	1 479	8 897	820	703	529	17	1 247	16 254
Emprunts	1 509	5	20	1 483	-	-	26	-	-	-
Affacturage	2 153	-	4	2 153	-	-	-	-	-	-
Autres passifs	482	7	-	392	2	-	90	-	-	-

L'échéancier des dettes financières à moins d'un an est comme suit :

	Moins d'1 mois	de 1 à 3 mois	Plus de 3 mois	Total
Découverts bancaires	1 542	-	-	1 542
Location financement	1 385	905	6 607	8 897
Emprunts	945	484	54	1 483
Affacturage	2 153	-	-	2 153
Autres passifs	272	30	90	392

	31/12/2011	Tirées	Non tirées
Lignes de crédit disponibles			
Dettes location financement	19 849	10 135	9 714
Dettes financières	10 180	1 531	8 649

Le Groupe procède régulièrement à une revue de son risque de liquidité. Au 31 décembre 2011, il estime avoir la capacité à honorer ses échéances.

Note 15 : Instruments financiers

Comme indiqué en Note 10, une partie de la dette financière du Groupe est contractée à taux variable basé sur l'Euribor 3 mois ou l'Euribor 1 mois. Afin de limiter son exposition aux risques de hausse des taux, le Groupe a mis en place des instruments de couverture de taux d'intérêt.

Ces instruments sont constitués :

- de contrats de swaps de taux (échange d'un taux variable Euribor 3 mois contre un taux fixe) portant sur un montant nominal total de 5.514 K€ au 31 décembre 2010 et 6.167 K€ au 31 décembre 2009. Ces contrats sont arrivés à échéance au 30 juin 2011.

- de contrats de cap de taux (plafonnement d'un taux variable Euribor 3 mois contre un taux fixe de 2,50%) conclus en 2009 et portant sur un montant nominal total de 27.666 K€ au 31 décembre 2011 (29.892 K€ au 31 décembre 2010 et 20.000 K€ au 31 décembre 2009).

Les charges financières incluent les variations de la juste valeur des dérivés non documentés en relation de couverture. L'impact de ces gains et pertes est décrit dans le tableau ci-dessous :

	Nominal	Juste valeur au bilan		Imputation en	
		Actif	Passif	Résultat	Capitaux propres
Swap de taux	6 167	-	310	(283)	-
Cap de taux d'intérêt	20 000	-	279	(279)	-
31 décembre 2009		-	589	(562)	-
Swap de taux	5 514	-	125	185	-
Cap de taux d'intérêt	29 892	-	623	(344)	-
31 décembre 2010		-	748	(159)	-
Swap de taux	-	-	-	(4)	-
Cap de taux d'intérêt	27 666	-	904	(281)	-
31 décembre 2011		-	904	(285)	-

L'échéancier de l'instrument financier est comme suit :

	Moins d'1 mois	de 1 à 3 mois	Plus de 3 mois	Plus d'un an	Total
Cap	-	-	-	904	904

Note 16 : Avantages au personnel

Les principales hypothèses utilisées pour les évaluations actuarielles des plans sont les suivantes :

France	31/12/2011	31/12/2010	31/12/2009
Taux d'actualisation	3,95%	4,43%	4,64%
Augmentation annuelle des salaires	2,00%	2,00%	2,00%
Taux de charges sociales	45%	45%	45%
Turnover	10%	11%	12%
Age de départ à la retraite	67	67	65
Table de survie	TH 00 02	TH 00 02	TH 00 02
Table des droits	CC Transport	CC Transport	CC Transport

Les montants comptabilisés au titre des indemnités de fin de carrière sont les suivants :

	31/12/2011	31/12/2010	31/12/2009
Valeur actuelle des obligations	1 411	1 130	889
Coûts des services passés non comptabilisés	-	-	-
Juste valeur des actifs des plans de retraite	-	-	-
Dette nette comptabilisée au bilan	1 411	1 130	889

La sensibilité de la valeur actuelle des obligations au taux d'actualisation est la suivante :

	taux annuel d'actualisation		
	2,95%	3,95%	4,95%
	(-100 points de base)	(jeu de base)	(+100 points de base)
Valeur actualisée de l'obligation	1 618	1 411	1 241

Les montants comptabilisés au titre des engagements de retraite au compte de résultat sont les suivants :

	31/12/2011	31/12/2010	31/12/2009
Coût des services rendus au cours de l'exercice net des prestations payées dans l'exercice	169	123	91
Intérêts sur l'obligation	48	39	34
Gains/Pertes actuarielles constatées sur l'exercice	(41)	79	60
Charge nette comptabilisée en résultat	176	241	185
<i>dont en résultat opérationnel</i>	128	202	151
<i>dont en autres produits et charges financières</i>	48	39	34

La charge pour l'exercice est incluse sur la ligne charges de personnel du compte de résultat.

Les changements dans la valeur actuelle des obligations de retraite peuvent se présenter comme suit :

	31/12/2011	31/12/2010	31/12/2009
Obligations à l'ouverture de l'exercice	1 130	889	704
Variation de périmètre	105		
Coût des services	244	147	125
Intérêt	48	39	34
Gains/Pertes actuarielles	41)	79	60
Prestations payées	75)	(24)	(34)
Obligations à la clôture de l'exercice	1 411	1 130	889

L'historique des plans pour l'exercice actuel et l'exercice antérieur peut se présenter comme suit :

	31/12/2011	30/12/2010	31/12/2009	31/12/2008
Valeur actuelle des obligations	1 411	1 130	889	704
Juste valeur des actifs des plans de retraite		-	-	-
Engagement net	1 411	1 130	889	704

6.2 Notes sur le compte de résultat

Note 17 : Résultat financier

	31/12/2011	31/12/2010	31/12/2009
Intérêts et produits financiers assimilés	1 154	653	224
Total des produits financiers	1 154	653	224
Intérêts et charges assimilées	(4 135)	(4 157)	(2 991)
Comptabilisation à la juste valeur des instruments financiers	(156)	(157)	(562)
Actualisation des engagements de retraite	(48)	(39)	(34)
Autres charges financières	(453)	(436)	(130)
Total des charges financières	(4 792)	(4 789)	(3 717)
Total	(3 638)	(4 136)	(3 493)

Les intérêts et charges assimilés se rapportent essentiellement aux emprunts bancaires, dettes de location financement et découverts bancaires.

Le coût de l'endettement net s'élève à 2.981 K€ en 2011 contre 3.504 K€ en 2010 et 2.767 K€ en 2009.

Note 18 : Impôts sur les sociétés

	31/12/2011	31/12/2010	31/12/2009
Charge nette d'impôt courant	1 632	1 220	481
Charge nette d'impôt différé	267	14	1 185
Cotisation sur la valeur ajoutée	2 498	1 991	-
Total Impôt	4 397	3 225	1 666

Le rapprochement entre l'impôt sur le résultat théorique et l'impôt sur le résultat comptabilisé s'établit comme suit :

	31/12/2011	31/12/2010	31/12/2009
Résultat net de l'ensemble consolidé	6 839	4 995	4 297
Impôt hors cotisation sur la valeur ajoutée	1 899	1 234	1 666
Résultat des sociétés mises en équivalence	(53)	141	(287)
Résultat avant impôt	8 685	6 370	5 676
Taux d'impôt théorique	36,10%	34,43%	34,43%
Impôt théorique	3 135	2 193	1 954
Effet des différences permanentes	(532)	183	(952)
Effet des déficits de l'exercice non activés	922	148	990
Effet de l'utilisation et activation de déficits non activés précédemment	(1 119)	(1 316)	(294)
Effet des autres taxes	81	148	83
Effet des différences de taux	(588)	(122)	(115)

Impôt hors CVAE	1 899	1 234	1 666
Taux effectif d'impôt hors CVAE	21,87%	19,37%	29,35%
CVAE	2 498	1 991	-
Impôt compris CVAE	4 397	3 225	1 666
Taux effectif d'impôt	39,32%	38,57%	29,35%

Note 19 : Résultats nets par action

Le nombre moyen d'actions a évolué comme suit :

(en unités)	31/12/2011	31/12/2010	31/12/2009
Nombre moyen d'actions émises	2 052 930	2 052 930	1 316 563
Nombre moyen d'actions propres	(979)	(1 979)	
Nombre moyen d'actions	2 051 951	2 050 951	1 316 563
Bons de souscription d'actions	155 520	155 520	-
Nombre total moyen d'actions diluées	2 207 471	2 206 471	1 316 563

L'Assemblée Générale Mixte du 21 juin 2010 a décidé de diviser par 10 le nominal des actions sans changer le capital social. Afin d'assurer la comparabilité entre les exercices présentés, le nombre d'actions utilisé pour le calcul du résultat par action a été ajusté de cette décision de manière rétrospective pour l'exercice 2009.

6.3 Autres informations

Note 20 : Variation du besoin en fonds de roulement

	31/12/2011	31/12/2010	31/12/2009
Stocks	78	(121)	(121)
Créances clients	(18 424)	(11 598)	(2 170)
Dettes fournisseurs	14 319	6 225	1 380
Besoin en fonds de roulement d'exploitation	(4 027)	(5 494)	(911)
Autres créances	344	(3 171)	(554)
Autres dettes	7 736	18 117	(2 128)
Besoin en fonds de roulement hors exploitation	8 080	14 946	(2 682)
Variation du besoin en fonds de roulement	4 053	9 452	(3 593)

Note 21 : Effectifs

Les effectifs en CDI ou équivalent au 31 décembre sont :

(en unités)	31/12/2011	31/12/2010	31/12/2009
Cadres	327	252	230
Non cadres	8 976	6 610	5 591
Total	9 303	6 862	5 821

Note 22 : Transactions avec des sociétés apparentées (parties liées)

Les transactions intervenues à des conditions normales de marché entre le Groupe et les sociétés apparentées sont les suivantes :

Société	Nature du lien	Nature de la transaction	Produit ou (charge)			Solde bilan débit ou (crédit)		
			2011	2010	2009	2011	2010	2009
Comète	Dirigeant commun	Prestations de services	(515)	(515)	(515)	(229)	(237)	(237)
Immod	Actionnaire commun	Intérêts de financement	(14)	(7)	118	-	(837)	(689)
		Prestations de services	-	(14)	545			
Les Parcs du Lubéron Holding	Dirigeant commun	Prestations de services	-	-	4	-	-	11
Les Parcs du Lubéron Gestion	Dirigeant commun	Prestations de services	2	62	128		(4)	72
Les Parcs du Lubéron 1	Dirigeant commun	Prestations de services	114			1		
Financière ID	Actionnaire commun	Prestations de services	209			250	-	-

Les transactions avec les entreprises consolidées selon la méthode de mise en équivalence sont des prestations de services administratifs courants, conclues à des conditions normales de marché pour des montants totaux non significatifs au regard de l'activité du Groupe.

Note 23 : Rémunération des dirigeants

Le président du Conseil d'administration ne perçoit aucune rémunération de la part du Groupe. Il est rémunéré par la société Comète, dont il est actionnaire à 95,97% (le solde étant détenu par sa femme et ses enfants) et qui a conclu des conventions de services avec différentes filiales du Groupe. Les services visés dans ces conventions comprennent notamment des prestations de management et de direction en matière de stratégie et de développement commercial.

Les montants relatifs aux prestations mentionnées ci-dessus sont indiqués en note 22.

Rémunérations brutes allouées aux autres membres du Conseil d'Administration

	31/12/2011	31/12/2010	31/12/2009
Nature de la charge			
Rémunération brute totale	509	249	-
Avantages postérieurs à l'emploi	-	-	-
Autres avantages à long terme	-	-	-
Indemnités de fin de contrat	-	-	-

Note 24 : Engagements et éventualités

Les engagements contractés par le groupe à la date de clôture sont les suivants :

	31/12/2011	31/12/2010	31/12/2009
Engagements donnés			
Locations immobilières	37 979	32 493	40 296
Locations mobilières	19 808	13 954	19 444
Garanties maison mère	8 139	4 982	3 941
Dettes financières soumises à covenants	1 409	3 252	5 060
DIF en nombre d'heures	227 200	190 500	155 000
Engagements reçus			
Cautions bancaires	10 355	7 890	6 946

La ventilation des engagements donnés en matière de locations mobilières et immobilières est la suivante :

En milliers d'euros	A moins d'un an	De un à 5 ans	A plus de 5 ans	Total
Au 31 décembre 2011				
Locations immobilières	21 283	16 003	693	37 979
Location mobilières	8 189	11 136	483	19 808
Au 31 décembre 2010				
Locations immobilières	14 352	18 141	0	32 493
Location mobilières	5 018	8 223	713	13 954
Au 31 décembre 2009				
Locations immobilières	15 463	23 879	954	40 296
Location mobilières	6 556	12 142	746	19 444

Note 25 : Evènements postérieurs à la clôture

- Le Groupe a décidé d'arrêter en 2012 les services déficitaires de messagerie et de groupage sous température dirigée (fruits et légumes) qu'il réalise en France, principalement dans sa région historique du Sud-Est. Ces services représentent environ 4% du chiffre d'affaires et 2% des effectifs du groupe à fin 2011.

Dans ce contexte, des propositions de reclassement au sein de ses autres activités et services du Groupe ont été faites en février 2012 aux personnes concernées. Le coût de cette décision ne pourra être déterminé qu'une fois connu le nombre de personnes acceptant les mesures de reclassement.

- Par ailleurs, l'Assemblée Générale Mixte du 7 mars 2012 a décidé de diviser par 2 le nominal des actions de la société sans changer le montant du capital social.

Note 26 : Listes des filiales, co-entreprises et entreprises associées consolidées

	Pays	Pourcentage d'intérêt			Pourcentage de contrôle			Méthode de consolidation		
		2011	2010	2009	2011	2010	2009	2011	2010	2009
ID Logistics Group SA	France							Société mère	Société mère	Société mère
Ficopar	France	95%	95%	95%	95%	95%	95%	IG	IG	IG
ID Logistics	France	95%	95%	95%	100%	100%	100%	IG	IG	IG
ID Logistics France	France	95%	95%	95%	100%	100%	100%	IG	IG	IG
ID Logistics France 2	France	95%	95%	95%	100%	100%	100%	IG	IG	IG
ID Logistics France 3	France	95%	95%	95%	100%	100%	100%	IG	IG	IG
ID Logistics Training	France	95%	95%	95%	100%	100%	100%	IG	IG	IG
FC Logistique R&D	France	95%	95%	95%	100%	100%	100%	IG	IG	IG
La Flèche	France	95%	95%	95%	100%	100%	100%	IG	IG	IG
La Financière du Lubéron	France	95%	95%	95%	100%	100%	100%	IG	IG	IG
ID Projets	France	95%	95%	95%	100%	99%	99%	IG	IG	IG
Immod 1	France	95%	95%	95%	100%	100%	100%	IG	IG	IG
ID Logistics Entrepot	France	95%	95%	95%	100%	100%	100%	IG	IG	IG
Froid Combi	France	24%	24%	24%	25%	25%	25%	ME	ME	ME
Interflèche	France	95%	95%	95%	100%	100%	100%	IG	IG	IG
CGLS	France	95%	95%		100%	100%		IG	IG	
SCI Les Citronniers	France	95%	95%		100%	100%		IG	IG	
SCI Les Cocotiers	France	95%	95%		100%	100%		IG	IG	
Cofradis	France	95%	95%		100%	100%		IG	IG	
Transdispatch	France	95%	95%		100%	100%		IG	IG	
ID Logistics Champagne	France	95%	95%		100%	100%		IG	IG	
SMTM	France	78%	29%		82%	30%		IG	ME	
SIL	France	69%	36%		73%	38%		IG	ME	
AFC	France	84%	37%		88%	39%		IG	ME	
ID Logistics Taiwan	Taiwan	57%	57%	57%	60%	60%	60%	IG	IG	IG
ID Logistica Do Brasil	Brésil	95%	95%	95%	100%	100%	100%	IG	IG	IG
ID Armazens Gerais	Brésil	95%			100%			IG		
ID Log	DOM	48%	48%	48%	50%	50%	50%	ME	ME	ME
ID Trans	DOM	48%	48%	48%	50%	50%	50%	ME	ME	ME
ID Logistics Océan Indien	DOM	48%	48%	48%	51%	51%	51%	IG	IG	IG
Dislog	DOM	48%	24%		50%	50%		ME	ME	ME
ID Logistics Mayotte	DOM	95%	95%		100%	100%		IG	IG	
ID Logistics Maurice	Maurice	95%	95%	95%	100%	100%	100%	IG	IG	

Group Logistics - IDL Espana	Espagne	95%	95%	95%	100%	100%	100%	IG	IG	IG
ID Logistics Maroc	Maroc	57%	57%	57%	60%	60%	60%	IG	IG	IG
ID Log. China Holding Hong Kong	Chine	95%	95%	95%	100%	100%	100%	IG	IG	IG
ID Logistics Nanjing	Chine	95%	95%	95%	100%	100%	100%	IG	IG	IG
ID Log. Nanjing Business Consult.	Chine	95%	95%	95%	100%	100%	100%	IG	IG	IG
ID Consulting Shanghai	Chine	95%	95%	95%	100%	100%	100%	IG	IG	IG
Pt. Inti Dinamika Logitama Ind.	Indonésie	95%	95%	95%	100%	100%	100%	IG	IG	IG
Pt. International Dimension Log.	Indonésie	94%	94%		99%	99%		IG	IG	
ID Logistics Polska	Pologne	95%	95%	95%	100%	100%	100%	IG	IG	IG
ID Logistics A	Argentine	86%	86%	86%	90%	90%	90%	IG	IG	IG
ID Supply Chain	Argentine	51%	51%	51%	60%	60%	60%	IG	IG	IG
ID Logistics Vostok	Russie	95%	95%		100%	100%		IG	IG	
ID Logistics Rus	Russie	85%	81%		89%	85%		IG	IG	

* IG : intégration globale, ME : mise en équivalence

20.2 VERIFICATION DES INFORMATIONS FINANCIERES HISTORIQUES ANNUELLES

20.2.1 Rapport des commissaires aux comptes relatif aux comptes consolidés du Groupe au titre des exercices 2010 et 2009

Sans changement

20.2.2 Rapport des commissaires aux comptes relatif aux comptes consolidés du Groupe au titre des exercices 2009 et 2008

Sans changement

20.2.3 Rapport des commissaires aux comptes relatif aux comptes consolidés du Groupe au titre des exercices 2011 et 2010

" En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2011, sur :

- le contrôle des comptes consolidés de la société ID LOGISTICS GROUP, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- la vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. Opinion sur les comptes consolidés

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

II. Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

Votre société procède régulièrement à la revue de ses principaux actifs incorporels et écarts d'acquisition selon les modalités décrites dans les notes 4.3 « Regroupements d'entreprises, acquisition complémentaire d'intérêts et cessions d'intérêts », 4.7 « Pertes de valeur des actifs immobilisés » et 6.1.3 « Ecart d'acquisition et tests de dépréciation des actifs à long terme » de l'annexe aux comptes consolidés afin d'identifier d'éventuelles pertes de valeur. Nos travaux ont notamment consisté à apprécier les données et hypothèses sur lesquelles se fondent ces estimations. Nous avons, sur ces bases, procédé à l'appréciation du caractère raisonnable de ces estimations.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III. Vérification spécifique

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations relatives au groupe données dans le rapport de gestion.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Paris et Neuilly sur Seine, le 7 mars 2012
Les Commissaires aux comptes
Philippe JOUBERT Deloitte & Associés
 Représenté par
 Albert Aidan"

20.3 INFORMATIONS FINANCIERES HISTORIQUES SEMESTRIELLES

Sans changement

20.4 VERIFICATION DES INFORMATIONS FINANCIERES HISTORIQUES SEMESTRIELLES

Sans changement

20.5 DATE DES DERNIERES INFORMATIONS FINANCIERES

Les dernières informations financières datent du 31 décembre 2011 (informations annuelles figurant en section 20.2. « Comptes consolidés du Groupe au titre des exercices 2011 et 2010 » de l'Actualisation du Document de Base).

20.6 POLITIQUE DE DISTRIBUTION DE DIVIDENDES

20.6.1 Dividendes versés au cours des trois derniers exercices

Sans changement

20.6.2 Politique de distribution de dividendes

Sans changement

20.7 PROCEDURES JUDICIAIRES ET D'ARBITRAGE

A la connaissance du Groupe, il n'existe pas, au cours des douze mois précédents la Date de l'Actualisation du Document de Base, de procédure judiciaire ou d'arbitrage qui pourrait avoir, ou a eu récemment, des effets significatifs sur la situation financière ou les résultats du Groupe (y compris toute procédure dont la Société a connaissance, qui est en suspens ou dont elle est menacée).

20.8 CHANGEMENT SIGNIFICATIF DE LA SITUATION FINANCIERE OU COMMERCIALE

Il n'y a pas eu, à la connaissance de la Société, de changement significatif de la situation financière ou commerciale du Groupe depuis le 31 décembre 2011.

21 INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

Le descriptif ci-dessous tient compte de certaines modifications statutaires décidées par l'Assemblée Générale Mixte du 7 mars 2012.

21.1 CAPITAL SOCIAL

21.1.1 Montant du capital social

Le paragraphe « *A la Date du Document de Base, le capital de la Société s'élevé à 2.052.930,00 € divisé en 2.052.930 actions de 1 € de nominal chacune, entièrement libérées.* » est mis à jour de la décision de l'Assemblée Générale Mixte du 7 mars 2012 de diviser le nominal par deux et demeure, pour le reste, inchangé :

A la Date de l'Actualisation du Document de Base, le capital de la Société s'élevé à 2.052.930,00 € divisé en 4.105.860 actions de 0,50 € de nominal chacune, entièrement libérées.

21.1.2 Titres non représentatifs du capital

Sans changement

21.1.3 Acquisition par la Société de ses propres actions.

Sans changement

21.1.4 Valeurs mobilières ouvrant droit à une quote-part de capital

Le paragraphe « *A la Date du Document de Base, la société Immod, qui détient 47,24% du capital de la Société, détient 155.520 bons de souscriptions d'actions dont les principales caractéristiques sont :*

- *Date d'émission : 13 octobre 2008, modifiés le 21 juin 2010*
- *Nombre d'actions pouvant être émises sur exercice des bons de souscription : 1 action ordinaire pour 1 bon de souscription*
- *Prix unitaire de souscription des actions émises sur exercice des bons de souscription : 9 euros*
- *Calendrier d'exercice des bons de souscription : exerçable en totalité à la Date du Document de Base*
- *Date limite d'exercice des bons de souscription : néant*
- *A la Date du Document de Base :*
 - o *Nombre de bons de souscription exercés : aucun*
 - o *Nombre de bons de souscription annulés ou caduques : aucun*
 - o *Nombre de bons de souscription restants : 155.520*

» est mis à jour de la décision de l'Assemblée Générale Mixte du 7 mars 2012 de diviser le nominal par deux et demeure, pour le reste, inchangé :

A la Date de l'Actualisation du Document de Base, la société Immod, qui détient 47,24% du capital de la Société, détient 155.520 bons de souscriptions d'actions dont les principales caractéristiques sont :

- *Date d'émission : 13 octobre 2008, modifiés le 21 juin 2010*
- *Nombre d'actions pouvant être émises sur exercice des bons de souscription : 2 actions ordinaires pour 1 bon de souscription*
- *Prix unitaire de souscription des actions émises sur exercice des bons de souscription : 4,50 euros*

- Calendrier d'exercice des bons de souscription : exerçable en totalité à la Date du Document de Base
- Date limite d'exercice des bons de souscription : néant
- A la Date de l'Actualisation du Document de Base :
 - o Nombre de bons de souscription exercés : aucun
 - o Nombre de bons de souscription annulés ou caduques : aucun
 - o Nombre de bons de souscription restants : 155.520

21.1.5 Capital autorisé

Sans changement

21.1.6 Informations sur le capital de tout membre du Groupe faisant l'objet d'une option ou d'un accord conditionnel ou inconditionnel prévoyant de le placer sous option

Sans changement

21.1.7 Historique du capital social

21.1.7.1 Evolution du capital depuis la création de la Société

Le tableau ci-dessous «

Date	Nature des opérations	Capital (en euros)	Prime d'émission (en euros) (*)	Nombre d'actions créées	Valeur nominale (en euros)	Capital social (en euros)
12 septembre 2001	Constitution	40.000	-	4.000	10	40.000
21 janvier 2002	Augmentation de capital	874.720	-	87.472	10	914.720
28 mars 2002	Augmentation de capital	381.100	-	38.110	10	1.295.820
21 décembre 2009	Augmentation de capital	757.110	22.887.435,30	75.711	10	2.052.930
21 juin 2010	Division du nominal par 10	-	-	1.847.637	1	2.052.930

(*) Les primes d'émission ci-dessus sont indiquées pour leurs valeurs brutes alors que leurs valeurs nettes de frais d'augmentation de capital sont reprises dans les comptes. » est complété de la décision de l'Assemblée Générale Mixte du 7 mars 2012 de diviser le nominal par deux et demeure, pour le reste, inchangé :

Date	Nature des opérations	Capital (en euros)	Prime d'émission (en euros) (*)	Nombre d'actions créées	Valeur nominale (en euros)	Capital social (en euros)
7 mars 2012	Division du nominal par 2	-	-	2.052.930	0,50	2.052.930

21.1.7.2 Evolution de la répartition du capital depuis le 1er janvier 2008

Sans changement

21.1.7.3 Répartition du capital et des droits de vote

Le paragraphe « *Sur une base entièrement diluée de l'ensemble des titres donnant accès au capital attribués à la Date du Document de Base, la répartition du capital et des droits de vote serait la suivante :* »

Actionnaires	Actions et droits de vote			
	Nombre	Nombre Dilué	Pourcentage du capital social dilué	Pourcentage en droit de vote dilué
<i>Immod</i> ⁽¹⁾	969 749	1 125 269	50,95%	36,05%
<i>Eric Hémar</i> ⁽¹⁾	648 230	648 230	29,35%	39,86%
<i>Christophe Satin</i> ⁽¹⁾	83 910	83 910	3,80%	5,16%
<i>Michel Vinoche</i>	73 680	73 680	3,34%	4,53%
<i>Autres</i> ⁽²⁾	277 361	277 361	12,56%	14,40%
TOTAL	2 052 930	2 208 450	100%	100%

⁽¹⁾ *A la Date du Document de Base, le capital social d'Immod est détenu indirectement à hauteur de 85,87% par M. Eric Hémar au travers de la société Comète et 14,13% par M. Christophe Satin.*

⁽²⁾ *Les autres actionnaires sont des collaborateurs ou d'anciens collaborateurs du Groupe dont aucun individuellement ne détient plus de 2% du capital social ou des droits de vote » est mis à jour de la décision de l'Assemblée Générale Mixte du 7 mars 2012 de diviser le nominal par deux et demeure, pour le reste, inchangé :*

Sur une base entièrement diluée de l'ensemble des titres donnant accès au capital attribués à la Date de l'Actualisation du Document de Base, la répartition du capital et des droits de vote serait la suivante :

Actionnaires	Actions et droits de vote			
	Nombre	Nombre Dilué	Pourcentage du capital social dilué	Pourcentage en droit de vote dilué
<i>Immod</i> ⁽¹⁾	1.939.498	2.250.538	50,95%	36,05%
<i>Eric Hémar</i> ⁽¹⁾	1.296.460	1.296.460	29,35%	39,86%
<i>Christophe Satin</i> ⁽¹⁾	167.820	167.820	3,80%	5,16%
<i>Michel Vinoche</i>	147.360	147.360	3,34%	4,53%
<i>Autres</i> ⁽²⁾	554.722	554.722	12,56%	14,40%
TOTAL	4.105.860	4.105.860	100%	100%

⁽¹⁾ *A la Date de l'Actualisation du Document de Base, le capital social d'Immod est détenu indirectement à hauteur de 85,87% par M. Eric Hémar au travers de la société Comète et 14,13% par M. Christophe Satin.*

⁽²⁾ *Les autres actionnaires sont des collaborateurs ou d'anciens collaborateurs du Groupe dont aucun individuellement ne détient plus de 2% du capital social ou des droits de vote*

21.2 ACTE CONSTITUTIF ET STATUTS

Sans changement

21.2.1 Objet social (*Article 4 des statuts*)

Sans changement

21.2.2 Dispositions statutaires ou autres relatives aux membres des organes d'administration et de direction.

Sans changement

21.2.3 Droits, privilèges et restrictions attachés aux actions de la Société

21.2.3.1 Droits de vote (*Article 25 des statuts*)

Sans changement

21.2.3.2 Droits aux dividendes et profits (*Article 11 des statuts*)

Sans changement

21.2.3.3 Délai de prescription de dividendes (*Article 30 des statuts*)

Sans changement

21.2.3.4 Droit au boni de liquidation (*Article 11 des statuts*)

Sans changement

21.2.3.5 Droit préférentiel de souscription (*Article 7 des statuts*)

Sans changement

21.2.3.6 Limitation des droits de vote

Sans changement

21.2.3.7 Titres au porteur identifiable (*Article 9 des statuts*)

Sans changement

21.2.3.8 Rachat par la Société de ses propres actions.

Se référer au paragraphe 21.1.3.

21.2.4 Modalités de modification des droits des actionnaires

Sans changement

21.2.5 Assemblées générales d'actionnaires

Sans changement

21.2.6 Dispositifs permettant de retarder, différer ou empêcher un changement de contrôle

Sans changement

21.2.7 Franchissements de seuils statutaires (Article 9 des statuts)

Sans changement

21.2.8 Stipulations particulières régissant les modifications du capital

Sans changement

22 CONTRATS IMPORTANTS

Sans changement

23 INFORMATIONS PROVENANT DE TIERS, DÉCLARATIONS D'EXPERTS ET DÉCLARATIONS D'INTERETS

Sans changement

24 DOCUMENTS ACCESSIBLES AU PUBLIC

L'ensemble des documents sociaux de la Société devant être mis à la disposition des actionnaires est consultable au siège social de la Société.

Peuvent notamment être consultés :

- (a) l'acte constitutif et les statuts de la Société ;
- (b) tous rapports, courriers et autres documents, informations financières historiques, évaluations et déclarations établis par un expert à la demande de la Société, dont une partie est incluse ou visée dans le Document de Base ;

- (c) les informations financières historiques de la Société pour chacun des deux exercices précédant la publication du Document de Base.

A compter de l'admission des actions de la Société aux négociations sur le marché Euronext Paris, l'information réglementée au sens des dispositions du Règlement général de l'Autorité des marchés financiers sera également disponible, conformément aux exigences des lois et réglementations en vigueur, sur le site internet du Groupe (www.id-logistics.com).

25 INFORMATIONS SUR LES PARTICIPATIONS

Voir chapitre 7 « Organigramme » et Note 26 des comptes consolidés 2011 présentés au chapitre 20.1 « Informations financières historiques annuelles ».